

Université de Montréal

Mercenaires et sociétés militaires privées depuis la fin de la guerre froide.
Analyse de la recrudescence de l'industrie militaire privée

par
Alexandre Carette

Département de science politique
Faculté des Arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
M.Sc. en science politique

août 2006

© Alexandre Carette, 2006



JA

39

U54

2006

V.022

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Mercenaires et sociétés militaires privées depuis la fin de la guerre froide
Analyse de la recrudescence de l'industrie militaire privée

présenté par :
Alexandre Carette

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Monsieur Michel Duquette
président-rapporteur

Monsieur Michel Fortmann
directeur de recherche

Monsieur Frédéric Mérand
membre du jury

RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur la privatisation de la guerre depuis la fin de la guerre froide. La chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique auront été des éléments catalyseurs de la recrudescence des mercenaires et plus particulièrement des sociétés militaires privées. Ces entreprises sont, aujourd'hui, des incontournables des champs de bataille. La thèse centrale de ce mémoire est que les sociétés militaires privées peuvent jouer un rôle important et stabilisateur sur la scène internationale si les États et la communauté internationale mettent en œuvre des lois qui permettent de bien contrôler et encadrer l'ensemble de l'industrie des services militaires privés. Le premier chapitre aborde les problèmes associés à la définition des termes mercenaires et sociétés militaires privées de même qu'aux conséquences découlant de l'incapacité de la communauté internationale et des États de formuler des définitions pratiques et surtout politiquement acceptables. Cette thèse sera soutenue par trois études de cas qui illustrent bien le potentiel et les dangers associés à la privatisation de la guerre: la firme sud-africaine Executive Outcomes au Sierra Leone, la firme américaine MPRI en ex-Yougoslavie et KBR, une filiale de la multinationale d'Haliburton en Irak. Ces études de cas permettront de mieux comprendre la dynamique de cette privatisation de fonctions qui, au cours des deux derniers siècles, étaient considérés comme une prérogative de l'État.

MOTS CLÉS : GUERRE CIVILE, PRIVATISATION, ARMÉES PRIVÉES, INDUSTRIES DE DÉFENSE, SIERRA LEONE, EX-YOUGOSLAVIE, IRAK, DROIT INTERNATIONAL, POLITIQUE DE DÉFENSE

ABSTRACT

This dissertation will focus on the privatization of warfare since the end of the Cold War. The fall of the Berlin Wall and the disintegration of the Soviet Union were the catalyst for the rise of the private military industry. Private military firms are now a regular feature of the modern battlefield. This thesis will show that private military firms can play an important and stabilizing role in the realm of international affairs if States and the international community promulgate laws that can control and oversee the industry. The first chapter will deal with the definition problems and the consequences of the inability of States and the international community to agree upon universally accepted definitions of the concepts mercenary and private military firm. The thesis will be illustrated by three case studies -- Executive Outcomes in Sierra Leone, MPRI in Croatia and KBR, a subsidiary of Halliburton in Iraq -- that show the possibilities offered by private military firms but also their limits and the dangers associated with their employment: These case studies will help better understand the dynamics of the privatization of functions that, for the last two centuries, have been the prerogatives and monopoly of the State.

KEY WORDS: CIVIL WAR, PRIVATISATION, PRIVATE ARMIES, DEFENCE INDUSTRY, DEFENCE POLICY, SIERRA LEONE, EX-YUGOSLAVIA, IRAQ, INTERNATIONAL LAW

TABLES DES MATIÈRES

| | |
|--|------------|
| RÉSUMÉ | i |
| ABSTRACT | ii |
| LISTE DES SIGLES ET ABBRÉVIATIONS | v |
| REMERCIEMENTS | vi |
| INTRODUCTION | 1 |
| CHAPITRE 1 - MERCENAIRES ET SOCIÉTÉS MILITAIRES PRIVÉES : DÉFINITIONS DES CONCEPTS ET ANALYSE DES LOIS ENCENDRANT LEURS ACTIVITÉS | 16 |
| 1. QU'EST-CE QU'UN MERCENAIRE ? | 16 |
| 2. QU'EST-CE QU'UNE SOCIÉTÉ MILITAIRE PRIVÉE ? | 23 |
| 3. LE DROIT INTERNATIONAL ET LE DROIT NATIONAL FACE AUX MERCENAIRES ET AUX SOCIÉTÉS MILITAIRES PRIVÉES | 32 |
| CHAPITRE 2 – EXECUTIVE OUTCOMES : LES NOUVEAUX CONDOTTIERI AU SECOURS DU GOUVERNEMENT DE LA SIERRA LEONE | 39 |
| 1. EXECUTIVE OUTCOMES | 40 |
| 2. QUEL RÔLE EO A-T-ELLE JOUÉ EN SIERRA LEONE ? | 45 |
| 3. QUELLE LEÇON PEUT-ON TIRER DE CETTE ÉTUDE DE CAS ? | 51 |
| 4. L'EFFET EO A-T-IL ÉTÉ POSITIF OU NÉGATIF ? | 59 |
| CHAPITRE 3 – MILITARY PROFESSIONAL RESOURCES INCORPORATED (MPRI) : UNE FIRME PRIVÉE AU SERVICE DE SON GOUVERNEMENT | 61 |
| 1. MPRI : PORTRAIT D'UNE ENTREPRISE-CONSEIL | 62 |
| 2. QUEL RÔLE A JOUÉ MPRI DANS LA GUERRE CIVILE EN EX- YUGOSLAVIE ? | 66 |
| 3. QUELLES LEÇONS PEUT-ON TIRER DU TRAVAIL DE MPRI DANS LES BALKANS ? | 69 |
| 4. L'EFFET MPRI A-T-IL ÉTÉ POSITIF OU NÉGATIF ? | 74 |
| CHAPITRE 4 – KBR ET LE LABORATOIRE IRAKIEN | 77 |
| 1. HALLIBURTON ET KBR : PÉTROLE, GUERRES ET PROFITS | 79 |
| 2. L'IRAK, ELDORADO DES SOCIÉTÉS MILITAIRES PRIVÉES | 82 |
| 3. QUELLE LEÇON PEUT-ON TIRER DE CETTE ÉTUDE DE CAS ? | 86 |
| 4. L'EFFET KBR A-T-IL ÉTÉ POSITIF OU NÉGATIF ? | 96 |
| CONCLUSION | 97 |
| BIBLIOGRAPHIE | 116 |

| | |
|--|--------------|
| ANNEXE 1 - CONVENTION DE L'OUA SUR L'ÉLIMINATION DU MERCENARIAT EN AFRIQUE. LIBREVILLE, 3 JUILLET 1977 | vii |
| ANNEXE 2 - CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LE RECRUTEMENT, L'UTILISATION, LE FINANCEMENT ET L'INSTRUCTION DES MERCENAIRES, 4 DÉCEMBRE 1989 | xiv |
| ANNEXE 3 - SOUTH AFRICAN REGULATION OF FOREIGN MILITARY ASSISTANCE ACT, 1998 | xxii |
| ANNEXE 4 - PROHIBITION OF MERCENARY ACTIVITIES AND PROHIBITION AND REGULATION OF CERTAIN ACTIVITIES OF ARMED CONFLICT BILL [B42-2005] | xxvii |
| ANNEXE 5 - LOI RELATIVE À LA RÉPRESSION DE L'ACTIVITÉ DE MERCENAIRE 14 AVRIL 2003 | xxxvi |
| ANNEXE 6 – CARTE DU SIERRA LEONE ET DES OFFENSIVES MILITAIRES D'EXECUTIVE OUTCOMES, 1995-1996 | xxxix |
| ANNEXE 7 – CARTE DE LA CROATIE ET DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE, 1995 . | xl |
| ANNEXE 8 - CODE DE CONDUITE INTERNATIONAL PEACE OPERATIONS ASSOCIATION | xli |

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ADF: Australian Defense Forces
CANCAP: Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes (*Contractor Augmentation Program*)
CBC: Canadian Broadcasting Corporation
CICR: Comité international de la Croix Rouge
ECOMOG: Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group
EO: Executive Outcomes
FC : Forces canadiennes
FMI: Fonds monétaire international
FNLA: Frente nacional de libertação de Angola
GSG: Gurkha Security Guards
IPAO: International Peace Operations Association
ITAR: International Transfer of Arms Regulations
JTF2: Joint Task Force Two
LOGCAP: Logistics Civil Augmentation Program
MINUSIL: Nations unies en Sierra Leone
MOOTW: Military Operations Other than War
MPLA: Movimento popular de libertação de Angola
MPRI: Military Professional Ressources Incorporated
NFTC: NATO Flight Training in Canada
ONG: Organisation non gouvernementale
ONU: Organisations des nations Unies
OTAN: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OUA: Organisation de l'unité africaine
PMC: Private Military Corporation
PMF: Private Military Firm
PNUD: Programme des Nations unies pour le développement
PPP: Partenariat public-privé
PSC: Private Security Company
RSLMF: Republic of Sierra Leone Military Forces
RUF: Revolutionary United Front
SADF: South African Defence Forces
SMP: Société militaire privée
UNITA: União nacional para a independência total de Angola

REMERCIEMENTS

Au moment de mon inscription à la maîtrise en science politique à l'Université de Montréal, mon objectif était de suivre les cours de septembre à avril et de rédiger ce mémoire au cours de l'été suivant. Ainsi, ma deuxième maîtrise ne me prendrait pas plus d'un an. Quatre années plus tard, je suis en train de terminer la rédaction de ce mémoire. Comme quoi aucun plan ne résiste au premier contact avec l'ennemi.

Ceci dit, ces quatre années furent fantastiques. J'ai occupé, durant cette période, une multitude de postes des plus intéressants : directeur adjoint du Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale (GERSI), membre de l'exécutif de l'Association étudiante des cycles supérieurs de science politique de l'Université de Montréal, membre de l'Assemblée universitaire et du Conseil de la Faculté des études supérieures, ainsi que membre du Conseil d'administration de la Société québécoise de science politique et du Fonds d'investissement cycles supérieurs de l'Université de Montréal. De plus, j'ai aussi eu la chance de visiter l'Afghanistan, de donner plus de 25 conférences dans des écoles secondaires et Cégeps de la province et de participer à de nombreux colloques. Pour couronner le tout, j'ai découvert, grâce à la Fondation canadienne des champs de bataille avec laquelle j'ai la chance de collaborer depuis plus de 2 ans, l'histoire militaire canadienne. De tout cœur, merci au major-général (retraité) Clive Addy, au lieutenant-général (retraité) Charles Belzile, aux professeurs Terry Copp et Marc Milner, au lieutenant-colonel David Patterson, aux membres du GERSI, aux collègues de l'Asso et à tous ceux et celles qui ont fait de ces quatre dernières années un plaisir.

Le plus grand merci va à Michel Fortmann, mon directeur de maîtrise, «boss » et ami. Il n'y a aucun doute qu'au cours des dernières années nous avons atteint notre objectif principal : « Avoir du plaisir ! ». Maintenant que ce mémoire est terminé, il ne te reste plus qu'à terminer tes *Cycles de Mars* :). Merci aussi à Guillaîne Fortmann qui a gentiment accepté de relire de grandes sections de mon manuscrit, m'évitant ainsi de nombreuses et très embarrassantes erreurs grammaticales et orthographiques.

En terminant ces remerciements, je souhaite rendre hommage à Jacques Gauthier, décédé au début de l'été des suites d'un long combat avec le cancer. Jacques était professeur d'éducation physique au Collège Notre-Dame et entraîneur des Cactus, la redoutable équipe de football du Collège. J'ai eu l'incroyable chance de jouer sous ses ordres pendant plus de deux ans. Pour ton enthousiasme, ta passion pour le sport et surtout pour cette incroyable volonté de gagner et de nous voir faire mieux, merci, Coach!

INTRODUCTION

Des armées des pharaons aux Dix Mille de Xénophon, des condottieri du Moyen Âge aux entrepreneurs militaires de la guerre de Trente Ans jusqu'aux « Affreux » de la décolonisation africaine, les mercenaires ont été de toutes les guerres.

Personnages héroïques ou sanglants, admirés ou méprisés, ils ont été partie intégrante du paysage militaire et social depuis l'Antiquité la plus ancienne. Ces entrepreneurs militaires privés se sont battus aux côtés d'Alexandre le Grand, ils se sont révoltés contre Carthage, ils ont terrorisé les paysans pendant la guerre de Cent Ans, ils ont été plus puissants que certains empereurs au 17^e siècle, ils ont accompagné Napoléon dans sa conquête de l'Europe et ils ont parcouru l'Afrique de la décolonisation en quête d'aventure et de richesses. L'apparition de l'Armée-nation, la modernisation de l'État et sa monopolisation de la violence légitime¹ auront toutefois contribué à réduire la légitimité de ces acteurs militaires.² Malgré ces revers de fortune, les mercenaires n'ont jamais disparu. Ils se sont faits plus

¹ Pour de nombreux penseurs, dont Max Weber, le monopole de la violence légitime est un des critères principaux de l'État moderne. « L'État moderne est un groupement de domination de caractère institutionnel qui a cherché (avec succès) à monopoliser, dans les limites d'un territoire, la violence physique légitime comme moyen de domination et qui, dans ce but, a réuni dans les mains des dirigeants les moyens matériels de gestion. », Max Weber, *Le Savant et le politique* (Paris: Union générale d'édition, 1960), 133. La littérature sur la naissance de l'État est abondante, particulièrement pour comprendre le lien entre la guerre et l'État et le rôle joué par les mercenaires dans ce processus. Parmi les autres livres à consulter sur le sujet : Max Weber, *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société* (Paris : Gallimard, 1991 [1923]); Martin Van Creveld, *The Rise and Decline of the State* (New York : Cambridge University Press, 1999); Charles Tilly, *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990* (Cambridge, Mass.: Blackwell, 1990); Charles Tilly, dir., *The Formation of National States in Western Europe* (Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1975); Charles Tilly, « War Making and State Making as Organized Crime », dans Peter Evans, Dietrich Rueschemeyer et Theda Skocpol, dir., *Bringing the State Back In* (Cambridge, Mass.: Cambridge University Press, 1985), 169-191; Susan Strange, *The Retreat of the State. The Diffusion of Power in the World Economy* (Cambridge: Cambridge University Press, 1994); Wolfgang Reinhard, « Élités du pouvoir, serviteurs de l'État, classes dirigeantes et croissance du pouvoir de l'État » dans Wolfgang Reinhard, dir., *Les élites du pouvoir et la construction de l'État en Europe* (Paris, Presses universitaires de France, 1996); Graeme Gill, *The Nature and Development of the Modern State* (New York: Palgrave, 2003).

² Janice E. Thompson, *Mercenaries, Pirates, & Sovereigns. State-Building and Extraterritorial Violence in Early Modern Europe* (Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1994); Janice E. Thompson, « State Practices, International Norms, and the decline of Mercenarism ». *International Studies Quarterly* 34 (mars), 23-47.

discrets pour refaire surface et profiter des bouleversements majeurs de la fin des années 1980 pour se réinventer. S'il y a une constante dans l'histoire du mercenariat, c'est l'incroyable capacité des soldats de fortune de renaître des cendres de l'histoire.

La fin de la guerre froide aura été un véritable catalyseur pour les entrepreneurs militaires et elle aura permis à l'industrie des services militaires privés de profiter de nouveaux marchés très lucratifs pour étendre leurs opérations. Le 11 septembre 2001 aura aussi été une manne pour l'ensemble du secteur de la sécurité privé. Plus que jamais, les mercenaires et les sociétés militaires privées³ font la manchette et nous obligent à repenser leur rôle politique, militaire et social de même que les conséquences de leur retour en force sur la scène internationale.

Cette renaissance de l'industrie militaire privée est due à de nombreux facteurs, dont les plus importants sont sans aucun doute la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS.⁴ La fin de la guerre froide a laissé dans son sillage une multitude de conflits interétatiques et de basse intensité non résolus dans les régions les plus pauvres de la planète. L'enthousiasme suscité par le démantèlement de l'URSS aura été de courte durée. Le « Nouvel ordre mondial » annoncé ne s'est jamais matérialisé et les puissances occidentales, États-Unis en tête, ont encore de la difficulté à se remettre du fiasco somalien et de ces images de soldats américains traînés dans les rues de Mogadiscio lors de l'épisode « *Black Hawk Down* ».

³ Pour toutes les questions reliées aux définitions des termes « mercenaires », « sociétés militaires privées », « entrepreneurs militaires privés », etc., voir le chapitre 1.

⁴ Pour plus d'information sur les causes de la recrudescence de l'industrie militaire privée depuis la fin de la guerre froide, consulter : Deborah D. Avant, *The Market for Force : The Consequences of Privatizing Security* (Cambridge: Cambridge University Press, 2005), 30-38; Peter W. Singer, « Corporate Warriors: The Rise and Ramifications of the Privatized Military Industry », *International Security* 26 (2001-2002), 190-220; David Shearer, « Private Armies and Military Intervention », *Adelphi Paper* 316 (1998.), 23-37; Kim Richard Nossal, « Roland goes Corporate: Mercenaries and Transnational Security in the Post-Cold War Era », *Civil Wars* 1 (1998), 29-32; Robert Mandel, « The Privatization of Security », *Armed Forces & Society* 28 (2001), 133-135; Robert Mandel, *Armies without States. The Privatization of Security* (Boulder: Lynne Rienner, 1998), 55-69.

Ainsi, les guerres conventionnelles ont fait place aux guerres civiles et de basse intensité, qui imposent aux armées modernes de nouveaux modes d'opération, mieux adaptés aux *Military Operations Other than War* (MOOTW).⁵ Parallèlement à cette hausse des conflits dans le tiers-monde, les pays occidentaux sont plus que réticents à envoyer leurs troupes dans des régions où leurs intérêts nationaux ne sont pas directement menacés. La réduction des effectifs militaires dans la majorité des armées du monde, depuis la fin de la guerre froide, a aussi eu des répercussions importantes.⁶ De nombreux anciens soldats qualifiés étaient ainsi disponibles et prêts à offrir leur expertise au secteur privé. Cette diminution des effectifs militaires s'est accompagnée d'une accélération du rythme opérationnel de la majorité des armées occidentales qui a forcé plusieurs forces nationales à se tourner vers le secteur privé pour donner un peu de répit à leurs troupes épuisées par de trop fréquents déploiements.

Le quatrième facteur qui a favorisé l'industrie militaire privée est idéologique et théorique. L'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher a amorcé une ère de privatisation des services publics, influencée par l'idée que le secteur privé est en mesure d'offrir de meilleurs services, à moindre coût que les gouvernements. Parce qu'elle doit faire face à la compétition, l'entreprise privée serait plus efficace car elle est toujours poussée à innover pour survivre. Des secteurs d'activité qui autrefois étaient la prérogative de l'État, tels que les prisons, les services de sécurité publique et à présent le domaine militaire, sont aujourd'hui ouverts à l'entreprise privée. « L'avènement de l'État minimum, dans la plupart des sociétés occidentales, a étendu le champ de la privatisation : des tâches considérées comme régaliennes [...] sont maintenant sous-traitées ... ».⁷

⁵ Eugene B. Smith, « The New Condottieri and US Policy: The Privatization of Conflict and Its Implications », *Parameters* 32 (2002-2003), 104.

⁶ Dans les années 1990, les armées du monde entier auraient réduit leur personnel de six millions de soldats. Singer, « Corporate Warriors. The Rise of the Privatized Military Industry and Its Ramifications for International Security », 9.

⁷ Olivier Hubac, dir., *Mercenaires et polices privées : La privatisation de la violence armée* (Paris : Encyclopaedia Universalis, 2006), 9.

Parallèlement à cette vague de privatisation, nous avons assisté à une hausse importante du recours à la sous-traitance et à l'externalisation. Les théories selon lesquelles il serait préférable pour les entreprises de se concentrer sur leurs activités principales (*core capacities*) et d'impartir ou sous-traiter leurs activités périphériques ont gagné en popularité. Si ce modèle est efficace pour les entreprises, pourquoi ne le serait-il pas pour les forces armées ?

Un autre facteur important expliquant la croissance de l'industrie militaire privée est la complexification technologique croissante des systèmes d'armement. Il n'est simplement plus possible de déployer certains systèmes d'armement, tels que le système de missiles antimissile *Patriot* ou les avions sans pilote (*Unmanned Aerial Vehicle*), sans l'apport de l'expertise civile. Ces systèmes sont si complexes que, souvent, seul le fabricant peut assurer son bon fonctionnement et son entretien, qui sont primordiaux dans des zones d'opération désertiques ou hostiles, telles que l'Irak ou l'Afghanistan.

Tous ces facteurs ont permis à l'industrie des services militaires privés de se développer rapidement au cours des quinze dernières années et de prendre une place considérable sur les champs de bataille modernes. Cette situation rappelle un peu celle des condottieri au 15^e siècle ou d'Albrecht von Wallenstein lors de la guerre de Trente Ans.⁸ Il est malheureusement impossible, faute d'espace, de faire

⁸ Pour en savoir plus sur les condottieri, Albrecht von Wallenstein et l'histoire du mercenariat, voir notamment : Geoffrey Tease, *The Condottieri. Soldiers of Fortune* (Londres: Thames and Hudson, 1970); Frank Tallett, *War and Society in Early-Modern Europe, 1495-1715* (New York: Routledge, 1992); Elisabeth Ward Swain, « The wages of peace: the *condotte* of Ludovico Gonzaga, 1436-1478 », *Renaissance Studies* 3 (1989), 442-452; Peter W. Singer, « The Ultimate Military Entrepreneur », *MHQ: Military History Quarterly* (2003), 6-15; Golo Mann, *Wallenstein. His life narrated* (Londres: Andre Deutsch, s.d.); Michael Mallet, *Mercenaries and their Masters. Warfare in Renaissance Europe* (Totowa, N.J.: Rowman and Littlefield, 1974); V.G. Kiernan, « Foreign mercenaries and Absolute monarchy », *Past and Present* 11 (1957): 66-86; Michael Howard, *La guerre dans l'histoire de l'Occident* (Paris: Fayard, 1988); G.T. Griffith, *The Mercenaries of the Hellenistic World* (Groningen: Bouma's Boekhuis N.V. Publishers, 1968); William Caferro, *John Hawkwood. An English Mercenary in Fourteenth-Century Italy* (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2006); William Caferro, « Mercenaries and military expenditure: the costs of undeclared warfare in XIVth century Siena », *Journal of European Economic History* 23 (1994), 219-248; Kenneth W. Grundy, « On Machiavelli and the Mercenaries », *Journal of Modern African Studies* 6 (1968), 295-310; J.R. Hale, *War and Society in Renaissance Europe 1450-1620* (Baltimore: Maryland: Johns Hopkins University Press, 1985); Bert S. Hall, *Weapons and Warfare*

un retour historique permettant de suivre l'évolution du mercenariat au fil des siècles, mais il est important de se rappeler que le phénomène des « nouveaux mercenaires » n'est pas si nouveau. Les Sociétés militaires privées descendent en ligne directe des entrepreneurs militaires du passé.

Le modèle type du mercenaire et de l'entrepreneur militaire privé a bien changé au cours des dernières décennies. Fini les Bob Denard, « Mad » Mike Hoare, Costas Gergiou et autres « Affreux » et « Chiens de guerre ». Ces personnages quelque peu romanesques, qui ont hanté l'Afrique dans les années 1960, ont presque disparu, ou du moins perdu de leur importance. Aujourd'hui, les entrepreneurs de la guerre sont regroupés en sociétés multinationales offrant des services « intégrés » à leurs clients : soutien logistique, appui aérien, service direct de combat, déminage, transport tactique et stratégique, de même que des conseils et de l'entraînement militaire. « [...], Mercenary activity has been corporatized. »⁹. Que ce soit en Irak, en Afghanistan, en Colombie ou dans de nombreux pays africains, les mercenaires sont de nouveau des incontournables des champs de bataille.

in *Renaissance Europe* (Baltimore, Md: Johns Hopkins University Press, 1997); Kenneth Fowler, « *Condotte et condottieri*. Mercenaires anglais au service de Florence au XIV^e siècle », dans Jacques Paviot et Jacques Verger, *Guerre, pouvoir, et noblesse au Moyen Âge. Mélanges en l'honneur de Philippe Contamine* (Paris : Presses de L'Université de Paris-Sorbonne, 2000), 283-290; Hereward Senior, « Mercenaries in the British Service », *History Today* 20 (1970), 504-510; Bertrand Schnerb, « Un capitaine italien au service de Jean sans Peur : Castellain Casc », *Annales de Bourgogne*, 64 (1992), 5-27; David Potter, « The International Mercenary Market in the Sixteenth Century: Anglo-French Competition in Germany, 1543-50 », *English Historical Review* 111 (1996), 24-58; H. W. Parke, *Greek mercenary soldiers from the earliest times to the Battle of Ipsus* (Oxford: Clarendon Press, 1933); Gilbert John Millar, « The landsknecht: His recruitment and Organization, with some Reference to the Reign of Henry VIII », *Military Affairs* 35 (1971), 95-99; G. J. Bryant, « Indigenous mercenaries in the service of European armies: the case of the Sepoys in the early British Indian Army, 1750-1800 », *War in History* 7 (2000), 2-28; Patrick Boucheron, « Machiavel et la fin des mercenaires », *L'Histoire* 267 (2002), 28-31; Patrick Baker, « Les mercenaires » dans Francis Prost, dir., *Armées et sociétés de la Grèce classique. Aspects sociaux et politiques de la guerre aux Ve et IV^e s. av. J.-C.*, (Paris : Éditions Errance, 1999), 240-255; C.C. Bayley, *Mercenaries for the Crimea. The German, Swiss, and Italian Legions in British Service, 1854-1856* (Montréal : McGill-Queen's University Press, 1977); Marie-Claire Amouretti, *Les sociétés grecques et la guerre à l'époque classique* (Paris : Ellipses, 1999); Alexandre Tourraix, « Les mercenaires grecs au service des Achéménides », dans Patrice Brun, dir., *Guerres et sociétés dans les mondes grecs 490-322* (Paris : Éditions du temps, 1999), 201-216; Janice E. Thompson, *Mercenaries, Pirates, & Sovereigns. State-Building and Extraterritorial Violence in Early Modern Europe* (Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1994).

⁹ Kim Richard Nossal, *The Patterns of World Politics* (Scarborough: Prentice Hall Canada, 1998), 134.

Quelques statistiques permettent de mieux comprendre l'importance de ce phénomène. L'industrie des services militaires privés génère un chiffre d'affaires annuel de 100 milliards de dollars, chiffre d'affaires qui, selon certains analystes, pourrait s'élever à près de 200 milliards de dollars d'ici 2010.¹⁰ Ces entreprises sont présentes dans plus d'une centaine de pays.¹¹ À lui seul, le Département de la Défense américain a, entre 1994 et 2002, signé plus de 3000 contrats avec des firmes de services militaires privés, d'une valeur totale de 300 milliards de dollars.¹² Le rapport entrepreneur militaire privé/soldat en Irak est présentement de 1 pour 10, alors qu'il était de 1 pour 50 lors de la première guerre du Golfe. Selon les estimations les plus sérieuses, ils seraient entre 20 000 et 30 000 à travailler en Irak.¹³ Ces entrepreneurs militaires ne sont pas seulement incontournables, mais presque essentiels aux grandes opérations militaires actuelles. Les États-Unis ne pourraient plus se passer des services du secteur privé sans que cela ait des conséquences dramatiques sur leur capacité de projection de la force et sur la poursuite, au rythme actuel, de leurs opérations en Irak et en Afghanistan.¹⁴

L'objet de ce mémoire est donc d'étudier cet important phénomène afin de mieux en comprendre les ramifications sur le système international. Quelles sont les conséquences de la recrudescence de l'industrie militaire privée sur le système international et pour les États ? Les Sociétés militaires privées ont-elles un effet stabilisateur ou déstabilisateur ? Sont-elles des outils efficaces pour la paix et/ou pour la conduite de la guerre ? Ces quelques questions fondamentales en appellent de nombreuses autres, tout aussi intéressantes, auxquelles nous tenterons de trouver réponse.

¹⁰ Avant, *The Market for Forces*, 8.

¹¹ International Consortium of Investigative Journalists, *Making a Killing : The Business of War* (Washington, D.C.: Center for Public Integrity, 2002), 1. disponible sur le site Internet du Center for Public Integrity: <http://www.publicintegrity.org/bow>

¹² I International Consortium of Investigative Journalists, *Making a Killing : The Business of War*, 2.

¹³ Pour les questions relatives au nombre d'entrepreneurs militaires privés travaillant en Irak, consulter le quatrième chapitre de ce mémoire.

¹⁴ Singer, rapport sur l'Irak, 6.

- Doit-on interdire les Sociétés militaires privées ? Si, oui, comment y parvenir ? Sinon, comment réglementer cette industrie ?
- Les Sociétés militaires pourraient-elles se substituer aux Casques bleus de l'Organisation des Nations unies dans le cadre d'opérations de paix ?
- Les Sociétés militaires privées menacent-elles le monopole de la violence légitime des États ?
- Quelle place les armées occidentales, comme les Forces canadiennes, devraient-elle faire aux entreprises militaires privées ?
- L'externalisation ou la sous-traitance de services, qui étaient autrefois uniquement du ressort des armées nationales, est-elle viable et efficace ?

Nous démontrons, par des études de cas, que les sociétés militaires peuvent, dans certaines circonstances, jouer un rôle positif sur la scène internationale. Par rôle positif, nous entendons que les sociétés militaires peuvent aider leurs clients à mieux faire la guerre.

Quel est l'intérêt d'étudier ce sujet que Michel Klen qualifie de « l'un des défis les plus complexes du XXI^e siècle. »¹⁵ ? L'étude du mercenariat est pertinente à la fois socialement et scientifiquement. Socialement puisque le mercenariat est un phénomène qui, bien que millénaire, prend depuis une décennie une ampleur considérable. Les entrepreneurs militaires privés ont su, au fil des siècles, évoluer et s'adapter aux exigences de la guerre. Les quelques statistiques mentionnées en début d'introduction montrent bien la prévalence du phénomène dans les conflits contemporains. Pour Atul Bharadwaj, la privatisation de la guerre est une des deux grandes révolutions, avec la Révolution dans les affaires militaires (RAM), qui caractérisent le système international post-guerre froide. « Unlike RMA, the privatization of security is not only changing the definitions of war but also mutating the very concept of National security. »¹⁶

¹⁵ Michel Klen, « Le retour des mercenaires », *Études* 39 (1999), 328.

¹⁶ Atul Bharadwaj, « Privatization of Security: The Mercenary-Market Mix », *Defence Studies* 3 (2003), 64.

De plus, comme les guerres ravagent de nombreux pays et affectent une grande partie des populations du tiers-monde, toutes les solutions doivent être envisagées pour tenter d'y mettre fin, même le secteur privé. L'étude du mercenariat a aussi une importance scientifique puisqu'il s'inscrit dans un débat académique encore plus large, celui des conséquences de l'affaiblissement de l'État et du système westphalien, et des conséquences de la privatisation de services qui autrefois étaient la prérogative des États. De plus, il est important de se rappeler qu'aucun phénomène ne transforme les sociétés comme la guerre. Il est donc essentiel d'en comprendre toutes les composantes, notamment sa privatisation croissante.

Un autre des aspects intéressants de ce sujet est son caractère multidisciplinaire. Pour bien comprendre ce phénomène, il est essentiel de puiser dans un ensemble de disciplines, telles que la science politique, l'histoire, la finance, l'économie, l'administration publique, le droit international et le droit des affaires, ainsi, bien entendu, que les études de sécurité et stratégiques.

Il est important de comprendre que ce débat ne se déroule pas seulement sur le champ de bataille théorique et politique, mais aussi sur celui des perceptions, des interprétations et des valeurs. La problématique entourant le recours aux mercenaires peut être rattachée au débat, beaucoup plus vaste, portant sur la popularité croissante des politiques néolibérales et, plus spécifiquement, sur les bienfaits ou méfaits de la privatisation des services qui étaient autrefois l'apanage du secteur public, notamment dans le domaine des soins de santé, de l'éducation, des prisons, ou encore par l'établissement de partenariats public-privé (PPP). Le but de ce mémoire n'est pas de condamner ou de faire l'éloge des entreprises militaires privées sur des bases idéologiques ou morales, mais plutôt de comprendre l'impact qu'elles ont eu dans les conflits auxquels elles ont participé et d'en tirer des conclusions qui pourraient servir à établir des politiques gouvernementales concrètes.

Sources et méthodologie

Ce mémoire est fondé en grande partie sur des monographies, articles de revues scientifiques, rapport gouvernementaux, d'organisations non gouvernementales et de centres de recherche (*Think Tanks*).¹⁷ La bibliographie, qui figure à la fin de ce travail, est assez exhaustive et, bien que tous les ouvrages ne soient pas cités en note de bas de page, ils m'ont tous aidé, au cours des dernières années, à faire avancer mes idées sur ce sujet.

J'aurais bien aimé pouvoir faire des recherches sur le terrain, en Afrique, dans les Balkans et en Irak, afin d'interviewer des employés de sociétés militaires privées et des personnes les ayant côtoyés. Malheureusement, pour des raisons financières et de sécurité, et compte tenu de la nature d'un mémoire de maîtrise, il m'a été impossible de le faire. Toutefois, j'ai eu la chance de visiter Kaboul lors d'un voyage organisé par le ministère de la Défense nationale du Canada. Au cours de ce passage en Afghanistan, j'ai pu faire quelques entrevues informelles avec des militaires et employés de SNC-Lavalin qui, à l'époque, gérait le Camp Julien, base militaire des Forces canadiennes en Afghanistan. Ces entrevues m'ont permis de mieux comprendre la dynamique de l'externalisation (*Outsourcing*) en zone de conflit.

J'ai aussi pu profiter des discussions figurant sur un site Internet, modéré par Doug Books, président de l'International Peace Operations Association.¹⁸ Je

¹⁷ Comme il est assez facile de le noter, en jetant un coup d'œil sur la bibliographie, la littérature sur ce sujet est majoritairement anglophone. Toutefois, des universitaires et journalistes francophones commencent à s'intéresser aux sociétés militaires privées comme tend à le prouver la publication de quatre livres en français depuis un an : Philippe Chapleau, *Les mercenaires. De l'Antiquité à nos jours* (Rennes : Éditions Ouest-France, 2006); Xavier Renou, dir., *La privatisation de la violence: Mercenaires et sociétés militaires privées au service du marché* (Paris : Agone, 2006); Philippe Chapleau, *Sociétés militaires privées. Enquête sur les soldats sans armées* (Paris : Éditions du Rocher, 2005); Hubac, *Mercenaires et polices privées*.

¹⁸ Bien que ces discussions soient modérées par le président de l'IPOA (<http://ipoaonline.org>), organisme de lobby des sociétés militaires privées, il n'y a aucune censure quant au contenu des discussions et tous les participants ont le droit de s'exprimer librement.

recommande à toute personne intéressée par la privatisation de la guerre et les sociétés militaires privées de s'inscrire à ce site auquel participent de nombreux universitaires de renom, journalistes, entrepreneurs militaires privés et chercheurs. En plus de faire connaître les plus récentes publications dans le domaine, ce site permet à ceux et celles qui sont sur le terrain, en Irak, en Afghanistan ou ailleurs dans le monde de participer au débat sur leur industrie.¹⁹

D'ailleurs, la production d'articles et de monographies portant sur le mercenariat et les sociétés militaires privées a considérablement augmenté au cours des dernières années. Bien que de qualité inégale, ces ouvrages théoriques²⁰, autobiographiques ou biographiques²¹ et journalistiques²² permettent de mieux

¹⁹ Pour s'abonner à cette liste, veuillez consulter le site Internet :

<http://groups.vahoo.com/group/pmcs/>

²⁰ En plus de nombreux articles de revues scientifiques, d'excellentes monographies, accessibles au grand public, ont été publiées au cours des dernières années. Parmi les meilleurs livres publiés sur ce sujet, citons: Avant, *The Market for Force*; Singer, *Corporate Warriors*; James R. Davis, *Fortune's Warrior. Private Armies and the New World Order* (Toronto: Douglas & McIntyre, 2000); Mandel, *Armies without States*; Thompson, *Mercenaries, Pirates, & Sovereigns*.

²¹ Parmi les biographies ou autobiographies publiées au cours des dernières années : Caferro, *John Hawkwood*; Mann, *Wallenstein*; Caleb Carr, *The devil soldier. The American Soldier of fortune who became a God in China* (New York: Random House, 1992); Keith Cory-Jones, *War Dogs. British mercenaries in Bosnia tell their own story* (Londres: BCA, 1996); Bob Denard, *Corsaire de la République* (Paris: Robert Laffont, 1998); John Geddes, *Highway to Hell. An ex-SAS soldier's account of the extraordinary private army hired to fight in Iraq* (Londres: Century, 2006); Schnerb, « Un capitaine italien au service de Jean sans Peur : Castellain Casc »; Singer, « The Ultimate Military Entrepreneur »; Stephen Z. Starr, *Colonel Grenfell's wars. The life of a soldier of fortune* (Baton Rouge: Louisiana State University Press, 1995).

²² A.J. Venter, *War Dogs. Fighting Other People's War: The Modern Mercenary in Combat* (Philadelphie: Casemate, 2006); Gerald Schumacher, *A Bloody Business. America's War Zone Contractors and the Occupation of Iraq* (St-Paul, MN: Zenith Press, 2006); Jim Hooper, *Bloodsong! An Account of Executive Outcomes in Angola* (New York: HarperCollins, 2002); Bill Fawcett, dir., *Mercs. True stories of mercenaries in action* (New York: Avon Books, 1999); Elizabeth Rubin, « An Army of one's own »; *Harper's Magazine* 2 (1997), 44-55. Nelson D. Schwartz, « The Pentagon's Private Army », *Fortune* 3 (2003); Olivier Weber, « Profession mercenaire », *Le Point* 1303 (1995), 30-32; Phillipe Chapleau et François Missier, *Mercenaires S.A.* (Paris: Desclée de Bouwer, 1998); Anthony Mockler, *The New Mercenaries* (Londres : Corgi Book, 1985); Wilfred Burchett et Derek Roebuck, *Les putains de l'impérialisme. Les mercenaires en Afrique* (Paris: Maspero, 1977).

comprendre le phénomène de la privatisation de la guerre et de la sécurité. Il est assez facile de prévoir que l'intérêt pour ce sujet n'est pas prêt de diminuer, et ce mémoire n'est qu'une modeste contribution à l'étude de cet important phénomène social, politique et militaire. L'objectif de ce travail n'est pas de réinventer la roue et d'offrir un nouveau paradigme pour comprendre l'industrie des services militaires privés et ses conséquences. Ce n'est pas non plus d'aborder ce thème dans une perspective théorique, mais plutôt de tirer des leçons pratiques. Ces leçons pourront ensuite servir à élaborer des politiques (*policies*) gouvernementales visant l'utilisation et la réglementation de l'industrie des services militaires privés.

Pour permettre de répondre aux questions qui ont été posées un peu plus haut, la meilleure solution est l'étude de cas afin de comprendre l'impact des sociétés militaires privées sur un conflit. Les cas étudiés seront ceux de la firme sud-africaine Executive Outcomes (EO) au Sierra Leone (chapitre 2), de la firme américaine Military Professional Resources Incorporated (MPRI) en ex-Yougoslavie (chapitre 3) et des sociétés militaires privées, plus particulièrement KBR, une filiale de la multinationale Halliburton, en Irak (chapitre 4).

Ces études de cas permettent de bien comprendre les forces et les faiblesses du secteur privé dans le domaine militaire. De plus, la documentation est abondante et accessible, donc il est possible de les étudier plus en détail, contrairement à certaines opérations moins importantes pour lesquelles les informations sont trop incomplètes pour en tirer des conclusions valides et intéressantes. L'accès à l'information est d'ailleurs une des contraintes majeures pour l'étude de ce sujet.²³ Comme ces entreprises évoluent dans des zones de guerre et qu'elles n'aiment pas trop la publicité, il est assez difficile d'obtenir des informations fiables. Cela dit, comme les cas que nous avons décidé d'étudier ont

²³ Constat qui est aussi fait par les chercheurs du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), un des meilleurs centres de recherche au monde sur l'étude des conflits. Caroline Holmqvist, « Private Security Companies: The Case for Regulation », *SIPRI Policy Paper no. 9*, 2005.

été analysés par de nombreux auteurs, nous sommes à peu près sûr qu'ils donneront des résultats convaincants.

Le choix de ces trois études de cas ne s'est pas seulement fait sur la base d'un accès plus facile à l'information, mais aussi de leur pertinence scientifique. En effet, ces études de cas permettront d'illustrer le vaste éventail de services qui sont offerts par les sociétés militaires privées dans des contextes très différents.

Dans le cas de la firme sud-africaine Executive Outcomes (chapitre 2), il s'agit de l'exemple le plus frappant et pertinent de l'emploi, par un État, d'une armée privée, y compris des soldats, systèmes de communications et support logistique et aérien. Que ce soit pour son travail en Angola ou au Sierra Leone, EO a démontré clairement le potentiel et les dangers du recours aux forces armées privées dans le cadre d'un conflit civil. Cette première étude de cas illustre l'aspect, qui bien que le moins important en terme de revenu global, est le plus spectaculaire de l'industrie des services militaires privés : les armées privées.

Le troisième chapitre, consacré au travail de la firme américaine MPRI en ex-Yougoslavie, permettra d'étudier un pan important de cette industrie, les entreprises offrant des services de conseils et de formation militaires. Ce segment de l'industrie, bien qu'assez peu récent, est en pleine croissance et représente une source importante de revenus. De plus, MPRI est une des firmes américaines les plus importantes et influentes dans ce domaine. Cela nous permettra de mieux comprendre la dynamique des sociétés militaires privées au pays de l'Oncle Sam.

La dernière étude de cas portera sur l'Irak. Comment, en effet, ignorer l'Irak ? Il s'agit du plus grand Eldorado pour cette industrie. Les sociétés militaires privées sont présentes dans tous les secteurs de la reconstruction du pays : logistique, déminage, protection de sites de construction et de champs pétrolifères, protection de personnalités irakiennes et occidentales, etc. L'objectif de ce mémoire n'est pas de juger du bien-fondé de l'aventure militaire irakienne ou de

l'état de la reconstruction, mais de comprendre le rôle joué par les firmes militaires privées, plus particulièrement la firme KBR, qui a obtenu le plus gros contrat accordé au secteur privé pour faciliter les opérations militaires. Ainsi, la question de la reconstruction des infrastructures civiles, telles que les aqueducs et les réseaux électriques, ne sera pas abordée. Le cas irakien est particulièrement intéressant puisque les entrepreneurs militaires privés sont omniprésents dans presque tous les secteurs liés à la conduite de la guerre. Cette dépendance envers l'industrie des services militaires privés est-elle passagère ou signe d'une nouvelle façon de faire la guerre ? Les sociétés militaires privées, dont KBR, permettent-elles aux forces américaines et à leurs alliés de mieux faire la guerre ? Sont-elles efficaces ? Essentielles ? Rentables ? Toutes ces questions, auxquelles nous tenterons de répondre, sont fondamentales pour toute personne qui étudie l'évolution de la guerre et demandent à être étudiées en détail.

Mais comment analyser et évaluer l'efficacité d'une entreprise offrant des services militaires dans une zone de conflit ? Pour ce faire, nous avons mis au point une grille d'analyse, composée d'indicateurs objectifs, qui permettront d'évaluer le travail des sociétés militaires pour chacune des études de cas.

Cette grille d'analyse est assez simple. Pour chaque critère d'évaluation, des indicateurs bien précis ont été choisis afin de mesurer l'efficacité du travail effectué par les sociétés militaires privées. Ces critères ont été choisis afin de répondre à des questions précises : la SMP a-t-elle respecté son contrat ? Quels ont été les coûts pour le client ? D'un point de vue militaire, la compagnie a-t-elle été à la hauteur ? S'est-elle préoccupée des civils ? Quelles ont été les conséquences politiques et économiques de la présence de cette société militaire privée ?

L'objectif de cette grille est de permettre d'analyser empiriquement le phénomène de la privatisation de la guerre en allant au-delà des simples jugements moraux ou idéologiques trop souvent associés à l'étude de ce sujet.

Grille d'analyse

| Critères d'évaluation | Indicateurs |
|--|---|
| Respect du contrat | Nombre de soldats Logistique Transport Armement Équipement de communication |
| Coûts | Court terme Long terme |
| Conséquences politiques | Démocratisation Stabilité politique à court et moyen termes |
| Efficacité militaire | Territoire repris Durée des opérations Fluidité logistique |
| Indicateurs économiques | PNB Exportation / Importation Niveau de vie Salaire des fonctionnaires |
| Respect des Droits de la personne | Rapport des journaux Rapport des ONG |
| Alternative mise en place (le cas échéant) | Mission de l'ONU ECOMOG OTAN OUA |

Plan du mémoire

Pour répondre aux différentes questions qui ont été posées au début de l'introduction, il est essentiel de commencer cette analyse en définissant les concepts clés de ce mémoire. Le premier chapitre sera donc consacré à définir les termes : mercenaire et société militaire privée. Cette tâche peut sembler, de prime abord, simple et peu pertinente, mais comme il sera possible de le constater, ces deux termes portent encore à confusion et aucune définition universellement acceptée n'a encore été établie. Cette lacune a des conséquences importantes pour l'étude de la privatisation de la conduite guerre, dans la mesure où, sans définition légale, il est impossible de légiférer et de réglementer adéquatement cette industrie. La question de la législation ou de l'absence de législation est aussi une

composante importante de l'étude de l'industrie des services militaires privés. C'est pourquoi la troisième section de ce chapitre sera consacrée aux problèmes de l'inefficacité des lois internationales et nationales portant sur le mercenariat et les sociétés militaires privées. Ce chapitre permettra non seulement de mieux comprendre l'industrie des services militaires et le mercenariat en proposant des définitions de ces deux concepts, mais aussi de voir les conséquences pratiques de l'absence de consensus en ce qui a trait à ceux-ci.

Les trois chapitres suivants porteront sur les études de cas qui ont été mentionnées en début d'introduction. Dans les trois cas, après avoir bien expliqué le rôle joué par les sociétés militaires privées (*Executive Outcomes* au Sierre Leone, MPRI en Bosnie et *Halliburton* en Irak), nous analyserons les résultats du travail de ces entreprises à l'aide de la grille proposée dans la section précédente. Ces chapitres permettront de mieux comprendre la dynamique de la privatisation de la guerre et donc de répondre aux questions fondamentales qui sous-tendent ce problème.

Ainsi, à l'aide de ces études de cas et de la grille d'analyse, il sera possible, en conclusion, de faire des recommandations en vue de l'établissement d'une politique (*policy*). Même si l'on aura trouvé, dans les études de cas, un début de réponse à la plupart des questions qui ont été posées dans l'introduction, la conclusion permettra de faire un bilan de l'utilisation des sociétés militaires dans des contextes de guerre bien différents. Il sera ainsi possible de proposer des recommandations de nature politique (*policy oriented*), objectif principal de ce mémoire.

CHAPITRE 1 - MERCENAIRES ET SOCIÉTÉS MILITAIRES PRIVÉES : DÉFINITIONS DES CONCEPTS ET ANALYSE DES LOIS ENCENDRANT LEURS ACTIVITÉS

« Carrying the title mercenary can place one into the lowest depths of moral depravity that an individual can sink to. »¹

Presque tous les livres et articles de revues scientifiques portant sur le mercenariat accordent une place prépondérante aux problèmes de la définition des termes « mercenaires » et « sociétés militaires privées ». L'accent qui est mis sur cette problématique n'est pas surprenant car comment étudier ou analyser un sujet sans pouvoir le définir adéquatement ? Ce chapitre permettra de comprendre les difficultés associées à la définition de ces termes, ainsi que les conséquences de l'absence de consensus, en ce qui a trait aux définitions, sur la réglementation et la législation de ce phénomène et la mise en place d'une politique publique réaliste et efficace.

L'objectif de ce chapitre est de répondre à trois questions :

- a) Qu'est-ce qu'un mercenaire ?
- b) Qu'est qu'une société militaire privée ?
- c) Quelles lois, internationales et nationales, régissent mercenaires et sociétés militaires privées ?

Les réponses à ces trois questions permettront non seulement de mieux comprendre le phénomène de la privatisation de la guerre et de la sécurité, mais elles sont aussi une introduction indispensable aux études de cas qui suivront, de même qu'aux débats présentés en conclusion de ce mémoire.

Qu'est-ce qu'un mercenaire ?

Selon le *Petit Robert*, le mercenaire est un « soldat professionnel à la solde d'un gouvernement étranger ».² Cette définition concise représente l'image

¹ Davis, *Fortune's Warriors*, 34.

² Le *Petit Robert*, (Paris : Dictionnaire Le Robert, 2003).

populaire que le grand public peut se faire du « deuxième plus vieux métier du monde ». Toutefois, dans un cadre plus précis et sérieux, cette définition est beaucoup trop vague pour être satisfaisante. Elle ne permet pas de prendre en compte la diversité d'acteurs qui peuplent cette branche de l'activité humaine. Ainsi, comment distinguer les unités étrangères régulières (*Regular Foreign Units*) comme la Légion étrangère, les Gurkhas ou les Gardes suisses du Vatican, les unités étrangères auxiliaires (*Auxiliary Foreign Units*) comme les Flying Tigers de la Deuxième Guerre mondiale, les mercenaires allemands au service de la Couronne britannique au 18^e siècle ou encore les volontaires internationaux (*Foreign Volunteers*) comme les citoyens de pays du Commonwealth engagés dans l'armée britannique ou les officiers britanniques au service des sultanats d'Oman et de Brunei et les aventuriers (*Freebooters*) à la Bob Denard ?³

Comme on l'a mentionné en introduction, le mercenaire solitaire, le baroudeur a presque disparu pour faire place aux sociétés militaires privées. Il n'en demeure pas moins qu'il est important de définir le terme « mercenaire ». Malheureusement, il n'existe aucune définition du terme qui fasse consensus, même celles qui figurent dans certains instruments juridiques internationaux importants. Il est intéressant d'analyser certaines de ces définitions afin d'en comprendre les faiblesses et, par le fait même, les difficultés que pose un tel exercice.

Les principaux instruments juridiques internationaux définissant le mercenariat sont :

- a) le 1^{er} Protocole additionnel aux quatre Conventions de Genève de 1949
- b) la Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique (1977)
- c) la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires, 4 décembre 1989.

³ Catégories analytiques proposées par Davis, *Fortune's Warriors*, 68.

Même si elle a plusieurs défauts, la définition proposée à l'article 47, § 2 du 1^{er} Protocole additionnel aux quatre Conventions de Genève de 1949 (soumis à la signature et à la ratification le 10 juin 1977) est sans aucun doute la plus citée. Mais, comme nous le verrons, elle comporte des lacunes qui la rendent presque inutile d'un point de vue juridique; il n'en demeure pas moins que c'est un bon point de départ pour définir ce qu'est le mercenariat.

Le 1^{er} Protocole additionnel aux quatre Conventions de Genève de 1949 définit le terme « mercenaire » comme une personne (il est important de noter que le cumul de ces critères est nécessaire pour qu'une personne soit reconnue comme mercenaire) :

- a) qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé ;
- b) qui en fait prend une part directe aux hostilités
- c) qui prend part aux hostilités essentiellement en vue d'obtenir un avantage personnel et à laquelle est effectivement promise, par une Partie au conflit ou en son nom, une rémunération matérielle nettement supérieure à celle qui est promise ou payée à des combattants ayant un rang et une fonction analogues dans les forces armées de cette Partie
- d) qui n'est ni ressortissant d'une Partie au conflit, ni résident du territoire contrôlé par une Partie du conflit ;
- e) qui n'est pas membre des forces armées d'une partie au conflit ;
et
- f) qui n'a pas été envoyée par un État autre qu'une Partie au conflit en mission officielle, en tant que membre des forces armées dudit pays. »

Cette définition a pour but de délimiter les catégories de combattants qui ont droit à la protection de la Convention de Genève dans le cadre d'un conflit armé. Ainsi, une personne qui serait reconnue comme mercenaire ne pourrait bénéficier du statut de prisonnier de guerre en vertu de cette convention. « [...] »

L'article 47 n'incrimine pas directement le mercenariat. Il permet seulement de lutter contre, en créant un régime juridique dissuasif fondé sur l'exclusion du statut protecteur de combattant ou de prisonnier de guerre. »⁴ Toutefois, un État qui le souhaite peut accorder le statut de prisonnier de guerre à un mercenaire.⁵

Le problème principal de cette définition est l'importance qui est accordée à la question de la motivation. Comment prouver les motivations d'une personne ? Comme le note F.J. Hampson : « There is no obvious reason for making criminal the actions of one man motivated by financial reward but not punishing another man for the same actions on account of a different motivation. It would also raise the difficult question of establishing proof of motivation. »⁶ En effet, pourquoi le droit international considérerait-il qu'il est plus condamnable de se battre pour des raisons pécuniaires que pour des motifs idéologiques ou religieux ? Nous n'avons qu'à penser aux volontaires islamistes qui ont participé au conflit yougoslave ou qui, encore aujourd'hui, se joignent aux insurgés en Afghanistan et en Irak. Si l'on remonte un peu plus loin, on peut aussi citer les Brigades internationales qui ont combattu lors de la Guerre civile espagnole.

Ensuite, cette définition s'applique seulement à ceux qui prennent une part directe au combat, ce qui exclut la grande majorité des employés des SMP qui offrent des services de conseils et d'entraînement ou de logistique. La question de l'appartenance aux forces armées d'une partie au conflit exclut d'office les membres de la Légion étrangère ou encore les Gurkhas.

La deuxième définition régulièrement citée est celle donnée à l'article 1 de la **Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique (Libreville, 3 juillet 1977)**.⁷ Un mercenaire y est défini comme une personne :

⁴ Aymeric Philippon, « Les activités mercenaires et de sûreté face au droit » dans Hubac, *Mercenaires et polices privées*, 51.

⁵ Christopher Kinsey, « Challenging international law: a dilemma of private security companies Conflict », *Conflict, Security & Development* 5 (2005décembre), 274.

⁶ Hampson, 6.

⁷ Le texte intégral de la Convention se trouve en annexe 1 de ce mémoire.

- a) qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé ;
- b) qui en fait prend une part directe aux hostilités ;
- c) qui prend part aux hostilités en vue d'obtenir un avantage personnel et à laquelle est effectivement promise, par une Partie au conflit ou en son nom, une rémunération matérielle ;
- d) qui n'est ni ressortissant d'une Partie au conflit, ni résident du territoire contrôlé par une Partie au conflit ;
- e) qui n'est pas membre des forces armées d'une Partie au conflit ; et
- f) qui n'a pas été envoyée par un État autre qu'une Partie au conflit en mission officielle en tant que membre des forces armées dudit État.

Cette définition, très semblable à celle du 1^{er} Protocole additionnel de la Convention de Genève, tient aussi compte des motivations. La principale différence provient du fait que le mercenariat y est considéré comme un crime et qu'elle « n'empêche pas les gouvernements africains de recourir eux-mêmes aux mercenaires pour se défendre [...] Le mercenariat n'étant caractérisé qu'en cas d'usage de la violence armée dans le but de s'opposer à 'un processus d'autodétermination, à la stabilité ou à l'intégrité territoriale d'un autre État' ». ⁸

La convention internationale la plus récente définissant le mercenariat est la **Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires (4 décembre 1989)**.⁹

Le terme « mercenaire » s'entend de toute personne :

- a) qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé;
- b) qui prend part aux hostilités essentiellement en vue d'obtenir un

⁸ Michel Pelchat, *Rapport au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées (1) sur le projet de loi relatif à la répression de l'activité de mercenaire*, Sénat français, Rapport n° 142 (2002-2003) <http://senat.fr/rap/102-142/102-1421.pdf>.

⁹ Le texte intégral de la Convention se trouve en annexe 2 de ce mémoire.

avantage personnel et à laquelle est effectivement promise, par une partie au conflit ou en son nom, une rémunération matérielle nettement supérieure à celle qui est promise ou payée à des combattants ayant un rang et une fonction analogues dans les forces armées de cette partie;

c) qui n'est ni ressortissante d'une partie au conflit, ni résidente du territoire contrôlé par une partie au conflit;

d) qui n'est pas membre des forces armées d'une partie au conflit; et

e) qui n'a pas été envoyée par un État autre qu'une partie au conflit en mission officielle en tant que membre des forces armées dudit État.

2. Le terme « mercenaire » s'entend également, dans toute autre situation, de toute personne :

a) qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour prendre part à un acte concerté de violence visant à :

i) renverser un gouvernement ou, de quelque autre manière, porter atteinte à l'ordre constitutionnel d'un État; ou

ii) porter atteinte à l'intégrité territoriale d'un État;

b) qui prend part à un tel acte essentiellement en vue d'obtenir un avantage personnel significatif et est poussée à agir par la promesse ou par le paiement d'une rémunération matérielle;

c) qui n'est ni ressortissante ni résidente de l'État contre lequel un tel acte est dirigé;

d) qui n'a pas été envoyée par un État en mission officielle; et

e) qui n'est pas membre des forces armées de l'État sur le territoire duquel l'acte a eu lieu.

Cette définition, comme il est facile de le constater, emprunte beaucoup à celles du Protocole additionnel et de la Convention de l'OUA. Par conséquent, elle souffre des mêmes lacunes que celles-ci et témoigne de l'incapacité de la communauté internationale de formuler une définition pratique et applicable.

Les problèmes, avec ces définitions, sont nombreux. Premièrement, elles sont mieux adaptées au contexte de la décolonisation -- dans lequel le mercenaire est surtout perçu comme un obstacle à l'autodétermination des nations africaines et est un reliquat des puissances coloniales -- qu'au nouveau visage corporatif du mercenariat, celui des Sociétés militaires privées. De plus, comme on l'a déjà mentionné, elles accordent beaucoup trop d'importance aux motivations individuelles. Cela dit, il ne faut pas perdre de vue que cette question de définition n'est pas seulement théorique ou universitaire puisque toute personne reconnue comme mercenaire peut se voir nier le statut de prisonnier de guerre, ce qui peut avoir des conséquences graves et même lui valoir la peine de mort.¹⁰

James Taulbee résume bien les difficultés associées à ce périlleux exercice :

« An overly detailed definition may prove too rigid and resistant to accommodate change as circumstances demand. Conversely, a simple and brief definition which permits discretion in application leaves open the possibility of abuse. If the definition is too general the interpretation of terms may be colored by ideological or political calculations. »¹¹

Alors existe-t-il de meilleures définitions de ce qu'est un mercenaire ? Je proposerai celle que donne Xavier Renou dans son plus récent livre. Simple et claire, cette définition a de plus l'avantage d'inclure les sociétés militaires privées :

« Une personne (physique ou morale) qui propose son assistance à l'activité militaire d'un client, toujours liée à la proximité d'un conflit, sous la forme d'une prestation commerciale ». ¹²

¹⁰ Bohunka Goldstein, « Mercenarism » dans Cherif Bassiouni, dir., *International Criminal Law*, vol. I (Ardsley, NY: Transnational Publishers, 1999), 447.

¹¹ James L. Taulbee. « Myths, Mercenaries and Contemporary International Law », *California Western International Law Journal* 15 (1985), 349.

¹² Renou, *La privatisation de la violence*, 432.

En conclusion, nous pouvons dégager, de ces définitions et des nombreuses études sur le sujet, trois caractéristiques qui semblent être au cœur même de ce qu'est un mercenaire:¹³

1. le mercenaire ne réside pas ou n'est pas citoyen du pays où il se bat;
2. le mercenaire n'est pas intégré (à long terme) dans des forces armées nationales;
3. le mercenaire ne bénéficie pas du soutien du gouvernement pour ses actions.

Qu'est-ce qu'une société militaire privée ?

Comme on l'a mentionné précédemment, l'entrepreneur militaire de l'après-guerre froide ressemble assez peu à son collègue de la décolonisation. Les baroudeurs des années 1960 et 1970 ont pratiquement disparu pour faire place à des multinationales, souvent inscrites en bourse ou sur les listes de type *Fortune 500*. Ces différentes compagnies proposent un éventail de services des plus variés : assistance directe au combat, service de formation militaire, surveillance aérienne, déminage, surveillance d'installations civiles et militaires, protection rapprochée, logistique et bien d'autres services reliés à la sécurité. C'est une industrie très profitable qui ne cesse de prendre de l'expansion.

Avant même d'aborder les problèmes de définition, il serait intéressant de s'attarder à la question de la nomenclature. Le terme « sociétés militaires privées » n'est qu'un terme parmi tant d'autres employés pour décrire les entreprises œuvrant dans le secteur des services militaires privés. Les auteurs emploient indifféremment, pour les désigner, les termes *Private Military Firms*,¹⁴ *Private Military Companies*, *Transnational Security Corporation*,¹⁵ *Private Security Companies*,¹⁶ *Private International Security Company*,¹⁷ *Mercenary Inc.*

¹³ Juan Carlos Zarate, « The Emergence of a new Dog of War: Private International Security Companies, International Law, and the New World Disorder », *Stanford Journal of International Law* 34 (1998), 117.

¹⁴ Singer, « Corporate Warriors. The Rise of the Privatized Military Industry and Its Ramifications for International Security ».

¹⁵ Nossal, *The Patterns of World Politics*.

¹⁶ Kinsey, « Challenging international law ».

Companies,¹⁸ entreprises de coercition paraprivées,¹⁹ entreprises militaires privées,²⁰ « nouvelles générations de lansquenets »,²¹ « marchands de chaos »,²² et j'en passe.

On constate rapidement que l'utilisation de chacun de ces termes n'est pas innocente. En général, les auteurs qui considèrent les sociétés militaires privées comme une menace à la stabilité internationale vont employer des termes plus péjoratifs. D'un autre côté, les auteurs pour qui les sociétés militaires privées sont des acteurs légitimes sur la scène internationale vont utiliser des termes qui leur confèrent une certaine respectabilité. Le lecteur aura remarqué que, depuis le début de ce mémoire, le terme « société militaire privée » est employé pour décrire ces « nouveaux mercenaires ». Je suis conscient que ce choix « éditorial » n'est pas neutre, mais c'est, selon moi, le terme le plus approprié pour qualifier les firmes du secteur de l'industrie des services militaires privées. Ces trois mots englobent, à mon avis, les caractéristiques de ces entreprises, sans pour autant porter un jugement de valeur.

Cela dit, comment définir ces sociétés militaires privées ? Quelles sont leurs caractéristiques ? Bien que cet exercice ne soit pas aussi périlleux que celui de définir le terme « mercenaire », il existe plusieurs définitions. Voici quelques-unes des définitions proposées par certains des auteurs cités dans la bibliographie. L'ensemble de ces définitions permet de saisir les principaux éléments distinctifs de ces entreprises.

« PMFs are profit-driven organizations that trade in professional services intricately linked to warfare. They are

¹⁷ Zarate, « The Emergence of a new Dog of War ».

¹⁸ Ken Silverstein, *Private warriors* (New York: Verso Press, 2000).

¹⁹ Didier Bigo, « Les entreprises de coercition para-privées : de nouveaux mercenaires ? », *Cultures & Conflits* 52 (2003), 5-10.

²⁰ Christian Olsson, « Vrai procès et faux débats : perspectives critiques sur les argumentaires de légitimation des entreprises de coercition para-privées », *Cultures & Conflits* 52 (2003), 11-48.

²¹ Christian Leverchy, « Définir le mercenaire puis lutter contre le mercenariat « entrepreneurial » : un projet de gouvernement » *Cultures & Conflits* 52 (2003), 67-90.

²² Id.

corporate bodies that specialize in the provision of military skills – including tactical combat operations, strategic planning, intelligence gathering and analysis, operational support, troop training, and military technical assistance. »²³

« [...] their essential purpose is to enhance the capability of a client's forces to function better in war, or to deter conflict more effectively. »²⁴

« A corporate army is defined here as a privately owned military group whose finances, personnel, offensive operations, air wing division and logistics are all handled within a single group or through interlinked companies and enterprises. »²⁵

« The Private Military Corporation represents the ultimate evolution of private means of violence. A PMC is a legally chartered company or corporation organized along business lines and engaged in military operations across the spectrum of conflict. »²⁶

« PSC's can be defined as registered corporate entities and that sets them apart from the classic mercenary. They are permanent business structures and have offices along with other kinds of assets. PSC's are companies with a legal personality.... PSC's are also business profit driven and not individual profit driven. »²⁷

« Entreprises qui « vendent de la sécurité », au-delà du gardiennage et de la sécurité de la propriété privée des individus. »²⁸

« [...] une personne (physique ou morale) qui propose son assistance à l'activité militaire d'un client, toujours liée à la proximité d'un conflit, sous la forme d'une prestation commerciale. »²⁹

²³ Singer, *Corporate Warriors*, 8.

²⁴ David Shearer, « Private Armies and Military Intervention », *Adelphi Paper*, 316 (1998), 23.

²⁵ Khareen Pech, « Executive Outcomes – A corporate conquest » dans Jakkie Cilliers et Peggy Mason *Peace, profit or plunder?: The privatisation of security in war-torn African societies* (Pretoria, Institute for Security Studies, 1998), 83.

²⁶ Smith, « The New Condottieri and US policy: The Privatization of Conflict and Its Implications », 105.

²⁷ Kinsey, « Challenging international law », 278.

²⁸ Didier Bigo, « Les entreprises de coercition para-privées : de nouveaux mercenaires ? », 6.

²⁹ Renou, *La privatisation de la violence*, 432.

Il est intéressant de noter l'approche proposée par Elke Krahmann, qui préfère définir la notion de services militaires privés à celui de sociétés militaires privées :

« [...] private military services [are] services directly related to the provision of national and international security which are offered by registered companies. These services can take a variety of forms from combat to military training, advice and logistics. »³⁰

Pour résumer, il est important de retenir les caractéristiques principales d'une société militaire privée :

- a) elle existe dans le but d'engranger **des profits**,
- b) elle offre des **services** liés à la **conduite de la guerre**
- c) elle n'est **pas la propriété du gouvernement**.

Ainsi, dans leur plus simple expression, les SMP seraient des « private entities selling military services ».³¹

Toutefois, des définitions ne sont peut-être pas suffisantes pour bien appréhender la complexité de cette industrie. Elles ne rendent pas nécessairement compte du vaste éventail et de la diversité des services offerts par les sociétés militaires privées. Pour remédier à cette situation, Peter W. Singer, chercheur au Brookings Institution, a mis au point un système de catégorisation (taxinomie) simple et efficace qui permet de classer les entreprises en fonction des services qu'elles offrent.³² Selon lui, il est possible de diviser l'industrie en trois catégories en fonction de leur proximité du champ de bataille (*Tip of the spear analogy*) :

³⁰ Elke Krahmann, « Private military Services in the UK and Germany: Between Partnership and regulation », *European Security* 14 (2005), 279.

³¹ Peter W. Singer, « War, Profits, and the Vacuum of Law: Privatized Military Firms and International Law », *Columbia Journal of Transnational Law* 42 (2004), 524.

³² Singer, « Corporate Warriors. The Rise of the Privatized Military Industry and Its Ramifications for International Security », 186-220.

1. **Sociétés d'aide au combat** (*Military provider firms*) : ces compagnies offrent des services directs de combat, tout comme *Executive Outcomes* et *Sandline*.

2. **Sociétés de conseils et consultation** (*Military consulting firms*) : les entreprises qui entrent dans cette catégorie offrent des services de conseils (tactiques, opérationnels ou stratégiques) et d'entraînement militaire à leurs clients. Il s'agit, par exemple, de MPRI, *Vinnel*, *DynCorp* et *Blackwater*.

3. **Sociétés de services de soutien** (*Military support firms*) : ces sociétés sont spécialisées dans les services logistiques. Il est important de noter que ces entreprises n'œuvrent pas seulement dans le secteur militaire, mais elles ont la capacité et la volonté d'aider certains de leurs clients, notamment des forces armées nationales, à faire la guerre plus efficacement. Les entreprises les plus connues de ce secteur sont KBR, PAE, SNC-Lavalin, *Ronco*.

La différence entre les sociétés de première et deuxième catégories peut parfois sembler mince, mais, comme le précise Singer : « The critical difference between type 1 and type 2 firms is the “trigger finger” factor; the task of consultants is to supplement the management and training of client military forces, not to engage in combat ».³³

Un des problèmes de cette classification provient du fait que certaines entreprises offrent des services dans plus d'une des catégories proposées par Peter W. Singer. Deborah Avant, dans son plus récent et excellent livre sur l'industrie des services militaires privés, reprend l'architecture de base du modèle de Singer, mais classe l'industrie en fonction des contrats et non des entreprises. Elle inclut aussi les services de sécurité non militaire, qui représentent tout de même une part importante de l'industrie de la sécurité privée.³⁴ Il est intéressant de noter que d'autres auteurs incluent les sociétés de sécurité privées dans la classification de l'industrie des services militaires.³⁵ Par contre, quelques auteurs préfèrent

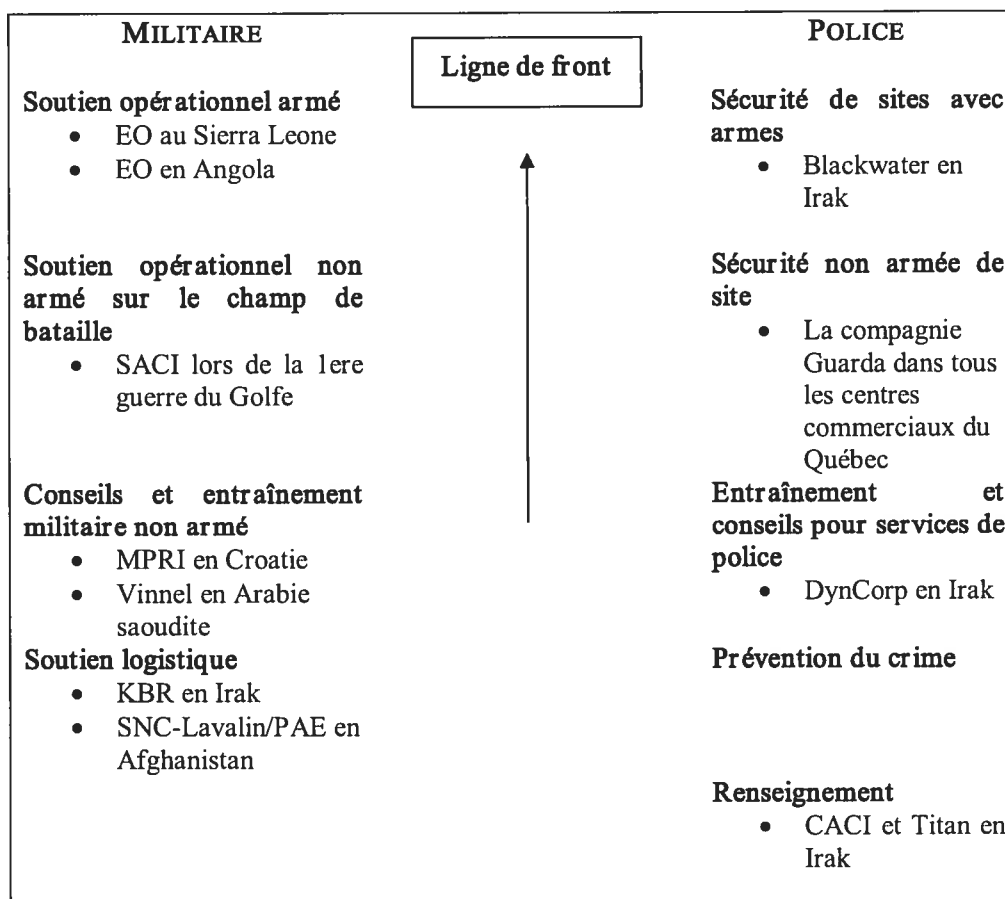
³³ *Ibid.*, 201.

³⁴ Avant, *The Market for Force*, 17.

³⁵ Aux trois catégories proposées par Peter Singer, David Shearer ajoute deux catégories : les services de sécurité (*security services*) et les services de prévention de crime (*crime-prévention services*) dans Shearer, « Private Armies and Military Intervention ». Caroline Holmqvist propose

maintenir une distinction entre les sociétés militaires privées (PMCs) et les sociétés de sécurité privées (*Private Security Companies*). Ces dernières offriraient non pas des services de nature militaire, mais plutôt de protection contre des activités criminelles.³⁶

Modèle de Deborah Avant



Ce modèle est pertinent puisqu'il permet de percevoir l'industrie de la sécurité privée dans sa totalité. Les phénomènes de la privatisation de la sécurité et de la guerre étant poussés par la même tendance lourde -- celle du désengagement de l'État au profit du secteur privé --, cette approche n'est pas sans intérêt. Toutefois, il faut être prudent et éviter d'amalgamer ces deux secteurs d'activités

une analyse similaire, voir: Holmqvist, « Private Security Companies: The Case for Regulation », 5.

³⁶ Consulter notamment: Alexandre Faite, « Involvement of Private Contractors in Armed Conflict: Implications under International Humanitarian Law », *Defence Studies* 42 (2004), 168.

qui, tout en étant analogues, présentent des différences. On peut difficilement assimiler les activités d'une entreprise comme *Executive Outcomes* à celles d'une compagnie responsable de la sécurité d'un centre commercial. La principale distinction entre ces deux secteurs d'activités relève, à mon sens, de la nature même des services. Dans le cas des sociétés militaires privées, il s'agit de services offerts dans un contexte de conflit armé permettant aux clients d'atteindre plus facilement des objectifs militaires. Dans le cas de sociétés de sécurité, les services offerts sont plus statiques, plus défensifs. L'exemple des gardes de centre commercial ou encore celui d'enquêteurs privés illustrent assez bien, me semble-t-il, cette distinction.

Les modèles proposés par Singer et Avant négligent toutefois un secteur d'activité qui a pris une importance considérable en Irak et en Afghanistan : la protection rapprochée de personne (*personnel protective services*). C'est une société militaire privée qui assure la protection d'Hamid Karzai (*DynCorp*), président de l'Afghanistan. La firme *Blackwater* est responsable de la sécurité des administrateurs américains en Irak (*Blackwater* était chargée de protéger Paul Bremer lorsqu'il était administrateur civil en chef du pays); d'autres entreprises protègent les journalistes, les civils travaillant sur les projets de reconstruction et même le *Army Corps of Engineers* (États-Unis).³⁷ À première vue, ce secteur d'activités pourrait être assimilé à la sécurité privée, dans la mesure où la tâche principale d'un garde du corps est de nature défensive, puisqu'il doit protéger son client. Toutefois, le cas afghan et particulièrement celui de l'Irak tendent à démontrer que ces « gardes du corps » jouent un rôle beaucoup plus important. Ils se promènent, armés jusqu'aux dents, dans une zone de conflit, n'hésitant pas à tirer sur les personnes qui s'approchent trop près ou rapidement de leurs clients. À plus d'une reprise, certains employés responsables de la protection de personnages

³⁷ Daniel Bergner du *New York Times* a écrit un excellent article sur une de ces compagnies, la firme américaine Triple Canopy. Daniel Bergner, « The Other Army », *New York Times Magazine*, 14 août 2005. Consulter aussi l'excellente série d'articles (en six parties) portant sur la firme Blackwater de Joanne Kimberlin et Bill Sizemore, « Blackwater: Inside America's Private Army », *Virginian Pilot*, 23 au 28 juillet 2006. Disponible à l'adresse suivante: <http://home.hamptonroads.com/stories/story.cfm?story=108106&ran=202193>

clés pour la reconstruction irakienne ont été aperçus, dans des situations de combat, aux cotés de soldats américains.³⁸

Toutes ces définitions et les différents systèmes de classifications sont très utiles pour analyser, conceptualiser et comprendre l'industrie des services militaires privés. Mais, avant de clore cette section du premier chapitre, il me semble pertinent d'étudier la façon dont les sociétés militaires privées se perçoivent et se définissent. Pour ce faire, il suffit de consulter les sites Internet de quelques-unes des sociétés militaires privées. Cet exercice, comme le prouvent ces quelques extraits tirés de certains de ces sites, est très instructif (les italiques sont de l'auteur).³⁹

« Blackwater USA is the most comprehensive professional military, law enforcement, security, peacekeeping, and stability operations company in the world [...] We have established a global presence and provide training and operational solutions for the 21st century *in support of security and peace, and freedom and democracy everywhere.* »⁴⁰

« MPRI is a training, simulation and government services company of highly skilled and experienced military, law enforcement, diplomatic and private sector leaders with *uncompromising professionalism who apply integrity, innovative ideas and integrated solutions to defense and national security challenges.* »⁴¹

« DynCorp International is a multifaceted, global enterprise that provides innovative solutions to the diverse technology

³⁸ De nombreux extraits vidéo montrant des employés de sociétés militaires privées « en action » sont disponibles sur le site Internet *You Tube*. Ces extraits vidéo permettent de mieux comprendre le rôle, parfois offensif, joué par les SMP. Voir, en particulier, celui qui se trouve à l'adresse http://www.youtube.com/watch?v=Xa2Yesog_k où des employés de *Blackwater* se battent aux cotés de soldats américains. Voir également le documentaire de l'excellente émission *Frontline* (PBS), *Private Warriors*, disponible gratuitement : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/warriors/view/>

³⁹ De plus, je suggère à toute personne qui souhaite approfondir ses connaissances sur les différentes activités des sociétés militaires privées de visiter les sections « emplois » ou « carrières » des sites Internet de ces compagnies. La diversité des emplois offerts est étonnante et permet de constater l'étendue de ces activités à travers le monde.

⁴⁰ Site Internet officiel de Blackwater : <http://www.blackwaterusa.com/>

⁴¹ Site Internet officiel de MPRI: <http://www.mpri.com/main/about.html>

and professional services needs of government and commercial industry worldwide... *Supporting U.S. Interests Worldwide* for more than 50 years, DynCorp International has been entrusted with important responsibilities to *keep our military personnel safe and ready*, help stem the flow of illegal narcotics to the United States, help protect American diplomats and key foreign leaders, train police and military in countries that are *critical to U.S. interests*, and respond to environmental catastrophes at sea. We are *proud to support the United States government* in these important activities, and we are grateful that we can *play a part in protecting our security*. »⁴²

« Erinys is a British security company with an unparalleled reputation for delivering *professional services under the most demanding of conditions to a client base representative of the world's leading corporations, and governments*. »⁴³

« AEGIS specialises in the identification, analysis and mitigation of risk. We provide a *commercially focused and innovative approach to security and risk management* through three distinct but complementary divisions: Research and Intelligence, Technical Services and Security Operations. »⁴⁴

« GEOS est le leader de la prévention et de la gestion des risques en Europe continentale. Groupe indépendant, il propose une *offre globale de solutions* à ses clients afin de leur permettre de mieux traiter les risques pouvant affecter leur développement et de protéger leur personnel, leurs patrimoines matériel et immatériel ainsi que leurs activités. »⁴⁵

⁴² Site Internet officiel de DynCorp: <http://www.dyn-intl.com/subpage.aspx?id=46>

⁴³ Site Internet officiel de Erinys: <http://www.erinysinternational.com/>

⁴⁴ Site Internet officiel de Aegis: http://www.aegisworld.com/corporate_overview.lasso

⁴⁵ Site Internet officiel de Geos: <http://www.geos.tm.fr/>

Le droit international et le droit national face aux mercenaires et aux sociétés militaires privées

Comme nous avons pu le constater dans les sections précédentes, la question des définitions est cruciale pour toute étude du mercenariat et de la privatisation de la guerre. Un mercenaire et une société militaire privée ne constituent pas un même phénomène ou concept. Les définitions proposées par les différentes conventions internationales sont non seulement inadéquates pour décrire précisément un individu qui se livre à une activité dite de « mercenariat », elles sont inutiles lorsque vient le temps de définir une société militaire privée. Ces lacunes font en sorte que les lois actuelles, internationales ou nationales, ne sont pas adaptées aux nouvelles réalités des services militaires privés.⁴⁶ « In short, the privatized military industry lies outside the full domain of all these existing legal regimes. »⁴⁷

L'objet de cette section est de mettre en lumière les différentes lois internationales et nationales qui régissent l'industrie militaire privée. On pourra ainsi dresser un portrait des différentes lois internationales et nationales portant sur le mercenariat et l'industrie des services militaires privés afin de démontrer comment ces activités sont (mal) encadrées par les États et la communauté internationale.

Droit international

La première tentative de limiter le recours aux mercenaires, en droit international, est la Convention de La Haye (1907), qui interdisait le recrutement de mercenaires sur un territoire national. L'objectif de la Convention n'était pas

⁴⁶ Kinsey, « Challenging international law », 270. ; Holmqvist, « Private Security Companies: The Case for Regulation », 4 et 44. ; Zarate, « The Emergence of a new Dog of War », 78. et Todd S. Millard, « Overcoming Post-Colonial Myopia : A call to recognize and regulate Private military Companies », *Military Law Review* 176 (2003), 56.

⁴⁷ Singer, « War, Profits, and the Vacuum of Law », 532.

d'interdire le mercenariat, mais d'obliger les États neutres à empêcher le recrutement de mercenaires sur leur territoire.⁴⁸

Dans les années 1960 et 1970, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a adopté de nombreuses résolutions condamnant le mercenariat. La plus importante est sans aucun doute la Résolution 2465 (1968) en vertu de laquelle le mercenariat est, pour la première fois, assimilé à un crime.⁴⁹ Il faut toutefois rappeler que les résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU n'ont pas force de loi et qu'à ce titre, leur impact sur le contrôle du mercenariat a été négligeable. De plus, il est bon de souligner qu'il est peu probable qu'on interdise complètement le recours aux mercenaires puisqu'une pareille loi pourrait contrevenir à l'article 51 de la Charte des Nations unies, qui donne aux États le droit à l'autodéfense, donc à utiliser les moyens qui leur semblent nécessaires pour assurer leur survie.⁵⁰

Nous avons étudié, dans la première section de ce chapitre, les définitions de deux conventions internationales dont l'objet était d'interdire le mercenariat (conventions de l'OUA et de l'ONU de 1989). En plus des problèmes liés aux définitions du terme «mercenaire», il faut noter que la Convention de l'OUA ne s'applique qu'aux pays africains. Quant à la Convention de l'ONU, seulement 28

⁴⁸ Milliard, « Overcoming Post-Colonial Myopia », 21.

L'Article 4 de la *Convention (V) concernant les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre*. La Haye, 18 octobre 1907. « Des corps de combattants ne peuvent être formés, ni des bureaux d'enrôlement ouverts, sur le territoire d'une Puissance neutre au profit des belligérants » disponible sur le site Internet du Comité international de la Croix rouge (CICR) : <http://www.icrc.org/dih.nsf/WebART/200-220005?OpenDocument>

⁴⁹ Milliard, « Overcoming Post-Colonial Myopia », 23-24. La Résolution 2465 (XXIII) du 20 décembre 1968 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, déclare que « la pratique consistant à utiliser des mercenaires contre les mouvements de libération nationale et d'indépendance est un acte criminel et que les mercenaires eux-mêmes sont des criminels hors-la-loi ».

⁵⁰ Zarate, « The Emergence of a new Dog of War », 79. L'article 51 de la Charte des Nations Unies stipule que: « Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par des Membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. » <http://www.un.org/french/aboutun/charte/txt.html>

États en sont parties et 9 en sont signataires.⁵¹ De ces États, aucun n'est membre du Conseil de sécurité. Des pays signataires du traité, comme l'Angola ou le Congo-Brazzaville, ont tout de même fait appel aux services de mercenaires.⁵² Ces deux conventions sont presque inutiles pour contrôler les mercenaires et encore moins les sociétés militaires privées.

Jusqu'à ce jour, aucune loi internationale n'a été en mesure de ralentir la progression de l'industrie des services militaires privés. Il y a bien eu le très médiatisé procès de quatorze mercenaires en Angola (1976), à la suite duquel quatre mercenaires ont été condamnés à mort⁵³; mais, pour le reste, les soldats de fortune n'ont été que très peu dérangés par les lois internationales ou nationales. Comme l'a écrit Geoffrey Best : «Any person who cannot avoid being characterized as a mercenary under this definition deserves to be shot and his defence lawyer with him.»⁵⁴

Comme ce court résumé l'a souligné, les lois internationales actuelles ne sont pas adaptées à la réalité contemporaine. Le droit international n'arrive pas à empêcher le recours aux mercenaires. Comme le précise si justement Todd Milliard :

« As a result, today's international provision aimed at mercenary regulation suffer from myopic analyses because, in law and fact, they are still directed at controlling post-colonial mercenary activities in Africa. This flawed approach ignores mercenaries' long history, their modern transformation into sophisticated private military companies (PMCs), and their increasing use by – not against –

⁵¹ Site Internet du Comité international de la Croix Rouge:
<http://www.icrc.org/dih.nsf/TOPICS?OpenView>

⁵² Renou, *La privatisation de la violence*, 431.

⁵³ La légalité de ce jugement a été maintes fois remise en doute. Pour plus de détails, veuillez consulter Milliard, « Overcoming Post-Colonial Myopia », 47-52.

⁵⁴ Geoffrey Best, *Humanity in Warfare: the Modern History of the International Law of Armed Conflicts* (London: Weidenfeld and Nicolson, 1980), 374.

sovereign states engaged in the legitimate exercise of procuring military services. »⁵⁵

Les lois nationales

Devant l'inefficacité du droit international à contrôler les mercenaires et les sociétés militaires, il est intéressant d'examiner ce que les États ont fait dans le domaine. Dans un souci de concision et pour illustrer le propos, nous examinerons brièvement la situation dans certains des pays les plus importants.

Afrique du Sud

Les « exploits » d'Executive Outcomes, au milieu des années 1990 (voir chapitre 2), ont poussé le gouvernement sud-africain, qui n'appréciait pas de voir des anciens membres de forces militaires de la période de l'apartheid participer ainsi à des conflits africains, à adopter une loi limitant la capacité de ces citoyens à vendre leurs expertises militaires sur le marché. Entrée en vigueur en 1998, la *South African Regulation of Foreign Military Assistance Act* (FMA)⁵⁶, oblige les sociétés militaires privées à obtenir l'approbation du gouvernement pour tout contrat de nature militaire.⁵⁷

Comme tend à le prouver le nombre élevé de Sud-Africains (il serait jusqu'à 1 500) travaillant dans l'industrie des services militaires privés, la loi actuelle est assez peu efficace.⁵⁸ De plus, les définitions qu'elle renferme sont considérées comme trop restrictives, dans la mesure où elles pourraient aussi restreindre les activités des ONG et la vente de fournitures comme des sacs à dos ou des lampes de poche. Un des résultats les plus probants de cette loi est que de

⁵⁵ Milliard, « Overcoming Post-Colonial Myopia », 5; Holmqvist, « Private Security Companies: The Case for Regulation », 4 est du même avis.

⁵⁶ Le texte intégral de la loi se trouve en annexe 3 de ce mémoire.

⁵⁷ Singer, « War, Profits, and the Vacuum of Law », 539.

⁵⁸ Kinsey, « Challenging international law », 290.

nombreuses SMP ont tout simplement changé d'adresse et établi leur siège social dans des pays plus accueillants.⁵⁹

Un nouveau texte, le *Prohibition of Mercenary Activities and Prohibition and Regulation of Certain Activities in Areas of Armed Conflict Bill [B42-2005]*, est présentement à l'étude au Parlement et pourrait être adopté sous peu par le gouvernement.⁶⁰ Ce texte est encore plus restrictif et pourrait limiter le droit de citoyens sud-africains à travailler en zone de conflit (pour des SMP ou des ONG). Il ne fait donc pas l'unanimité.

États-Unis

Les États-Unis ne considèrent pas les sociétés militaires comme une menace, mais plutôt comme un outil de politiques étrangère et de défense supplémentaire. Les lois du pays vont donc en ce sens. Le gouvernement utilise les *International Transfer of Arms Regulations* (ITAR) pour contrôler les contrats signés entre les sociétés militaires privées et d'autres gouvernements. De plus, tout contrat de nature militaire d'une valeur de plus de 50 millions de dollars doit obtenir l'approbation du Congrès.⁶¹ Il n'existe pas de loi ciblant spécifiquement les sociétés militaires privées et les mercenaires.

France

La France a adopté, le 13 avril 2004, la *Loi relative à la répression de l'activité de mercenaire*.⁶² Ce texte, en plus de protéger les légionnaires, n'a que très peu d'effets sur les sociétés militaires privées et « exclut également de son champ d'application les conseillers militaires et les techniciens recrutés dans le cadre d'accords de coopération ou de contrats industriels, qui n'ont pas vocation à

⁵⁹ Singer, «War, Profits, and the Vacuum of Law », 540.

⁶⁰ Le texte intégral de Bill se trouve en annexe 4 de ce mémoire.

⁶¹ Avant, *The Market for Force*, 146-157.

⁶² Le texte intégral de la loi se trouve en annexe 5 de ce mémoire.

combattre ». ⁶³ L'objet de cette loi est de combattre le « vieux mercenariat » tout en permettant à l'État français de bénéficier des services des sociétés militaires privées pouvant être utiles à la poursuite de ses politiques étrangère et de défense. ⁶⁴

Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique n'a pas encore adopté de loi interdisant la pratique du mercenariat ou réglementant spécifiquement les sociétés militaires privées. Il s'est toutefois livré à une importante étude sur le sujet, avec la publication d'un Livre vert (*Green Paper*) intitulé *Private Military Companies: Options for Regulation*. ⁶⁵ Comme l'indique son titre, ce rapport n'avait pour mandat que d'étudier les différentes façons de réglementer l'industrie, il ne fait aucune recommandation. Il n'en demeure pas moins que ce document est un excellent outil de réflexion, qui pèse le pour et le contre de plusieurs avenues de législation nationale, européenne et internationale.

Ce n'est pas la première réflexion sur le mercenariat du gouvernement britannique. Le *Diplock Report (Report of the Committee of Privy Counsellors appointed to inquire into the recruitment of mercenaries)*, publié 1976, avait recommandé d'interdire le recrutement de mercenaire en sol britannique. Ces recommandations ne sont jamais devenues loi.

⁶³ Barbara Vignaux, « Le mercenariat est hors la loi, vive le mercenariat ! », *Le Monde diplomatique* (Paris), novembre 2004, 29.
<http://www.monde-diplomatique.fr/2004/11/vignaux/11674>.

⁶⁴ François-Xavier Verschave, « Cachez ce mercenaire que je ne saurais voir: la loi française du 3 avril 2003 », dans Renou, *La privatisation de la violence*, 439-445.

⁶⁵ Parlement de Grande-Bretagne, *Private Military Companies: Options for Regulation Return* (Londres: Stationary Office, 12 février 2002, Le document est disponible sur Internet: <http://www.fco.gov.uk/Files/kfile/mercenaries.0.pdf>).

Conclusion

Ce chapitre, qui avait pour objectif de définir et de brosser un portrait des sociétés militaires privées, ainsi que du droit régissant cette activité, pourrait laisser le lecteur perplexe. Non seulement semble-t-il extrêmement difficile, voire impossible, de trouver une définition du terme « mercenaire » qui soit acceptable aux yeux des tribunaux, mais une telle définition serait presque sans intérêt, compte tenu des tendances récentes des SMP. « From a strictly legal point of view, it appears that the answer to the question whether individuals employed by private companies are mercenaries will most of the time be negative. »⁶⁶

Devant ce constat d'échec, quelles sont les solutions ? Le laisser-faire ? La mise en place de nouveaux instruments juridiques internationaux pour bannir ou réglementer le mercenariat et les sociétés militaires privées ? Des lois nationales mieux adaptées aux réalités de la privatisation de la guerre ?

Avant de répondre à ces questions fondamentales pour la suite de ce mémoire, nous allons passer aux études de cas. L'analyse du rôle joué par les SMP dans le cadre de conflits civils et interétatiques permettra de mieux cerner l'ensemble des enjeux liés à la privatisation de la guerre.

⁶⁶ Faite, « Involvement of Private Contractors in Armed Conflict », 170.

CHAPITRE 2 – EXECUTIVE OUTCOMES : LES NOUVEAUX CONDOTTIERI AU SECOURS DU GOUVERNEMENT DE LA SIERRA LEONE

*« Despite its short history, EO is the only company in the world that has acted effectively on behalf of two African governments in order to bring about stability. EO has also conducted numerous smaller projects, all of which have been very successful. To date, EO has been able to live up to the promises made to its clients. »*¹

En avril 1995, le gouvernement de la Sierra Leone, aux prises avec une rébellion qui n'était plus qu'à quelques kilomètres de Freetown, la capitale du pays, embauche une firme sud-africaine pour assurer la sécurité de la ville et reprendre le contrôle des régions diamantifères du pays. En quelques mois, cette société militaire privée, *Executive Outcomes*, a permis au gouvernement de reprendre l'initiative, a forcé le RUF à s'asseoir à la table des négociations et a rendu possible la tenue d'élections nationales.

Cette intervention d'EO dans un pays ravagé par une guerre civile a créé une véritable onde de choc. La communauté internationale venait d'assister au retour des armées privées. Dans la lignée des condottieri et des entrepreneurs de la guerre du 17^e siècle, elle avait démontré que des soldats de fortune pouvaient aider un gouvernement à mieux faire la guerre. Même si elle a à présent cessé ses activités, EO est la plus connue des sociétés militaires privées. Cette étude de cas est un effort de synthèse, car la grande majorité des livres ou articles de revues scientifiques traitant des sociétés militaires privées en font mention. Cela témoigne de l'importance, dans l'évolution de la privatisation de la guerre, du travail d'EO qu'un auteur n'a pas hésité à qualifier de « Perhaps the most competent mercenary outfit ever assembled ».² C'est un cas d'école. De plus, EO est l'exemple le plus

¹ Site Internet d'Executive Outcomes : <http://archive.bibalex.org/web/19980703122602/eo.com/about/p7.html>.

² Ulrich Shannon, « Private Armies and the Decline of the State » dans Kenton Worcester, Sally Avery Bermanzohn et Mark Ungar, dir., *Violence and Politics: Globalization's Paradox* (London: Routledge, 2002), 34.

probant du potentiel et des limites des entreprises de type 1 (voir classification de Peter W. Singer au chapitre 2).

La première section de ce chapitre est consacrée à une brève présentation d'EO. La suite du chapitre permettra de répondre à trois questions :

1. Quel rôle EO a-t-elle joué en Sierra Leone ?
2. Quelle leçon peut-on tirer de cette étude de cas ?
3. L'effet EO a-t-il été positif ou négatif ?

Executive Outcomes

Executive Outcomes a été fondée en 1989 par Eben Barlow, un ancien officier de renseignement sud-africain. Les premiers contrats de l'entreprise consistaient à fournir des services de formation aux forces spéciales de la South African Defence Forces (SADF) et des services de renseignement à la multinationale du diamant De Beers.³ La mission de l'EO, selon son site Internet, était de fournir :⁴

- a highly professional and confidential military advisory service to legitimate governments;
- sound strategic and tactical military advice;
- the most professional training packages currently available to armed forces, covering aspects related to land warfare, air warfare and sea warfare;
- peacekeeping (persuasion) services;
- advice to armed forces on weaponry selection;
- para-military services;
- a total a-political service based on confidentiality, integrity, professionalism and dedication in order to create a climate for peace and stability for foreign investment.

³ Davis, *Fortune's Warriors*, 124.

⁴ <http://archive.bibalex.org/web/19980703122204/http://eo.com/>

La grande majorité des employés d'EO ont été recrutés parmi les anciens du 32^e bataillon de la SADF (surnommé *The Buffalo Battalion*)⁵, la brigade aéroportée ou les commandos de reconnaissance. Ces unités étaient spécialisées dans les opérations de contre-insurrection à l'époque de l'apartheid et ont participé à de nombreuses campagnes militaires en Namibie, en Angola et au Mozambique.

EO n'avait que très peu d'employés permanents, ce qui lui permettait d'embaucher du personnel en fonction des contrats et des spécialités nécessaires pour exécuter ces contrats. Sa plus grande ressource était sa base de données d'environ 2000 employés spécialisés potentiels, prêts à travailler dans un bref délai.⁶ Grégoire de St-Quentin résume bien cette force d'EO qu'étaient la souplesse et l'adaptabilité :

« En effet, à l'image d'EO, les entreprises de guerre se distinguent par la fluidité de leurs organisations. [...] Elles savent s'adapter aux besoins de leurs clients et répondre à l'évolution de la situation locale par un éventail de savoir-faire qui va de la reconnaissance aérienne infrarouge aux opérations clandestines ou à la gestion de réfugiés. »⁷

De plus, EO a bien su s'adapter aux différents environnements politiques auxquels elle a été confrontée grâce à une excellente stratégie de marketing.⁸ Il n'est pas faux de dire que « [c]es condottieri, [étaient] aussi à l'aise en blazer qu'en tenue camouflée, ... [et n'avaient] rien à voir avec le « bricolage » congolais ». ⁹ La compagnie a travaillé très fort son image de marque afin de ne pas

⁵ Le 32^e bataillon, aussi connu sous le nom de "terrible ones" aurait eu le plus haut *kill-ratio* de la SADF. La Commission Vérité et Réconciliation l'a accusé de nombreuses et terribles violations de droits de la personne. Singer, « Corporate Warriors. The Rise of the Privatized Military Industry and Its Ramifications for International Security », 102.

⁶ Shearer, « Private Armies », 41.

⁷ Grégoire de Saint-Quentin, « Mercenariat et mutations stratégiques », *Défense nationale*, 54 (1998), 39.

⁸ Pech, « Executive Outcomes – A corporate conquest », 84.

⁹ Chapleau, *Les mercenaires. De l'Antiquité à nos jours*, 86.

être assimilée à du mercenariat, mais, pour certains auteurs, « the company is effectively a demobilised army for hire ».¹⁰

En plus de la Sierra Leone, EO a travaillé dans de nombreux autres pays africains, notamment l'Angola, le Botswana, le Mozambique, la Namibie, le Malawi et l'ancien Zaïre. Les dirigeants d'EO ont toujours maintenu que la compagnie ne faisait affaire qu'avec des États souverains, reconnus par l'ONU, ou des multinationales de bonne réputation,¹¹ ils auraient d'ailleurs refusé des offres de rebelles soudanais et de certaines factions religieuses algériennes.¹² L'argument de vente d'EO était, selon ses dirigeants, la capacité de cette compagnie « ...[to] create a climate for peace and stability for foreign investment. »¹³

C'est en Angola que la compagnie s'est fait remarquer pour la première fois par la communauté internationale. En avril 1993, le gouvernement angolais a chargé EO de reprendre la région de Soyo que l'UNITA de Jonas Savimbi avait envahie. Cette région pétrolifère était une des principales sources de revenu du gouvernement, et les multinationales qui y étaient établies avaient des millions de dollars en équipement qu'elles ne pouvaient récupérer tant que l'UNITA contrôlait la région. Avec 50 employés seulement et l'appui des soldats de l'armée angolaise, EO réussit à reprendre Soyo et à la conserver, malgré des attaques répétées des troupes de Savimbi. Six cents rebelles seraient morts au cours de cette opération.¹⁴

À la suite du succès de cette opération, le gouvernement angolais a décidé de signer une nouvelle entente avec EO pour qu'elle entraîne la 16^e brigade de son

¹⁰ Shearer, « Private Armies », 39.

¹¹ Herbert M. Howe, « Private security forces and African stability: the case of Executive Outcomes », *The Journal of Modern African Studies* 36 (1998), 309.

¹² David Isenberg, *Soldiers of Fortune Ltd. A Profile of Today's Private Sector Corporate Mercenary Firms*, (Washington, DC: Center for Defense Information, 1997).
www.cdi.org/issues/mercenaries/merc1.html

¹³ Énoncé de mission de la compagnie. Cité dans Smith, « The New Condottieri and US policy: The Privatization of Conflict and Its Implications », 108.

¹⁴ Thomas K. Adams, « The New Mercenaries and the Privatization of Conflict », *Parameters* 29 (1999), 106. Pour plus de détails sur cette opération, veuillez consulter : Venter, *War Dogs. Fighting Other People's War* et Hooper, *Bloodsong! An Account of Executive Outcomes in Angola*.

armée dans les domaines des tactiques d'infanterie motorisée, de l'artillerie, de la communication, du génie, du sabotage et de la reconnaissance.¹⁵ Ce contrat de 2 ans a été évalué à près de 100 millions de dollars (y compris l'équipement militaire).¹⁶ En quelques mois, EO a permis de changer la dynamique du conflit civil angolais en forçant Jonas Savimbi et l'UNITA à s'asseoir à la table de négociation et à signer une entente avec le gouvernement.¹⁷ « EO's chief contribution was tactical advice, drawn from solid understanding of UNITA's weaknesses, possibly supported by intelligence information on UNITA'S activities leaked via South Africa. »¹⁸ Toutefois, suite aux pressions de Savimbi et du gouvernement américain, EO a dû quitter le pays¹⁹ et l'UNITA a pu reprendre ses activités.

Les employés d'EO, dont le salaire moyen était d'environ 3500 \$/mois et pouvait atteindre jusqu'à 7500 \$ pour les meilleurs pilotes d'hélicoptère et les officiers supérieurs,²⁰ étaient presque exclusivement d'anciens membres de la SADF, ce qui assurait « a common training background, a common military culture, and extensive counterinsurgency experience ».²¹ Les employés d'EO étaient noirs à 70%, mais la majorité des officiers étaient blancs.

¹⁵ Smith, « The New Condottieri and US policy: The Privatization of Conflict and Its Implications », 109.

¹⁶ Micheal Lee Lanning, *Mercenaries: Soldiers of Fortune, from Ancient Greece to Today's Private Military Companies* (New York: Ballantine Books, 2005), 182.

¹⁷ Les Accords de Lusaka. Shearer, « Private Armies », 48.

¹⁸ Shearer, « Private Armies », 48.

¹⁹ « The corporation is also very satisfied that it has fulfilled its contractual obligations to the FAA and is proud of its role in helping to end one of the bloodiest civil wars in Africa. Despite enormous pressure and harassment, Executive Outcomes has succeeded in exporting peace from South Africa, to uphold democracy in Africa. ». Extrait du communiqué de presse d'Executive, « EO ends Angolan War », Outcomes, 11 décembre 1995.

http://archive.bibalex.org/web/19980703123422/eo.com/presrel/disp_pr.idc?SERIES=8.

²⁰ Howe, « Private security forces and African stability: the case of Executive Outcomes », 311. Et comme le mentionne David Shearer : « Payments in US Dollars means that, in real terms, EO salaries are around four times greater than regular army wages paid in South African rand. Nevertheless, most EO personnel earn less than a UN employee would expect for working in a conflict zone. ». Shearer, « Private Armies », 42. Toutefois, il faut noter que le montant des salaires mentionnés varie en fonction des auteurs.

²¹ Smith, « The New Condottieri and US policy: The Privatization of Conflict and Its Implications », 108.

EO pouvait aussi compter sur deux Boeing 727 (achetés à American Airlines), un chasseur-bombardier MiG-23, des Pilatus armés de missiles air-sol, un hélicoptère Mi-24, des hélicoptères Mi-17, des véhicules de transport de troupes blindés et des systèmes de communications perfectionnés.²² Ces équipements militaires ont été, comme le verrons plus loin, essentiels à la réussite d'EO.

Parmi les aspects les plus importants, mais aussi les plus obscurs, entourant EO, il faut mentionner ses liens avec de nombreuses autres entreprises privées. EO n'était qu'une des filiales du holding sud-africain *Strategic Resources*, qui en comptait une vingtaine représentant plusieurs secteurs d'activité, notamment des compagnies de sécurité et des sociétés liées au secteur des mines et de l'extraction des ressources naturelles.²³

Les liens étroits qui existaient entre *Strategic Resources*, donc EO, et le secteur minier, en particulier avec la firme britannique *Branch-Heritage Group*, ont été très critiqués par certains auteurs qui y voyaient une façon détournée pour des sociétés minières de prendre le contrôle des ressources naturelles d'un pays. EO n'aurait été que la garde prétorienne des empires corporatifs, comme l'avaient été autrefois les mercenaires de l'empire romain ou de Napoléon.²⁴ Une des raisons qui permet de croire que des liens importants s'étaient tissés entre EO et le Branch-Heritage Group est le rôle prépondérant joué par Tony Buckingham, un des directeurs de Branch-Heritage, dans les négociations entre EO et les différents gouvernements pour lesquels la firme sud-africaine a travaillé.²⁵

EO a dû fermer ses portes en 1999, sous la pression du gouvernement sud-africain et de la nouvelle législation mise en place pour limiter la présence d'entreprises sud-africaines dans les conflits du continent. Toutefois, comme le

²² Shannon, « Private Armies and the Decline of the State », 35 et Isenberg, *Soldiers of Fortune Ltd. A Profile of Today's Private Sector Corporate Mercenary Firms*.

²³ Singer, *Corporate Warriors*, 104.

²⁴ Khareen Pech, « Executive Outcomes – A corporate conquest », 81.

²⁵ Shearer, « Private Armies », 43.

mentionne Peter W. Singer, de nombreuses firmes, autrefois associées à EO, sont encore actives et un nombre considérables d'anciens employés de la firme travaillent encore à l'échelle du continent. D'ailleurs, plusieurs d'entre eux ont été impliqués dans le coup d'État raté de 2004 en Guinée équatoriale, auquel Mark Thatcher, fils de l'ancien premier ministre de la Grande-Bretagne, était associé.

Comme la suite de ce chapitre le démontrera, malgré le fait qu'elle n'ait existé que pendant une dizaine d'année, EO aura marqué les années 1990 et sera longtemps associée à la recrudescence de l'industrie des services militaires privées. Elle est à la fois le symbole des possibilités qu'offre le secteur privé dans la résolution de conflits armés, mais aussi des dangers et des limites de cette implication.

Quel rôle EO a-t-elle joué en Sierra Leone ?

Petit pays de l'Afrique de l'Ouest, de 4,4 millions d'habitants, riche en ressources naturelles, la Sierra Leone a obtenu son indépendance en 1961. Le pays a sombré dans une guerre civile en mars 1991. Ce conflit avait pour objet le contrôle des ressources du pays. Le sous-sol regorge, en effet, de bauxite, de rutile, de titane et de diamants d'une qualité exceptionnelle (plus de 50 millions de carats ont été extraits jusqu'à présent).²⁶

Ces ressources ont été et sont toujours à la base du pouvoir politique en Sierra Leone. Grâce à son contrôle des ressources naturelles, Siaka Stevens a pu présider aux destinées de la Sierra Leone de 1967 à 1985. À sa retraite, la majorité des richesses étaient aux mains de son entourage. Joseph Momoh, qui lui a succédé, n'a jamais pu reprendre le contrôle du pays, plus particulièrement des revenus de l'extraction des ressources naturelles qui lui auraient permis d'offrir

²⁶ Abdel-Fatau Musah, « A country under siege » dans Abdel-Fatau Musah et J. Fayemi-Kayode, dir., *Mercenaries. An African Security Dilemma* (Londres : Pluto Press, 2000), 78.

des services de base à la population et d'assurer sa sécurité. Sous sa gouverne, le taux l'inflation a grimpé de façon exponentielle, le taux d'alphabétisation a chuté et l'espérance de vie est passée sous la barre des 40 ans.²⁷ En 1991, il a donc été incapable de résister à la menace des rebelles du *Revolutionary United Front* (RUF). Poussé par les organisations monétaires (Banque mondiale et FMI) à réduire ses dépenses, Momoh n'était plus en mesure de payer les salaires des soldats de son armée, dont l'effectif venait tout juste de passer de 3000 à 14 000 pour faire face à la menace croissante du RUF. Et avec la fin de la guerre froide, les dirigeants de la Sierra Leone ne pouvaient plus compter sur l'aide des superpuissances pour continuer à leurs forces de sécurité de même que leurs réseaux de supporters. Ainsi, le 29 avril 1992, Momoh fut renversé lors d'un coup d'État mené par Valentine Strasser, un sous-officier de 26 ans.²⁸

Il est important de noter que cette guerre civile n'était pas une guerre ethnique, mais une guerre pour l'appropriation des ressources naturelles.²⁹ Selon William Reno:

« Despite appearances Sierra Leone's descent into conflict cannot be understood as the result of environmental stress or social anomie that has overwhelmed a weak-state. Rather, the fighting has been caused by the collapse of a patron-client system of politics that characterized many former colonial states. »³⁰

Les rebelles du RUF³¹ étaient menés par le caporal Foday Sankoh, avec le soutien de Charles Taylor du Liberia, et, selon certaines rumeurs, celui de

²⁷ Charles Dokubo, « 'An Army for Rent', Private Military Corporations and Civil Conflicts in Africa : The Case of Sierra Leone », *Civil Wars* 3 (2000), 55.

²⁸ Ce paragraphe est un résumé de William Reno, « Privatizing War in Sierra Leone », *Current History* 96 (1997), 227-228.

²⁹ David J. Francis, « Mercenaries intervention in Sierra Leone: providing national security or international exploitation? », *Third World Quarterly* 20 (1999), 324.

³⁰ Reno, « Privatizing War in Sierra Leone », 227.

³¹ Pour plus d'information sur le RUF, veuillez consulter notamment le rapport du International Crisis Group, *Sierra Leone. Time for a new military and political strategy*, ICG Africa Report N° 28 (11 April 2001). Disponible à : http://www.crisisgroup.org/library/documents/report_archive/A400278_11042001.pdf.

Muammar Kadhafi, président de la Libye.³² Le RUF était majoritairement composé de Libériens et d'anciens soldats désabusés de l'armée sierra-léonaise. Leur objectif était de prendre le pouvoir et le contrôle des ressources naturelles du pays.³³ Dès la fin de 1994, les rebelles avaient réussi à s'emparer des sites miniers les plus importants du pays et à priver ainsi le gouvernement de la Sierra Leone de la majeure partie de ses revenus.

Le RUF était bien connu pour la cruauté de ses méthodes, particulièrement l'amputation du bras, à la hauteur du coude (manche courte) ou du poignet (manche longue), de toute personne qui refusait de l'aider. Pour se convaincre de la violence et de la cruauté de conflit, il suffit de regarder l'excellent documentaire *Cry Freetown*.³⁴ Et comme dans de trop nombreux conflits contemporains, cette barbarie était subie en grande partie par les populations civiles puisque, dans les deux camps, on préférait s'attaquer aux civils plutôt que d'engager le combat avec l'ennemi.³⁵ En 1995, le conflit avait fait plus de 15 000 morts et 1,5 million de réfugiés. L'économie du pays était en ruine, avec un taux d'inflation de plus de 35 %, la majorité des routes étaient contrôlées par les rebelles et les revenus du gouvernement ne dépassaient pas 60 millions de dollars (70% à 75% des dépenses gouvernementales étaient consacrés à combattre le RUF).³⁶ Alors que les rebelles, certains commandants des forces armées et des chefs de guerre contrôlaient un marché clandestin de plus de 200 millions de dollars.

La *Republic of Sierra Leone Military Forces* (RSLMF) était composée d'environ 14 000 soldats, recrutés à la hâte et sans véritable formation militaire.

³² Francis, « Mercenaries intervention in Sierra Leone », 325.

³³ Dokubo, « 'An Army for Rent', Private Military Corporations and Civil Conflicts in Africa Civil Wars », 55.

³⁴ Documentaire du journaliste Sorious Samura (1999) disponible sur DVD. Pour plus d'information, veuillez consulter le site Internet : <http://www.cryfreetown.org/>.

³⁵ David Shearer, « Dial an army », *The World Today* 53 (1997), 204.

³⁶ Howe, « Private security forces and African stability: the case of Executive Outcomes », 313 et Avant, *The Market for Force*, 83.

Bref, « it hardly qualified as an army ». ³⁷ La population avait d'ailleurs surnommé les soldats « *sobel*s », qui voulait dire « soldats le jour, rebelles la nuit ».

En janvier 1995, le RUF s'était emparé de trois des plus grands sites miniers du pays exploités par des compagnies étrangères, privant le gouvernement de Strasser de plus de la moitié de ses revenus d'exportations. La Sierra Leone était sans contredit un État en déroute (*failed state*).

L'arrivée des sociétés militaires privées

La première société militaire privée à avoir été engagée par le gouvernement de la Sierra Leone fut *Gurkha Security Guards* (GSG), en janvier 1995. Cette entreprise britannique avait déjà, entre autres, obtenu des contrats de l'ONU pour effectuer des travaux de déminage et d'une compagnie multinationale minière britannique faisant affaire en Afrique. ³⁸ Les employés de GSG étaient majoritairement des Gurkhas, ces soldats népalais, bien connus pour leur férocité au combat et leurs couteaux. ³⁹ Leurs tâches étaient d'assurer la sécurité des intérêts miniers de la multinationale Sierra Rutile et d'offrir de la formation aux soldats des forces spéciales et aux officiers cadets de la RSLMF.

Les résultats obtenus furent décevants et l'armée ne fit aucun progrès. Il est bon de noter que GSG refusait de participer directement aux combats. Puis, à la fin du mois, le commandant de GSG, Robert Mackenzie, ⁴⁰ tomba dans une embuscade et fut tué avec d'autres membres de la compagnie et des forces nationales. Les rebelles auraient mutilé leurs corps pour en exposer des parties dans tout le pays. ⁴¹ C'est ainsi que prit fin l'aventure de GSG en Sierra Leone.

³⁷ Howe, « Private security forces and African stability: the case of Executive Outcomes », 313.

³⁸ Avant, *The Market for Force*, 85.

³⁹ Pour en connaître plus sur le régiment des Gurkhas veuillez consulter: E.D. Smith, *Valour. A history of the Gurkhas* (Woodstock, NY: The Overlook Press, 1997) et Tony Gould, *Imperial Warriors. Britain and the Gurkhas* (Granta books, Londres, 1999).

⁴⁰ Robert Mackenzie, un canadien d'origine, est un mercenaire bien connu qui se battit au Vietnam et dans les SAS de la Rhodésie.

⁴¹ Abdel-Fatau Musah, « A country under siege », p. 87.

Suite à se fiasco, le gouvernement de Strasser fit appel à la firme sud-africaine EO qui venait de terminer sa mission en Angola. C'est Tony Buckingham, le PDG de Heritage Oil and Gas, qui présenta EO au gouvernement sierra-léonais. En mars de la même année, Freetown était sur le point de tomber aux mains des rebelles qui n'étaient qu'à 20 kilomètres de la capitale. Quatre objectifs furent fixés :

- assurer la sécurité de Freetown;
- assurer la sécurité de la région diamantifère de Sierre Rutile, assurant au gouvernement un revenu et par le fait même un moyen de payer EO;
- détruire le quartier général du RUF;
- nettoyer les régions occupées par le RUF.⁴²

En retour, EO devait recevoir environ 1,5 million \$ par mois. EO devait envoyer entre 150 et 200 soldats, ainsi que des hélicoptères. Il est important de mentionner que l'argent du FMI a servi à financer les paiements à EO et ce, avec l'assentiment des gouvernements occidentaux.⁴³ Au total, les services d'EO auront coûté 35 millions de dollars en 21 mois.⁴⁴

Moins d'un mois après la signature du contrat, les hommes d'EO étaient déployés. La première tâche fut d'entraîner certaines unités de la RSLMF. EO organisa aussi les tribus locales de *Kamajors*, qui étaient de fins chasseurs, afin de profiter de leur connaissance du terrain, ce qui permit de recueillir d'importants renseignements sur les mouvements et positions du RUF.

⁴² Shearer, « Dial an army », 204.

⁴³ Isenberg, *Soldiers of Fortune Ltd. A Profile of Today's Private Sector Corporate Mercenary Firms* et Bernedette Muthien et Ian Taylor, « The return of the dogs of war? The privatization of security in Africa » dans Rodney Bruce Hall et Thomas J. Biersteker, *The Emergence of Private Authority in Global Global Governance* (Cambridge: Cambridge University Press, 2002), 193.

⁴⁴ David Shearer, « Outsourcing war », *Foreign Policy* 112 (1998), 79.

Les employés d'EO, en uniforme de la RSLMF,⁴⁵ prirent part à cinq offensives. La première permit de déloger les hommes du RUF de la région de Freetown. Puis, l'importante région de diamants de Kono fut reprise. Cette deuxième opération était essentielle car elle permettait au gouvernement de reprendre les mines de diamants qui assuraient une grande partie de son revenu et à des milliers de civils de réintégrer leur domicile.⁴⁶

En décembre 1995, lors de la troisième offensive, la mine de Sierra Rutile fut aussi reprise. Le mois suivant, avec l'arrivée de 200 employés supplémentaires, EO prit d'assaut l'un des « châteaux forts » du RUF, les Kanagari Hills.⁴⁷ Après cette quatrième offensive, le RUF accepta de négocier avec le gouvernement pour la première fois depuis cinq ans.⁴⁸

En février 1996, la Sierra Leone connut ses premières élections multipartites, qui virent l'arrivée au pouvoir d'Ahmed Tejan Kabbah. Ces élections sont l'une des conséquences majeures de la présence d'EO en Sierra Leone, tout comme le retour au calme (aussi provisoire fut-il) et à la stabilité politique.

La dernière offensive d'EO a eu lieu en octobre 1996, parce que le RUF n'avait pas respecté les clauses de l'accord signé plus tôt dans l'année. EO a détruit le quartier général du RUF dans le sud-est du pays. Le chef des rebelles, Foday Sankoh, a reconnu que, sans la présence d'EO, ses troupes auraient pris Freetown.⁴⁹ C'est pourquoi il a exigé, avant la signature de l'Accord de paix, le départ d'EO.

Le contrat d'EO prit fin en janvier 1997, sous la pression du RUF, qui refusait de signer un accord de paix avant le départ de la compagnie sud-africaine.

⁴⁵ Elizabeth Rubin, « An Army of one's own », 47.

⁴⁶ *Ibid.*, 48

⁴⁷ Voir, en annexe 6, la carte du pays et des différentes offensives.

⁴⁸ Shearer, « Private Armies », 51.

⁴⁹ Singer, *Corporate Warriors*, 114.

et par suite de l'incapacité du gouvernement de continuer à la payer. Après le départ d'EO, les hostilités ont repris et, le 25 mai 1997, les militaires ont renversé le gouvernement civil, élu 15 mois plus tôt.

Quelle leçon peut-on tirer de cette étude de cas ?

Quel bilan peut-on tirer de la présence d'EO en Sierra Leone ? Pour répondre à cette question et évaluer les résultats du travail d'EO, nous appliquerons la grille d'analyse qui a été proposée en introduction.

Respect du contrat

Il ne fait aucun doute qu'EO a bien respecté les termes de son contrat avec le gouvernement sierra-léonais. Il a permis d'assurer la sécurité de la capitale, Freetown, en chassant rapidement les rebelles de la région. Il a ensuite aidé le gouvernement à reprendre le contrôle des régions diamantifères et à « nettoyer » les régions occupées par le RUF. Il a aussi détruit le quartier général des rebelles lors de la cinquième offensive et, en prime, il a rendu possible la tenue d'élections.

EO a donc déployé les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qui lui avaient été fixés par son employeur.

Coûts

Pour 21 mois de travail en Sierra Leone, EO aura amassé 35 millions de dollars.⁵⁰ Cette somme peut sembler élevée pour un pays pauvre comme la Sierra Leone, mais EO a permis au gouvernement de reprendre le contrôle des zones les plus riches en ressources premières, et ces 35 millions ne représentent qu'un tiers des dépenses militaires du budget régulier.⁵¹

⁵⁰ Shearer, « Private Armies », 51.

⁵¹ Singer, *Corporate Warriors*, 112.

Selon certaines rumeurs, le gouvernement n'a pas toujours été en mesure de rémunérer EO pour ses services et seuls 15,7 millions auraient été payés. Le reste des paiements auraient été effectués par *Heritage-Branch* en contrepartie de concessions minières à long terme.⁵² Un tel procédé a donné lieu à de nombreuses critiques, dans la mesure où il hypothèque les revenus futurs de l'État et peut limiter les possibilités de développement économique et social.

Quelle que soit la méthode de paiement utilisée, il n'en demeure pas moins que les services d'EO n'ont pas été si chers que cela, lorsqu'on les compare à d'autres alternatives comme la mise en place d'une opération de paix de l'ONU. Selon les estimations, le déploiement des Casques bleus en Sierra Leone, pendant 8 mois, en 1997 après le départ d'EO, aurait coûté 47 millions de dollars.⁵³ Il est, de plus, assez facile de penser que les pays occidentaux n'auraient pas été chauds à l'idée d'envoyer leurs soldats dans ce pays et que les troupes déployées n'auraient pas été de la qualité des employés d'EO.

Efficacité militaire

D'un point de vue militaire, la prestation d'EO a été très convaincante.

« Yet EO's experience has demonstrated that established private groups enjoy potential advantages over state-centric militaries. Private forces can start up and deploy faster than multinational (and perhaps national) forces and may carry less political baggage, especially concerning casualties, than government militaries. »⁵⁴

Au milieu des années 1990, certains commentateurs considéraient qu'un seul employé d'EO valait autant, sur un champ de bataille, qu'une compagnie de

⁵² Howe, « Private security forces and African stability: the case of Executive Outcomes », 319.

⁵³ Singer, *Corporate Warriors*, 114.

⁵⁴ Howe, « Private security forces and African stability: the case of Executive Outcomes », 308.

rebelles africains.⁵⁵ L'exemple sierra-léonais tend à confirmer cette maxime. Les employés d'EO ont été déployés rapidement, ont su prendre l'initiative et appliquer efficacement une stratégie de « *search and destroy* » qui leur a permis de défaire militairement le RUF.

EO a bien su mettre à profit l'expérience de ses employés et sa supériorité matérielle, en employant des hélicoptères de combat et des avions de chasse, de même que des systèmes de communications perfectionnés, et en lançant des opérations de nuit grâce à des systèmes radars.⁵⁶

Dans la première phase de l'opération, même si elle a subi la perte de quelques hommes, EO aurait tué quelques centaines de rebelles du RUF et causé la désertion d'environ 1000 d'entre eux.⁵⁷

Conséquences politiques

« EO's record suggests that it has compromised the state as an institution both through its lien on the already-meager resources of several African countries and through its challenge to their citizen's ultimate loyalty. »⁵⁸

Première conséquence de la présence d'EO en Sierra Leone, le gouvernement a pu reprendre le contrôle d'une partie du pays. La question centrale est donc de savoir si EO a stabilisé la situation politique et aidé à renforcer les capacités de l'État. Il a permis la tenue d'élections en mars, seulement quelques mois après son arrivée en sol sierra-léonais. En soi, cela constitue un pas important pour un pays comme la Sierra Leone qui n'avait pas connu d'élections nationales depuis des décennies. Toutefois, quelques mois plus tard, le gouvernement élu de

⁵⁵ Herfried Münkler, *The New Wars* (Malden, MA : Polity Press, 2004), 21.

⁵⁶ Joanna Spears, *The Security Sector : The Political Economy of Private Military Security*, Rapport de recherche non-publié, 16.

⁵⁷ Singer, *Corporate Warriors*, 113.

⁵⁸ Shannon, « Private Armies and the Decline of the State », 35.

Kabbah a été renversé. Autre indicateur important, la guerre civile ne s'est pas terminée avant 2002.

De plus, comme le mentionne Deborah Avant, l'importance qu'EO a donnée à la tribu des *Kamajores* pour assurer le succès de ses opérations militaires a augmenté le prestige de ces derniers au détriment du pouvoir central. Ainsi, à moyen et long termes, EO a peut-être affaibli l'emprise du gouvernement central sur une partie du pays.⁵⁹

Il ne fait aucun doute que la présence d'EO en Sierra Leone a permis de stabiliser le pays. Toutefois, cette stabilité n'a été que temporaire et, selon certains, la présence d'EO aurait été néfaste pour le développement à long terme de l'État sierra-léonais.

« Although fostering short-term stability, this private intervention did not succeed in restoring long-term stability to the country. Indeed private security assistance was at least in part responsible for some long-range problems: Sierra Leone became subject to extensive influence from foreign mercenaries and experienced a seemingly endless need for protection. »⁶⁰

Indicateurs économiques

La présence d'EO a attiré de nouveaux investissements étrangers dans l'industrie minière, augmentant ainsi les revenus du gouvernement qui a pu rembourser une partie de sa dette. Pour la première fois depuis cinq ans, la dette était de moins de 1 milliard de dollars. Le gouvernement a mis à pied le tiers de ses fonctionnaires, comme le demandaient ses créiteurs et bénéficié en contrepartie d'une réduction de 20 % de sa dette.⁶¹

⁵⁹ Avant, *The Market for Force*, 90-91.

⁶⁰ Mandel, *Armies without States*, 111.

⁶¹ William Reno, « Privatizing War in Sierra Leone », 229.

Il n'est malheureusement pas possible d'obtenir des chiffres économiques précis pour la Sierra Leone, mais, à notre avis, l'indicateur le plus pertinent et le plus révélateur est la position qu'occupe la Sierra Leone dans le classement du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)⁶². La présence d'EO ou de toute autre société militaire privée n'a pas réussi à stimuler suffisamment l'économie pour permettre d'augmenter significativement la qualité de vie des citoyens. La Sierra Leone demeure encore aujourd'hui plus de trois ans après la fin de la guerre civile et neuf ans après le passage d'EO un des pays les plus pauvres du monde.

EO a peut-être permis à certains investisseurs et amis du gouvernement de profiter de nouveau des revenus des zones diamantifères, récupérés grâce aux offensives militaires. Toutefois, le simple citoyen n'a que très peu profité économiquement de la présence d'EO. À court terme, le retour à un environnement plus sécuritaire a sûrement permis de redynamiser les économies locales, toutefois, cette embellie aura été de courte durée.

On peut raisonnablement conclure que, dans une perspective économique, la présence d'EO n'a eu aucun impact significatif sur la situation de la majorité de la population de la Sierra Leone.

Respect des Droits de la personne

L'une des craintes les plus souvent citées par les analystes, quant au recours aux SMP, est le respect des Droits de la personne. Alors que les soldats professionnels des armées nationales occidentales doivent respecter un code de

⁶² Selon dernier rapport sur le Développement Humain du PNUD, le Sierra est au 176e rang des pays. Seul le Niger a un indice de développement moins élevé. Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport Mondial sur le Développement Humain 2005. La coopération internationale à la croisée des chemins. L'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités* (Paris : Economica, 2005). Le rapport est disponible sur le site Internet du PNUD : http://hdr.undp.org/reports/global/2005/francais/pdf/HDR05_fr_complete.pdf

conduite avec des règles d'engagement bien définies, sans quoi ils sont passibles de poursuite devant un tribunal militaire, comment peut-on garantir que des employés de SMP suivront ces mêmes règles? Dans le cas d'EO, cette crainte est-elle justifiée ? Ses employés ont-ils respecté les différentes conventions et règles qui s'appliquent sur un champ de bataille (*jus in bello*) ?

Les indices, à cet égard, sont assez contradictoires. Selon certains auteurs, les employés se seraient comportés en soldats professionnels, limitant les « dommages collatéraux » et respectant les civils afin de faciliter la bataille pour « les cœurs et les esprits ». ⁶³ Selon un journaliste britannique : « Wherever they went, civilians stopped dying. The trouble was they only went where the payoff was high. » ⁶⁴ Il faut aussi rappeler que la guerre civile qui ravageait le pays avant l'arrivée d'EO était très sanglante et visait principalement les civils. La présence d'EO a permis de diminuer les atrocités commises par les deux camps. Pour le général canadien Ian Douglas, négociateur de l'ONU, la présence d'EO a été bénéfique. De plus, EO aurait travaillé de concert avec les organismes de développement internationaux et les agences gouvernementales, en particulier pour aider au retour des enfants-soldats à la vie civile. ⁶⁵

Toutefois, il faut mentionner que la compagnie a aussi essuyé sa part de critiques. Un docteur de Médecins sans frontières (MSF), alors en poste en Sierra Leone, affirme que les employés d'EO n'étaient que des racistes, particulièrement les pilotes qui tiraient sur les rebelles et les civils sans discernement, et que leur seul objectif était de s'approprier les ressources naturelles du pays. Quant à la population en général et à la majorité des diplomates, elles voyaient EO comme un mal nécessaire. ⁶⁶

⁶³ Avant, *The Market for Force*, 91.

⁶⁴ Cité dans Shannon, « Private Armies and the Decline of the State », 37.

⁶⁵ Isenberg, *Soldiers of Fortune Ltd. A Profile of Today's Private Sector Corporate Mercenary Firms*.

⁶⁶ Rubin, « An Army of one's own », 48.

L'ONG, *International Alert* a aussi fait part de ses craintes par rapport aux méthodes d'EO :

« In this regard it has been noted how Executive Outcomes was responsible for introducing indiscriminate weapons, including fuel air explosives, into Angola. Allegations concerning the use of such weapons and other barbaric acts of warfare committed by Executive Outcomes appear in a television documentary about the company. The evidence so far has mainly been anecdotal, however. The analysis of the involvement of traditional mercenary forces in human rights abuses has been more by association with the poor record of the warring parties with whom they have fought. It is highly problematic that there is little reliable information available on exact cases because PSS providers operate predominantly in areas where there is inadequate monitoring of human rights because the prevalent conditions of war restrict observer access. »⁶⁷

Ces informations sont troublantes et soulignent combien il est important de bien surveiller le travail des sociétés militaires privées afin d'éviter de tels abus et de sanctionner, le cas échéant, les personnes responsables d'actes allant à l'encontre des conventions internationales et du droit de la guerre. Dans ce cas-ci, il est difficile de véritablement départager ces informations sans aller sur le terrain ou faire des entrevues avec certains des acteurs de ces opérations militaires. Il ne serait guère surprenant que certains employés d'EO aient enfreint certaines des règles internationales, mais il faut se rappeler qu'ils ont permis de stabiliser le pays et de faire reculer le RUF, groupe bien connu pour ses atrocités envers les populations civiles. Au moment où EO est arrivé en Sierra Leone, la guerre civile avait déjà fait 1,5 million de réfugiés et 15 000 morts.⁶⁸ Au total, cette guerre civile aura causé la mort de plus de 70 000 personnes, fait plus de 10 00 mutilés et

⁶⁷ Leonard Gaultier, Garine Hovespian, Ayesha Ramachandran, Ian Wadley et Badr Zerhoud, *Mercenary Issue at the UN Commission on Human Rights: The Need for a New Approach*, International Alert, 2001. <http://www.international-alert.org/publications/getdata.php?doctype=Pdf&id=103>.

⁶⁸ Mandel, *Armies without States*, 110.

obligé la moitié de la population à fuir sa ville ou son village.⁶⁹ EO n'aura pas su arrêter le massacre, mais aura, au moins, permis de le ralentir pendant près de deux ans.

Alternatives mises en place

Joanna Spears, dans une étude qui n'a pas encore été publiée, a étudié le rôle des différents acteurs militaires en Sierra Leone afin d'en comparer les performances.⁷⁰ Cette étude est forte utile pour nous permettre de tirer des conclusions du travail d'EO.

Les troupes de l'ECOMOG sont intervenus, sous mandat de l'ONU, en Sierra Leone, en mai 1997, à la suite du renversement du gouvernement de Kabbah. Elles ont empêché les rebelles de reprendre la capitale, mais elles n'ont pas toujours été en mesure de bien protéger les populations civiles. Toutefois, en 1999, la présence de l'ECOMOG a favorisé la signature des Accords de Lomé et la mise en place de la Mission d'observation des Nations unies en Sierra Leone (MINUSIL).

La MINUSIL, dont le mandat s'est terminé le 31 décembre 2005, a connu de nombreuses difficultés, en raison surtout de son manque de crédibilité. L'International Crisis Group a d'ailleurs été très dur, en 2001, à l'égard de cette mission de l'ONU : « ICG believes that there is a need for military coercion against the RUF but UN forces cannot do this. Increasing their numbers in the expectation that more will prove better could lead to further UN humiliation ».⁷¹ Cette mission de l'ONU, contrairement à EO, n'était pas prête à affronter directement les rebelles.

⁶⁹ Micheal C. Williams et Rita Ambramsen, *The Globalization of Security. A Country Report : Sierra Leone*, 5. <http://users.aber.ac.uk/rbh/privatesecurity/country%20report-sierra%20leone.pdf>

⁷⁰ Joanna Spears, *The Security Sector : The Political Economy of Private Military Security*, 22-27.

⁷¹ ICG, *Sierra Leone: Time for a New Military and Political Strategy*, 19.

Les Britanniques ont aussi déployé des soldats dans leur ancienne colonie. Leur présence a eu un effet important, surtout parce que le gouvernement britannique a décidé de s'attaquer aux causes du conflit. Les soldats de Sa Majesté n'ont pas hésité à employer la force et à investir le pays pour reprendre le contrôle de la situation. À l'été 2001, les Britanniques ont toutefois réduit le nombre de troupes en Sierra Leone.

Que peut-on conclure de cette brève comparaison ? EO aura eu un impact beaucoup plus rapide et important, à moindre coût, que les alternatives mises en place après 1997. Seule la présence britannique aura permis de vraiment faire progresser la situation parce que cette présence était crédible.

L'effet EO a-t-il été positif ou négatif ?

Bien que ce segment de l'industrie, l'assistance directe au combat, soit sans aucun doute le plus spectaculaire, celui qui attire le plus l'attention des médias et du grand public, c'est aussi le plus marginal en terme de chiffre d'affaires. Il n'existe plus vraiment, à ma connaissance, d'entreprise comme EO à l'heure actuelle. Toutefois, la situation internationale laisse présager que des entrepreneurs militaires marcheront sur les traces des condottieri et d'EO. Est-ce pour le mieux ? L'exemple que nous venons d'étudier permet-il de croire que des sociétés militaires privées de type 1 peuvent jouer un rôle positif dans un conflit civil ou interétatique ?

Alors, quelles leçons peut-on tirer de cet épisode ? La première est, sans contredit, qu'un petit nombre de soldats bien entraînés et armés peuvent assez facilement défaire un groupe de rebelles mal organisés et peu entraînés. Toutefois, les répercussions des victoires tactiques et opérationnelles ne sont que de courte durée, si elles ne sont pas appuyées par un processus politique réaliste et soutenu. Les SMP ne permettent pas de régler les causes des conflits, elles ne font que combattre certains des symptômes. Quoi qu'il en soit, l'impact d'EO a largement

dépassé le cadre de la Sierra Leone. La communauté internationale a pris conscience du potentiel de ces armées privées. EO a démontré qu'il n'était plus nécessaire, pour un gouvernement, d'entraîner une armée pendant de longues années pour obtenir des résultats convaincants sur un champ de bataille; un seul coup de téléphone suffit maintenant pour y parvenir. « This development is important beyond Sierra Leone. It shows that rulers of extremely weak states can restructure their political systems to adapt to new post-cold war pressures and opportunities by forming partnerships with foreign firms.»⁷²

Les armées privées du genre EO sont d'incroyables multiplicateurs de forces, capables de changer l'allure et la direction d'un conflit armé. Toutefois, cette étude de cas démontre bien les limites de ces compagnies. Ces entreprises offrent des solutions à court terme qui permettent de faire évoluer la situation militaire, mais qui, pour être efficaces à plus long terme, doivent être suivies par un processus politique plus vaste. Les SMP ne peuvent reconstruire un État en déroute, mais comme l'a démontré EO en Sierra Leone, elles sont en mesure d'influencer la situation militaire pour faciliter la tenue de négociations : « They *do* secure areas temporarily, which can at times facilitate peace-brokering between conflicting parties, such as in Angola and Sierra Leone. »⁷³ Mais, «as a top-down effort involving direct privatized combat support in pursuing status quo, this contrast between short-range success and long-range failure is remarkable. »⁷⁴

⁷² William Reno, « Privatizing War in Sierra Leone », 227.

⁷³ Muthien et Taylor, « The return of the dogs of war? The privatization of security in Africa », 194.

⁷⁴ Mandel, *Armies without States*, 111.

CHAPITRE 3 – MILITARY PROFESSIONAL RESOURCES INCORPORATED (MPRI) : UNE FIRME PRIVÉE AU SERVICE DE SON GOUVERNEMENT

« Whereas it was said in the nineteenth century the sun never set on the British Empire, it may be stated that in the twenty-first, the sun never sets on employee of MPRI. »¹

« We've got more generals per square foot here than in the Pentagon. »²

L'éclatement de la Yougoslavie et la guerre civile entre les communautés serbes, croates et musulmanes qui s'ensuivit auront bien profité aux mercenaires de toutes allégeances de même qu'aux sociétés militaires privées. Des volontaires musulmans, aux mercenaires russes, français et américains, cette guerre civile, en plein cœur des Balkans, aura fait le bonheur des soldats de fortune qui y ont trouvé un bon endroit pour exercer leur art.

Ce chapitre portera principalement sur le rôle joué par la firme américaine *Military Professional Resources Incorporated (MPRI)* dans ce conflit. Bien que MPRI ne soit pas la seule grande société militaire privée à avoir bénéficié de lucratifs contrats dans les Balkans, elle est celle qui s'est le plus distinguée. Nous profiterons tout de même de ce chapitre pour parler brièvement de quelques autres sociétés militaires privées, notamment DynCorp qui, elle aussi, a attiré l'attention des médias pour son travail en ex-Yougoslavie.

Cette étude de cas est intéressante pour plusieurs raisons. La première étant que MPRI est une des plus importantes entreprises de conseils militaires au monde et parmi les plus influentes aux États-Unis. Ces quelques pages permettront donc de découvrir cette compagnie, qui affirme être « The greatest corporate

¹ Lanning, *Mercenaries: Soldiers of Fortune, from Ancient Greece to Today's Private Military Companies*, 198.

² Selon un dirigeant de MPRI, cité dans International Consortium of Investigative Journalists. *Winfalls of War. US Contractors in Afghanistan and Iraq*.
<http://www.publicintegrity.org/wow/bio.aspx?act=pro&ddIC=39>.

assemblage of military expertise in the world ».³ Ensuite, le travail fait par MPRI avec l'armée croate a été assez remarquable. En quelques mois, elle a fait, de cette armée en déroute, une force moderne, capable d'appliquer, sur le champ de bataille, les doctrines de l'OTAN.

Ce chapitre, en plus de présenter MPRI, a pour objectif de répondre aux trois questions suivantes :

1. Quel rôle a joué MPRI dans la guerre civile en ex-Yougoslavie ?
2. Quelles leçons peut-on tirer du travail de MPRI dans les Balkans ?
3. L'effet MPRI a-t-il été positif ou négatif ?

MPRI : portrait d'une entreprise-conseil

MPRI, dont le siège social est situé à Alexandria en Virginie, près du Pentagone, a été fondée en 1987 par le major-général Vernon B. Lewis. En juin 2000, MPRI a été achetée par la multinationale L-3 Communication⁴ pour la somme de 40 millions de dollars. Ainsi, puisque L-3 Communication est cotée à la bourse de New York, « now everyone can own a piece of the modern mercenary company ».⁵ Cette société, qui emploie 3000 personnes dans plus de 40 pays, est aujourd'hui gérée par le général à la retraite Carl E. Vuono, ancien chef d'état-major de l'armée américaine. Le reste de l'équipe de direction est composé principalement d'anciens officiers supérieurs des Forces armées américaines qui donnent à MPRI un de ses principaux avantages commerciaux : des contacts au Pentagone et dans différents départements de l'administration américaine. Les

³ Cité dans David Isenberg, *Soldiers of Fortune Ltd. A Profile of Today's Private Sector Corporate Mercenary Firms*, 7.

⁴ Selon le site de la firme L-3 Communication, qui génère un chiffre d'affaires annuel de 9 milliards de dollars, (http://www.l-3com.com/about_l3/general_info/), celle-ci se spécialise dans : « Intelligence, Surveillance and Reconnaissance (ISR) systems, secure communications systems, aircraft modernization, training and government services, guidance and navigation, sensors, scanners, fuzes, data links, propulsion systems, simulators, avionics, electro optics, satellite communications, electrical power equipment, encryption, signal intelligence, antennas and microwave components ».

⁵ Lanning, *Mercenaries: Soldiers of Fortune, from Ancient Greece to Today's Private Military Companies*, 204

liens entre MPRI et ces différents départements sont très étroits, et MPRI cultive bien ses relations et s'assure d'obtenir l'approbation du Département d'État avant d'accepter un contrat à l'étranger.⁶ En 1994, MPRI a refusé un contrat avec le gouvernement de Mobutu, à la demande du Département d'État qui ne voyait pas d'un bon œil la présence d'une SMP américaine dans ce pays.⁷ Ces étroites relations avec l'administration a aussi assuré de nombreux contrats à MPRI, qui bénéficie régulièrement de recommandations auprès de gouvernements étrangers, par exemple la Colombie, la Croatie, la Bosnie et le Nigeria.⁸

En plus de ces importants contacts politiques, MPRI dispose d'une base de données de plus de 12 500 noms lui permettant d'avoir accès à des spécialistes militaires très rapidement pour exécuter ses contrats.⁹ Un rapide coup d'œil sur le site de recrutement de MPRI permet de constater la diversité des expertises demandées et le nombre d'emplois offerts aux anciens militaires de toutes spécialisations.¹⁰

MPRI a su capitaliser sur les coupures de personnel dans les forces armées et la hausse du tempo opérationnel pour offrir ses services au Département de la Défense.

« MPRI was founded on the premise that the retired military community is a national resource [...] Our vision was to apply the extraordinary talents of this in an effort to meet the needs of defense and organizational markets in both the domestic and international arenas. »¹¹

Le premier contrat de l'entreprise avec l'armée américaine visait l'entraînement de soldats réguliers et de réserve sur certains systèmes d'armement,

⁶ *Ibid.*, 198.

⁷ Silverstein, *Private warriors*, 170.

⁸ Singer, *Corporate Warriors*, 121.

⁹ *Ibid.*, 120.

¹⁰ Le site de recrutement de MPRI se trouve à l'adresse suivante :

<http://www.mpri.com/main/careers.html>.

¹¹ Extrait d'un document de MPRI, cité dans Davis, *Fortune's Warriors*, 105.

dont les blindés Bradley.¹² Depuis lors, la liste des contrats obtenus par cette firme est impressionnante et trop longue pour être énumérée dans ces pages. Voici, néanmoins, quelques exemples qui donneront une idée, non seulement de la variété des services offerts par cette entreprise, mais aussi de l'internationalisation croissante de ses activités :

- gestion d'une partie du programme d'entraînement des officiers sur les campus des universités américaines (ROTC);
- soutien au *Army Staff and War College*;
- gestion du *Africa Center for Strategic Studies*;
- participation au *Afghanistan Ministry of Defense Development Program*;
- participation au *Iraq Reconstruction and Assistance Program*;
- formation de la nouvelle armée irakienne;
- contrat avec le ministère de la Défense de Bosnie;
- gestion de centres de simulation au Nigeria et en Bulgarie;
- programme de formation de la Garde nationale du Koweït;
- programme de formation sur les nouveaux équipements pour l'armée taïwanaise;
- soutien logistique au *Africa Contingency Operations Training Assistance*;
- gestion du *Live Fire Training Facility* au Koweït;
- gestion du *General Support Center*;
- gestion du *Laser Marksmanship Training System* (LMTS) utilisé par les forces américaines, leurs alliés et de nombreuses autres agences fédérales;
- gestion du *U.S. Army Training and Doctrine Command* (TRADOC) à Fort Monroe, Virginia; cela comprend l'élaboration et l'application de la doctrine, des concepts et des visions; l'entraînement; l'évaluation des organisations; la collecte et la gestion des données; la préparation d'études et de rapports et la gestion des programmes;
- pour l'*U.S. Army Combined Arms Support Command* (CASCOM): élaboration de la doctrine et des documents de formation, analyse des coûts et de l'efficacité des opérations, développement et gestion des exercices logistiques, élaboration des concepts, études et de la formation au leadership;
- gestion de nombreux systèmes de simulation;
- service d'aide au recrutement pour l'*U.S. Army Recruiting Command* (USAREC).

¹² Lanning, *Mercenaries: Soldiers of Fortune, from Ancient Greece to Today's Private Military Companies*, 197.

Cette courte liste des contrats récents de MPRI est impressionnante et permet de bien saisir l'ampleur de la présence du secteur privé dans la formation des forces armées américaines et internationales. MPRI a même été chargée de rédiger le manuel de doctrine sur la façon dont doivent agir les militaires avec les employés des sociétés militaires privées en zone de combat. Comme le souligne Peter Singer : « In essence, a private company wrote the rules that govern how the U.S. Army would interact and manage such companies. »¹³

Il ne faut pas non plus perdre de vue que MPRI, bien qu'elle soit un des leaders de ce secteur de l'industrie des services militaires privés, n'est qu'une des entreprises américaines offrant ce type de services. Parmi les autres sociétés bien connues, se trouve Vinnell, propriété de Northrop Grumman, qui depuis 1975 est responsable de la formation de la Garde nationale d'Arabie saoudite. Elle a aussi travaillé avec la force aérienne malaisienne et est également présente en Irak, dans le cadre du programme de formation de la nouvelle armée irakienne. La firme américaine DynCorp est aussi présente dans de nombreux pays, dont la Colombie, l'Irak, l'Afghanistan, le Libéria, le Qatar, les Émirats arabes unis, et dans les Balkans (nous reviendrons sur le rôle de DynCorp dans cette région). DynCorp offre, entre autres, des services de formation de policiers en Irak et en Afghanistan, travaille à l'éradication des champs de coca en Amérique du Sud, assure un soutien logistique à la force aérienne américaine dans le golfe Persique et veille à l'entretien des F-18 du Koweït.

Comme le démontre ce bref portrait de MPRI, cette entreprise a bien su profiter des occasions offertes par la fin de la guerre froide et la volonté croissante du gouvernement américain de confier au secteur privé une part grandissante des activités liées à la défense et à la sécurité du pays. Cette croissance rapide et les liens étroits qu'entretient la direction de la compagnie nous obligent toutefois à nous poser des questions sur l'efficacité d'une telle politique de sous-traitance.

¹³ Singer, *Corporate Warriors*, 123-124.

Pour tenter de trouver une réponse à ces questions, nous allons maintenant examiner le rôle joué par MPRI dans les Balkans, au milieu des années 1990.

Quel rôle a joué MPRI dans la guerre civile en ex-Yougoslavie ?

« The stunning transformation of the Croatian forces from a rag-tag rebel faction into a modern all-arms force was due in large part to the splendid job done by MPRI. »¹⁴

Au plus fort de la guerre civile qui a ravagé la Yougoslavie, MPRI a su tirer son épingle du jeu afin d'obtenir de lucratifs contrats qui feront, comme nous le verrons, sa renommée.

Le travail de MPRI dans les Balkans a commencé avec l'envoi de 45 personnes qui avaient pour tâche de surveiller les frontières afin de veiller à l'application des sanctions contre la Serbie, de 1994-1995 jusqu'à la signature des Accords de Dayton, en novembre 1995.¹⁵

En 1994, la société a obtenu un important contrat pour assurer la formation de l'armée croate. Avant de poursuivre l'analyse de ce contrat, il est bon de rappeler que la Croatie avait été la première république à s'être séparée de la Yougoslavie, en 1991, et que, depuis cette sécession, elle avait subi de nombreuses défaites militaires aux mains de l'armée serbe, beaucoup mieux équipée et entraînée. En 1994, l'ONU a réussi à obtenir un cessez-le-feu entre les Croates et les Serbes de la région de Krajina. Les États-Unis souhaitaient s'appuyer sur les Croates et les Bosniaques afin de contrebalancer la puissance serbe et d'obliger la Serbie à signer un accord de paix. Les principaux obstacles au plan américain étaient la piètre qualité des armées croate et bosniaque et l'embargo décrété par l'ONU sur les armes et l'aide militaire, qui empêchait les États-Unis de prêter

¹⁴ Davis, *Fortune's Warriors*, 110.

¹⁵ Smith, « The New Condottieri and US policy: The Privatization of Conflict and Its Implications », 110.

main forte à ses alliés. C'est pourquoi le Pentagone a recommandé la firme MPRI au ministère de la Défense de Croatie.¹⁶

MPRI est arrivée en Croatie, en janvier 1995, avec deux contrats en main. Dans le cadre du premier contrat, la firme américaine devait aider à restructurer le ministère de la Défense croate afin de lui permettre d'augmenter ses capacités stratégiques à long terme.¹⁷ Le deuxième contrat stipulait que MPRI devait assurer « military education and training of staff officers and uncommissioned officers of the Croatian Army »¹⁸. L'objectif de ce deuxième contrat était de moderniser les forces armées croates en vue de les rapprocher des normes occidentales, afin de faciliter l'entrée de la Croatie dans le programme du Partenariat pour la Paix. MPRI a obtenu toutes les autorisations nécessaires du Département d'État américain, conformément aux *International Traffic in Arms Regulations* (ITAR).¹⁹

Peu de temps après l'arrivée de MPRI, au printemps 1995, l'armée croate a lancé l'« opération Éclair » qui a permis de reprendre certaines zones au sud-ouest de Zagreb et en Slovénie occidentale. Puis, en août de la même année, les Croates ont lancé l'« opération Tonnerre » qui, grâce à une série d'offensives ciblées impliquant 100 000 soldats, a permis de reprendre la région de Krajina (20 % du territoire croate), sans trop de difficultés.²⁰ Ainsi, en novembre 1995, les Croates avaient récupéré la presque totalité de leur territoire.

Cette série de victoires a surpris les observateurs militaires de la région. Comment une armée qui, peu de temps avant, était considérée comme inefficace, avait pu défaire si rapidement des forces serbes aguerries. Les tactiques croates étaient étrangement similaires à celles des pays de l'OTAN :

¹⁶ Ce paragraphe est un résumé de la page 125 de Singer, *Corporate Warriors*.

¹⁷ Avant, *The Market for Force*, 102.

¹⁸ *Id.*

¹⁹ Shearer, « Private Armies », 58.

²⁰ Zarate, « The Emergence of a new Dog of War », 104.

« According to observers, the Croat forces used typical American combined-arms tactics, including integrated air, artillery, and infantry movements, as well as maneuver warfare targeted against Serbian command, control, and communication systems. »²¹

Dans une entrevue accordée à la CBC, le lieutenant-général Andrew Leslie, aujourd'hui chef d'état-major de l'Armée canadienne, qui, à l'époque, se trouvait en Croatie, a dit : « That was done by people who really knew what they were doing [...] [I] didn't think the Croats had the expertise. »²²

Ce type d'expertise ne s'acquiert pas seulement dans les livres et c'est pourquoi les regards se sont tournés vers MPRI pour expliquer ces succès militaires croates. Bien que l'entreprise américaine démente formellement avoir joué un quelconque rôle dans ces offensives, il n'en demeure pas moins que la majorité des analystes persistent à croire que même si aucun des employés de MPRI n'a participé activement aux offensives militaires, cette entreprise a joué un rôle dans leur planification.²³ L'« opération Tonnerre » ressemblait trop à la doctrine *Air-Land 2000* de l'armée américaine pour ne pas que les soupçons à l'égard de MPRI ne soient pas, en partie, justifiés. De plus, MPRI aurait conseillé le gouvernement croate sur l'achat de près d'un milliard de dollars d'équipement militaire, au début de l'année 1995.²⁴

« No country moves from having a ragtag militia to having a professional military offensive without some help. The Croats did a good job of coordinating armor, artillery and infantry. That's not something you learn while being instruted about democratic values. »²⁵

²¹ Adams, « The New Mercenaries and the Privatization of Conflict », 110.

²² CBC, « Croatian atrocities being forgotten: Cdn. Officers », 21 Juillet 2003.

http://www.cbc.ca/story/news/national/2003/07/21/croatia_030721.html

²³ Avant, *The Market for Force*, 103; Singer, *Corporate Warriors*, 126-127; Smith, « The New Condottieri and US policy: The Privatization of Conflict and Its Implications », 110; Zarate, « The Emergence of a new Dog of War », 205; Chapleau, *Sociétés militaires privées*, 65.

²⁴ Avant, *The Market for Force*, 103.

²⁵ Un colonel des Marines américains, cité dans Peter Singer, *Corporate Warriors*, 126.

Après le succès de ces deux contrats avec les Croates, MPRI a conclu un contrat avec la Bosnie dans le cadre du Programme *Train and Equip*. L'objectif de ce programme était d'augmenter la capacité de combat des forces bosniaques et de leur fournir de l'équipement militaire américain. La valeur de ce contrat a été estimée à 50 millions de dollars, plus l'apport d'environ 100 millions de dollars pour acheter de l'équipement militaire américain.²⁶ Ce contrat a aussi obtenu la bénédiction de l'administration américaine, qui considérait le travail de MPRI dans la région comme un outil et un substitut à l'application de sa politique étrangère.²⁷ Il est intéressant de noter que la facture a été payée, en grande partie, par des pays musulmans modérés, comme l'Arabie saoudite et le Koweït.²⁸

Quelles leçons peut-on tirer du travail de MPRI dans les Balkans ?

Comme pour le chapitre précédant, nous évaluerons le travail de MPRI en ex-Yougoslavie à la lumière de la grille d'analyse proposée en introduction.

Respect du contrat

Toutes les sources qui ont été consultées lors de la préparation de ce mémoire semblent s'accorder pour dire que MPRI a bien respecté ses contrats avec ses différents clients dans les Balkans.

Coûts

Certains experts militaires croates croient que la formation offerte par MPRI n'était pas vraiment adaptée à l'armée croate et qu'il aurait possible de trouver des alternatives moins chères. De plus, ils soulignent que s'ils n'avaient pas eu possibilité de recourir à des firmes privées, les États-Unis auraient été

²⁶ Singer, *Corporate Warriors*, 128.

²⁷ Eugene Smith, « The New Condottieri and US policy: The Privatization of Conflict and Its Implications », 111.

²⁸ Singer, *Corporate Warriors*, 128.

obligés d'envoyer leurs propres militaires, ce qui aurait été une solution beaucoup plus économique pour le gouvernement de Zagreb.²⁹

Comme le souligne Deborah Avant, aucune étude n'a encore prouvé de façon convaincante que l'externalisation de l'entraînement militaire a permis de faire des économies. De plus, « privatizing military training may weaken the U.S. armed forces' expertise and capacity for engagement. Using private contractors may facilitate implementing the war on terrorism in the short run, but it diminishes investment in public institutions ».³⁰ Et il manque de contrôle sur les contrats qui ont été accordés pour véritablement surveiller le travail des SMP.

Les problèmes soulignés par Deborah Avant sont importants et soulèvent des questions quant aux contrôles effectués par les gouvernements sur les entreprises de services militaires privées. Pour juger des coûts réels des services offerts par les SMP, encore faut-il avoir accès aux documents pertinents, ce qui n'est pas toujours possible puisque ces entreprises, contrairement à des organismes gouvernementaux, ne sont pas soumises aux lois d'accès à l'information. Les liens étroits qu'entretiennent les firmes comme MPRI avec l'administration publique permettent aussi de douter de la transparence des méthodes d'attribution des contrats aux SMP, donc, du fait qu'il y ait une véritable compétition pour l'obtention des contrats.

Deborah Avant n'est pas la seule à souligner ces aspects moins attrayants du recours à la sous-traitance et à l'externalisation des services militaires dans le secteur privé. La grande majorité des livres et articles portant sur le thème de la privatisation de la guerre abordent ces questions. Il serait intéressant que des spécialistes de l'administration publique et de l'attribution des contrats se penchent sur ces importantes questions afin d'y apporter des solutions, qui permettraient d'assurer un meilleur suivi des contrats attribués aux SMP.

²⁹ Cité dans Avant, *The Market for Force*, 109.

³⁰ Deborah Avant, « Privatizing Military Training », *Foreign Policy in Focus* 7 (2002), 2.
<http://www.fpiif.org/pdf/vol17/06ifmiltrain.pdf>

Efficacité militaire

MPRI se défend d'avoir participé directement aux combats en ex-Yougoslavie, mais il est évident que son rôle de conseiller militaire a fait de l'armée croate une force militaire plus efficace et moderne.

« Its performance record demonstrates that with MPRI consulting and training, a nascent army can be transformed from a militia into a modern effective fighting force, much more rapidly than otherwise. »³¹

Conséquences politiques

Il ne fait aucun doute, à la lumière de cette étude de cas, que la présence de MPRI dans les Balkans a influencé l'équilibre des puissances et changé la situation militaire. En quelques mois seulement, MPRI a permis aux Croates de reprendre l'avantage militaire et de vaincre l'armée serbe sur le champ de bataille.

D'ailleurs, de nombreux pays ont critiqué l'approche américaine à l'égard de ce conflit. Les Européens, en particulier, estimaient que le fait de sanctionner le contrat de MPRI avec le gouvernement croate ne faisait que modifier l'équilibre établi dans la région et, qu'à long terme, renforcer certaines parties au conflit ne pouvait qu'envenimer la situation.

Pour le gouvernement croate, ce contrat, puisqu'il prouvait qu'il avait le soutien des États-Unis, a permis de renforcer ses assises.³² De plus, ce contrat a conforté le pouvoir du président Tudjman sur le parlement et les autres instances

³¹ Singer, *Corporate Warriors*, 122.

³² Avant, *The Market for Force*, 106.

du gouvernement croate. De ce fait, les factions croates plus radicales ont vu augmenter leur influence au sein de la société.³³

Pour les États-Unis aussi, le travail de MPRI avec l'armée croate a eu des répercussions positives, comme le souligne justement David Kassebaum :

« The attraction for the United States of allowing private firms to implement its policy goals is clear: the United States can achieve its policy goal virtually cost-free. The firm takes on the responsibility of implementing the policy, while charging its benefactor a fee for its work. »

Comme le démontre cette étude, il n'est pas nécessaire pour une SMP de prendre part directement aux combats pour exercer une influence politique. L'expertise militaire dont a pu bénéficier l'armée croate a eu d'importantes conséquences sur la suite du conflit civil qui ravageait la région.

Indicateurs économiques

La fin de la guerre civile a permis aux pays de l'ex-Yougoslavie de reconstruire leurs institutions, infrastructures et économies. La Croatie est maintenant aux portes de l'Union européenne et de l'OTAN. MPRI a peu, sinon rien, à voir avec la croissance économique du pays. Le travail demandé à MPRI dans ce pays des Balkans était de moderniser les forces armées, ce qu'elle a fait.

Nous pouvons donc conclure que ce critère d'évaluation n'est pas pertinent dans le cadre de cette étude de cas.

Respect des Droits de la personne

Le succès des offensives militaires croates ne doit pas faire oublier qu'elles ont fait plus de 120 000 réfugiés serbes.³⁴ Selon un rapport d'Amnesty

³³ *Ibid.*, 110.

International, les forces croates auraient tué, violé et torturé des milliers de civils serbes.³⁵ Les employés de MPRI ne se sont pas livrés à ces atrocités, mais «the fact that MPRI's initial training was followed by human rights violations [in Croatia], raises serious questions about the effectiveness of the human rights component of the training offered by MPRI ».³⁶ Selon une source du journaliste Ken Silverstein : « At the first sign that the Human Rights stuff in the classroom curriculum was making the students edgy, they deep-sixed it. »³⁷

Ce triste épisode doit faire réfléchir sur la responsabilité des gestes perpétrés par les clients des SMP. Les SMP doivent-elles être tenues en partie responsables des actes criminels de leurs clients ? Ont-elles le devoir de les signaler aux autorités compétentes ? Comment peut-on s'assurer du rôle joué par les SMP en zone de guerre ? Quels tribunaux sont chargés de faire appliquer les lois nationales et internationales lorsque celles-ci ne sont pas respectées ?

Pour mieux illustrer les conséquences de ce flou juridique, il est intéressant d'étudier le cas de la firme américaine DynCorp qui, en 2000, avait comme contrat d'assurer le soutien logistique des opérations de l'OTAN, à l'instigation du gouvernement américain. Sept des employés de la compagnie ont été impliqués dans un réseau de prostitution et d'esclavage sexuel, dont une des femmes n'était âgée que de 12 ans. Aussitôt informée, la compagnie a rapatrié les employés en question et ceux-ci n'ont jamais pu être traduits devant les tribunaux pour leurs gestes puisque la loi américaine ne s'applique pas aux crimes commis à l'extérieur du pays. Malgré les crimes commis par ses employés, aucune poursuite n'a été intentée et DynCorp continue de bénéficier d'importants contrats du gouvernement

³⁴ Shearer, « Private Armies », 58.

³⁵ Amnesty International USA, *Unmatched Power, Unmet Principles: The Human Rights Dimensions of US Training of Foreign Military and Police Forces*, mars 2002, 23.
<http://www.amnestvusa.org/stoptorture/mfp.pdf>

³⁶ *Id.*

³⁷ Silverstein, *Private warriors*, 174.

américain.³⁸ Il est aussi intéressant de préciser que les deux employés qui ont révélé à DynCorp les actes commis par leurs collègues ont été licenciés.³⁹

Alternatives mises en place

Quelles alternatives auraient pu être mises en place par la communauté internationale ? Le laisser-faire ? Une intervention militaire plus musclée ? Ces deux alternatives et bien d'autres étaient possibles, mais il manquait un ingrédient important pour les instaurer : la volonté politique.

Cette étude de cas, comme celle d'*Executive Outcomes*, illustre un aspect primordial de l'étude de la privatisation de la guerre : les SMP existent parce que les États le veulent bien. Elles profitent du vide laissé par les États occidentaux qui ne souhaitent plus s'impliquer directement dans des conflits où leurs intérêts fondamentaux ne sont pas menacés. Alors, oui, sans aucun doute, d'autres solutions auraient pu être mises en place, mais le gouvernement américain a jugé préférable de faire appel au secteur privé pour s'ingérer dans ce conflit.

L'effet MPRI a-t-il été positif ou négatif ?

Il ne semble faire aucun doute que, pour la Croatie, la présence de MPRI a été très positive. Elle lui a permis, comme l'a démontré cette étude de cas, de reprendre l'initiative et de défaire l'armée serbe dans une série d'offensives militaires percutantes. Les États-Unis semblent aussi avoir profité du travail de MPRI dans les Balkans et de la privatisation de son aide militaire internationale :

« For the Pentagon, the privatization of military training is a win-win situation. In addition to providing plausible deniability about overseas entanglements, it allows Washington to shed military personnel while simultaneously

³⁸ Holmqvist, « Private Security Companies: The Case for Regulation », 27.

³⁹ International Consortium of Investigative Journalists, *Winfalls of War. US Contractors in Afghanistan and Iraq*. <http://www.publicintegrity.org/wow/bio.aspx?act=pro&ddIC=17>

retaining the capacity to influence and direct huge missions. »⁴⁰

Dans une perspective plus macro, il serait bon de savoir si la présence de MPRI a eu un effet positif sur la résolution globale de la crise yougoslave. Cette question devra être débattue par des spécialistes du sujet, mais quoi qu'il en soit, la présence de MPRI a permis de déboucher sur les Accords de Dayton qui mirent fins aux combats qui ravageaient l'ex-Yougoslavie.

La privatisation de la formation militaire est-elle la voie de l'avenir pour les États-Unis et les autres pays occidentaux qui, comme le Canada (Programme d'aide à l'instruction militaire), y voit un :

« Instrument clé de la diplomatie étrangère et de la diplomatie de défense du Canada. Il concourt directement à la mission du ministère de la Défense nationale (MDN) en contribuant à la promotion des intérêts et des valeurs du Canada à l'étranger et à la paix et à la sécurité dans le monde. »⁴¹

Dans un contexte où les armées nationales ont de la difficulté à répondre aux différents engagements militaires pris par leur gouvernement, la sous-traitance de la formation des armées des pays en voie de développement et même de sa propre armée semble présenter des avantages indéniables. Il est toutefois important de noter que le Canada n'a pas encore eu recours au secteur privé pour son Programme d'aide à l'instruction militaire, mais compte tenu des pressions qu'exercent son déploiement croissant en Afghanistan, je suggère simplement que cette piste de solution pourrait être envisagée. D'ailleurs, il n'y a pas que les États-Unis qui ont commencé à sous-traiter la formation de leurs soldats. Le Canada aussi, comme nous le verrons en conclusion, a confié au secteur privé une partie de

⁴⁰ Silverstein, *Private warriors*, 166-167.

⁴¹ Ministère de la Défense du Canada, « Direction du Programme d'aide à l'instruction militaire (DPAIM) ». http://www.forces.gc.ca/admpol/fra/defence/mtap_bg_f.htm

la formation de ses aviateurs et de ses forces spéciales. Mais la sous-traitance de cette fonction militaire est-elle une alternative viable et efficace à long terme ?

Deborah Avant résume bien le dilemme qui attend les responsables gouvernementaux et sur lequel il est nécessaire de réfléchir avant de poursuivre avec plus de vigueur la sous-traitance de la formation des armées.

« In sum, policymakers need to evaluate the economic and political implications of privatizing military training before the U.S. proceeds further down this path. If they decide that private firms are to play a role in training security forces, Congress and the administration should work at both the international and domestic level to ensure that PMC practices are regulated to comply with international law and human rights norms. »⁴²

⁴² Avant, « Privatizing Military Training », 3.

CHAPITRE 4 – KBR ET LE LABORATOIRE IRAKIEN

« Iraq is the largest private military market in modern history and also a testing ground for just how far the outsourcing trend will play out for the U.S. military. »¹

Ils protègent les administrateurs américains, les convois et les installations pétrolifères. Ils assurent l'approvisionnement logistique des camps militaires et pèlent les pommes de terre et les carottes. Ils sont responsables de l'entraînement de la nouvelle armée irakienne, de l'entretien des hélicoptères et avions de la force aérienne de même que de certains des systèmes d'armement les plus complexes. Les employés des sociétés militaires privées sont omniprésents en Irak dans ce qu'un auteur appelle « l'eldorado des mercenaires ».²

Ils seraient entre 30 000 et 50 000 « *contractors* » au pays des deux fleuves³, dont environ 6000 non-Irakiens qui effectueraient des tâches tactiques armées.⁴ Il s'agit du deuxième contingent en importance de la coalition alliée après les militaires américains.⁵ Les sociétés militaires privées actuellement en Irak sont une des composantes essentielles de l'effort de guerre américain. Sans l'apport de ces civils, les États-Unis pourraient difficilement poursuivre leurs opérations dans le cadre de la « *Global War on Terror* ». Les pressions seraient trop fortes sur l'ensemble de la structure militaire, en particulier, sur les unités de réserve et la Garde nationale.

L'Irak a non seulement donné lieu au plus grand rassemblement de sociétés militaires privées, mais c'est par cette guerre que les médias ont véritablement

¹ Peter W. Singer, « Outsourcing the War », *Salon.com*, 16 avril 2004.
<http://www.brookings.edu/views/articles/fellows/singer20040416.htm>

² Champleau, *Les mercenaires. De l'Antiquité à nos jours*, 116.

³ Les chiffres varient selon les auteurs.

⁴ Peter W. Singer, « Outsourcing War », *Foreign Affairs* 84 (2005).
<http://www.brookings.edu/views/articles/fellows/singer20050301.htm>

⁵ Peter W. Singer, « The Private military industry and Iraq: What have we learned and where to next? », (note de recherche) Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (2004), 4.

commencé à s'intéresser sérieusement au phénomène de la privatisation du secteur militaire. Les compagnies comme Halliburton, KBR, Blackwater, Dyncorp, CACI, Titan Corp sont maintenant des noms bien connus du grand public. Toutes ces compagnies ont fait la manchette depuis que le président Bush a déclaré la fin des principaux combats en Irak. Pour la majorité de ces compagnies, cette attention médiatique a surtout été négative. Halliburton, la plus médiatisée de ces entreprises, a été accusée à plusieurs reprises d'avoir facturer ses services trop cher au gouvernement. La firme Blackwater, une des entreprises ayant su le mieux profiter de la hausse de la demande de services de sécurité depuis le 11 septembre 2001, a perdu plusieurs de ses employés en Irak à la suite d'attaques d'insurgés. Le cas le plus connu remonte à avril 2004, lorsque quatre des employés de cette compagnie du sud des États-Unis ont été tués dans une embuscade, à Falloujah. Les photos des corps mutilés et calcinés de ces hommes pendus à un pont ont fait le tour du monde. De leur côté, CACI et Titan Corp. ont été impliqués dans le scandale de la prison d'Abou Ghraib. Leurs employés étaient embauchés comme interrogateurs et traducteurs et auraient participé aux séances de torture des prisonniers.

Malheureusement, il est impossible dans le cadre de ce mémoire, d'étudier en détail le rôle joué par les quelque 60 sociétés militaires privées actuellement en Irak. Cela dit, un tel travail serait très pertinent et mériterait bien, à lui seul, un mémoire de maîtrise ou même une thèse de doctorat. L'Irak est un immense laboratoire pour l'emploi du secteur privé dans la reconstruction d'un pays ravagé par des décennies de dictature et de guerre. J'ai choisi de concentrer mes efforts sur le travail de KBR, une filiale de la multinationale américaine Halliburton. Ce choix s'explique assez facilement. Premièrement, elle bénéficie des contrats les plus lucratifs. En conséquence, elle est la plus médiatisée de toutes les sociétés militaires privées. De plus, KBR œuvre dans le secteur de la logistique (société de type 3, selon le modèle de Peter W. Singer présenté dans le chapitre 1). Ainsi, cette dernière étude cas permettra de compléter le tour d'horizon de l'industrie des services militaires privés.

Ce chapitre sera divisé en trois sections. La première section sera consacrée à un bref historique de KBR. Elle permettra de comprendre comment cette entreprise, fondée en 1919, est devenue au fil des ans un des plus importants bénéficiaires de contrats gouvernementaux aux États-Unis. La deuxième section du chapitre portera sur le travail fait par KBR dans le cadre de la guerre en Irak. Dans la section suivante nous tracerons le bilan du travail de KBR et des répercussions de ce travail sur l'effort de guerre américain et la reconstruction de l'Irak.

Halliburton et KBR : pétrole, guerre et profits⁶

La compagnie Halliburton est née en 1919 en Oklahoma. La croissance de cette entreprise est due à sa capacité d'innover dans le domaine du génie civil et de l'extraction du pétrole. Parmi les faits d'armes de la compagnie fondée par Erle Palmer Halliburton, on retrouve la construction de la première plate-forme de forage en mer, la construction de la base navale de Corpus Christi, au Texas, et d'une série de navires pour la marine au cours de la Deuxième Guerre mondiale, l'invention du système de piégeage de dioxyde de carbone qui a sauvé la vie de l'équipage d'Apollo 13 et l'extinction de plus de 300 feux de puits pétroliers après la première guerre du Golfe. Halliburton est un des principaux acteurs du secteur pétrolier depuis plusieurs décennies. En 1957, la firme avait déjà des bureaux dans 20 pays.⁷

Brown & Root a été fondée par George et Herman Brown et leur beau-frère, Dan Root, la même année qu'Halliburton et a fait sa marque dans la construction de routes, la collecte des ordures et la construction d'importants barrages au Texas. Dès ses débuts, la compagnie a su cultiver de très étroites

⁶ Ce court résumé de l'histoire d'Halliburton et KBR est tiré, sauf indications contraires, du livre de Dan Briody, *The Halliburton Agenda. The Politics of Oil and Money* (Hoboken, NJ : John Wiley and Sons, 2004).

⁷ Singer, *Corporate Warriors*, 137.

relations avec d'influents politiciens, dont le futur président des États-Unis, Lyndon B. Johnson, qui lui ont permis de survivre à la Crise de 1929. En fait, Brown & Root est passée maître dans l'art d'exploiter ses contacts politiques pour l'obtention de lucratifs contrats. La Deuxième Guerre mondiale et la guerre du Vietnam auront été bénéfiques pour la compagnie qui a diversifié ses activités.

Halliburton achète Brown and Root en 1962. L'acquisition des firmes Dresser Industries et M.W. Kellogg, dans les années 80, permet aussi à Halliburton d'accroître son expertise et ses capacités techniques. Cette expertise et des contacts politiques permettront à la multinationale de prospérer.

Un autre moment important de l'histoire de la compagnie est l'embauche au poste de président directeur général (CEO), en 1995, de Dick Cheney, ancien secrétaire de la Défense des États-Unis et futur vice-président du pays. Au cours de ses cinq années à la tête de la multinationale, Dick Cheney a aidé Halliburton à multiplier ses prêts et contrats gouvernementaux.

KBR a bien profité de la fin de la guerre froide pour étendre ses activités. Elle a soutenu les opérations de l'ONU au Rwanda et en Haïti.⁸ De plus, elle a déployé, au cours des dernières années, ses employés en Afghanistan, en Albanie, en Bosnie, en Croatie, en Grèce, en Hongrie, en Italie, au Kosovo, au Koweït, en Macédoine, en Arabie saoudite, en Somalie, en Turquie, en Ouzbékistan et au Zaïre.⁹

Comme pour de nombreuses sociétés œuvrant dans le secteur de la sécurité et de la défense, la lutte au terrorisme, entreprise par le gouvernement américain après les attentats du 11 septembre, aura bien profité à la firme texane. Elle a construit les camps de détention à Guantanamo, la base militaire américaine de

⁸ Avant, *The Market for Force*, 149.

⁹ Singer, *Corporate Warriors*, 136.

Bagram, en Afghanistan, et elle a surtout profité (et continue de le faire) de la guerre en Irak.¹⁰

Cette croissance fabuleuse et les troublants liens politiques d'Halliburton ont attiré sur la multinationale l'attention des médias et de nombreux critiques. Halliburton est, fort probablement, la compagnie la plus observée au monde. Un site Internet, www.halliburtonwatch.com, est consacré à la surveillance des activités de la firme et rapporte la moindre accusation formulée à son égard. On a, par exemple, reproché à la multinationale d'avoir versé des pots-de-vin pour obtenir un contrat au Nigeria et d'avoir fourni de l'aide militaire aux Tutsis de l'armée rwandaise.¹¹ Elle a aussi été accusée d'avoir travaillé, par l'entremise de filiales enregistrées dans des paradis fiscaux, pour des États parias (*Rogue States*), tels que la Libye, l'Iran, l'Irak et la Birmanie, malgré les interdictions du gouvernement américain. Plus récemment, la compagnie s'est retrouvée au centre d'une controverse, à la suite d'allégations voulant qu'elle ait facturé à prix exorbitant certains de ses services en Irak. En somme, Halliburton est accusée de profiter de la guerre (*war profiteering*), au détriment des contribuables et des intérêts nationaux américains.

L'histoire d'Halliburton et de KBR est fascinante. Comme le souligne Dan Briody, cette histoire dépasse largement le seul cadre de cette entreprise :

« Yet the story of Halliburton, and more accurately KBR, is more than just a tale of the confluence of business and politics in America. It is also the story of how government contracting and outsourcing has evolved over the past 100 years, and how the military came to advocate the privatization trend. »¹²

La suite de ce chapitre permettra de mieux comprendre le rôle d'Halliburton et des autres sociétés militaires privées dans le conflit irakien. Il sera, par la suite, plus facile de juger du bien-fondé des accusations qui ont été

¹⁰ Christopher Spearin, « American hegemony incorporated: the importance and implications of military contractors in Iraq », *Contemporary Security Policy* 24 (2003), 33.

¹¹ Chapleau, *Sociétés militaires privées*, 110.

¹² Briody, *The Halliburton Agenda*, x.

portées et des conséquences réelles de l'omniprésence de cette multinationale sur les théâtres opérationnels américains.

L'Irak, eldorado des sociétés militaires privées

Comme le rapportent régulièrement les médias, il est très lucratif de travailler en Irak. Pour les entreprises, les contrats sont de l'ordre de dizaines de millions de dollars américains : 287 millions de dollars en 2003-2004 pour détruire les anciens stocks de munitions de l'armée irakienne; 8 millions de dollars à Vinnel pour entraîner les premiers soldats de la nouvelle armée irakienne; 40 millions à Erynis pour la protection des champs pétroliers; 21 millions à Blackwater pour protéger Paul Bremer, etc.¹³ Ces quelques exemples, parmi tant d'autres, illustrent bien l'incroyable marché qu'est l'Irak pour les SMP. Pour les employés des entreprises militaires privées, l'Irak est aussi un marché lucratif ; en effet, ceux-ci gagneraient de 500 \$ à 1 000 \$ par jour.

De toutes les entreprises ayant pignon sur rue en Irak, la plus importante est KBR qui, depuis 2002, a reçu 14,5 milliards de dollars de l'Armée américaine pour son travail de soutien logistique. Pour la seule année 2005, KBR a présenté des factures totalisant 7,3 milliards de dollars.¹⁴

KBR bénéficie de plusieurs contrats en Irak. Les deux plus importants sont le *Restore Iraqi Oil*, d'une valeur d'environ 1,2 milliard de dollars, en vertu duquel KBR doit réparer les installations de l'industrie pétrolières du sud du pays. Le deuxième contrat, que nous étudierons plus à fond, est le LOGCAP.

KBR a su profiter des politiques du gouvernement américain favorisant la sous-traitance au secteur privé. Dès 1983, le gouvernement publiait le *Circular A-76* obligeant les différents départements, dont le Département de la Défense (sauf

¹³ Chapleau, *Les mercenaires. De l'Antiquité à nos jours*, 117.

¹⁴ Griff Witte, « Army to End Expensive. Exclusive Halliburton Deal Logistics Contract to Be Open for Bidding », *Washington Post*, 12 juillet 2006, A01.

en temps de guerre), à exploiter les possibilités offertes par le secteur privé afin d'assurer que « the American people receive maximum value for their tax dollars.»¹⁵

En 2001, dans le cadre du *Quadrennial Defense Review*, le Département de la Défense a de nouveau souligné l'importance de la sous-traitance des activités des forces armées lorsque celles-ci ne font pas partie des fonctions essentielles du gouvernement.

« Only those functions that must be performed by DoD should be kept by DoD. Any function that can be provided by the private sector is not a core government function. Traditionally, "core" has been very loosely and imprecisely defined and too often used as a way of protecting existing arrangements. Functions not linked to warfighting and best performed by the private sector. In these areas, DoD will seek to privatize or outsource entire functions or define new mechanisms for partnerships with private firms or other public agencies.»¹⁶

Toutefois, le « moment » le plus lucratif pour KBR a, sans aucun doute, été la mise sur pied, en 1992, du *Logistics Civilian Augmentation Program* (LOGCAP). Ce programme a pour objectif :

« to preplan for the use of civilian contractors to **perform selected services in wartime to augment Army forces**. Utilization of **civilian contractors in a theater of operation** will release military units for other missions or fill shortfalls. This provides the Army with an additional means to adequately support the current and programmed force. »¹⁷

Ce programme permet donc aux forces armées de bénéficier de l'expertise du secteur privé et, par le fait même, de libérer des soldats pour des tâches

¹⁵ United States Office of Management and Budget, « Circular no. A-76 revised », 29 mai 2003.
http://www.whitehouse.gov/omb/circulars/a076/a76_incl_tech_correction.html

¹⁶ Department of Defense of the United States, *Quadrennial Defense Review 2001*.
<http://www.defenselink.mil/pubs/qdr2001.pdf>

¹⁷ Department of the Army, *Logistics Civilian Augmentation Program (LOGCAP)*. Army Regulation 700-137, 1985.
http://www.army.mil/usapa/epubs/pdfs/r700_137.pdf#search=%22AR%20700-137%22

directement liées au combat. Dans le cadre de ce contrat, l'Armée américaine désigne une entreprise capable de fournir un soutien logistique 24 heures par jour, sept jours par semaine à 72 heures de préavis. Ainsi l'armée bénéficie de plus de souplesse dans la planification de ses opérations puisqu'elle travaille avec une SMP capable de se déployer très rapidement et avec laquelle des exercices de planification ont déjà été faits. Le LOGCAP en est à sa troisième version et devrait être remplacé par un LOGCAP IV en 2009. Seulement deux compagnies ont obtenu ce contrat, soit KBR (1992-1996 et 2002-) et DynCorp (1997-2001). Compte tenu de l'ampleur du travail exigé dans le cadre du LOGCAP, très peu de compagnies sont en mesure de se prévaloir de ce contrat.

Ce contrat est de type « *indefinite delivery, indefinite quantity cost-plus-award-fee contract* », c'est-à-dire qu'il ne spécifie pas, à la base, le type ou la quantité exacte de services à livrer ni le coût total. L'entreprise qui obtient le contrat LOGCAP doit fournir des services selon les besoins des forces armées, en retour de quoi elle est payée pour la totalité des dépenses effectuées, plus un pourcentage (généralement 1% du total des sommes dépensées). Ce type de contrat est essentiel, compte tenu de la nature changeante et immédiate des besoins d'une force armée comme celle des États-Unis. Cela explique pourquoi, dans le cadre d'une opération militaire d'envergure comme celle de l'Irak, les sommes payées à KBR sont astronomiques et les profits très intéressants.

Dans le cadre de ce contrat, KBR doit assurer le soutien logistique de toute l'armée américaine, partout dans le monde. En plus des bases en Irak, KBR apporte aussi son soutien aux bases américaines en Afghanistan, à Djibouti, en Géorgie, en Jordanie, au Koweït et en Ouzbékistan.

Le contrat LOGCAP stipule que KBR doit être en mesure d'assurer une grande variété de tâches. Les plus importantes sont : ¹⁸

¹⁸ Karen E. LeDoux, « LOGCAP 101: An Operational Planner's Guide », *Army Logistician* 37 (2005).
<http://www.almc.army.mil/alog/issues/MayJun05/logcap.html>

| Opérations d'approvisionnement | Services d'exploitation | Autres opérations et services |
|--|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Nourriture et eau • Organisation des équipements et du matériel administratif • Matériaux de construction • Munitions • Matériel médical | <ul style="list-style-type: none"> • Buanderie et douches • Vêtements de rechange • Réparation des vêtements • Services de nourriture • Affaires mortuaires • Service d'hygiène publique • Cantonnement • Gestion des installations • Moral, bien-être et divertissement des troupes • Gestion de l'information • Soutien du personnel | <ul style="list-style-type: none"> • Maintenance • Transport • Services médicaux • Ingénierie et construction • Transmissions et signaux • Génération et distribution électrique • Fonctionnement du <i>Standard Army Management Information System</i> • Sécurité physique des lieux |

Ce tableau permet de comprendre l'ampleur du travail de KBR. La multinationale emploie environ 24 000 personnes et sous-traitants pour assurer le bon fonctionnement de ces opérations en Irak. Voici quelques chiffres qui illustrent bien les défis associés à l'approvisionnement d'une armée en zone de guerre, dans le milieu du désert. Ces chiffres s'appliquent aux opérations de novembre 2002 à mai 2005.¹⁹ Au cours de cette période, KBR a :

- lavé 6,2 millions de sacs de buanderie ;
- produit plus d'un 3.8 milliards de gallons d'eau potable ;
- transporté plus de 1,1 milliard de litres d'essence ;
- parcouru plus de 80 millions de kilomètres sur les routes irakiennes (environ 900 camions sur la route, tous les jours).

La majorité des employés de KBR habitent les bases militaires où ils veillent au bien-être des soldats américains. Toutefois, il est important de souligner le

¹⁹ *Id.*

travail des conducteurs de camions qui, jour après jour, doivent sillonner les dangereuses routes irakiennes afin d'assurer l'approvisionnement des bases militaires.²⁰

Quelles leçons peut-on tirer de cette étude de cas ?

Quelle évaluation peut-on faire de cette présence massive de SMP en Irak et, plus particulièrement, du travail de KBR ? Pour répondre à cette question, nous allons reprendre la grille d'analyse utilisée dans les chapitres précédents.

Respect du contrat

Il semble que très peu de sociétés militaires privées n'aient pas respecté leur contrat ou aient décidé de quitter le pays pour des raisons de sécurité.²¹ Pour ce qui est de KBR, à l'exception des accusations d'avoir pratiqué des tarifs exorbitants, elle a respecté les clauses de son contrat.

Le problème ne semble pas être le respect du contrat liant les SMP à leurs clients, mais plutôt les contrats liant les SMP à leurs employés. Il y a présentement, devant les tribunaux américains, quelques familles d'employés décédés qui poursuivent les SMP concernées sous prétexte que celles-ci n'auraient pas pris tous les moyens pour les protéger (mauvais véhicules, vestes pare-balles de mauvaise qualité, nombre insuffisant d'employés pour une mission dangereuse, etc.) comme le stipulaient les contrats d'embauche.

Coûts

²⁰ Pour plus de détails sur ces chauffeurs de camions et les risques qu'ils courent, veuillez consulter : Gerald Schumacher, *A Bloody Business. America's War Zone Contractors and the Occupation of Iraq* (St-Paul, MN: Zenith Press, 2006).

²¹ David Isenberg, *A Fistful of Contractors: The Case for a Pragmatic Assessment of Private Military Companies in Iraq* (Washington D.C.: BASIC Research Report 4, 2004), 10.

De toutes les questions entourant le recours aux SMP en Irak, la plus litigieuse est celle des coûts. Comme on l'a déjà mentionné, la firme KBR a été régulièrement citée pour avoir présenté des factures gonflées au gouvernement ou pour avoir facturé des services qu'elle n'aurait pas fournis. Elle n'est d'ailleurs pas la seule dans cette situation. La firme Custer Battles a été reconnue coupable de fraude, d'un montant de trois millions de dollars, en mars 2006.²²

Ces accusations de fraude ont remis au goût du jour le débat sur les coûts réels de l'utilisation des SMP. Comme le souligne Deborah Avant :

« The Iraqi experience suggests that PSCs are sometimes more expensive than military forces, particularly for some kinds of tasks and in dangerous settings. Indeed, the rationale for individual decisions to privatize by the US armed forces rarely has anything to do with cost savings. Instead, PSCs are a tool with which the US can do more without formally increasing the size of its force. »²³

Parmi les facteurs qui favoriseraient les fraudes, se trouve le manque de supervision de la part du gouvernement et des forces armées. Un rapport du *Government Accountability Office* mentionne qu'il est du devoir des instances gouvernementales et de l'Armée de mieux assurer le suivi des coûts de la sous-traitance afin d'éviter les abus. Ce rapport portant sur le travail de KBR dans les Balkans stipule :

« Nevertheless, the Army should have done more to control costs... For example, it allowed the contractor to provide 100-percent redundancy (i.e. backup) in power generation for all the U.S. facilities in Kosovo, although only critical operations such as the command center and the hospital require uninterrupted power.... While the Army is satisfied with the overall responsiveness and quality of BRS' work, the number of instances we identified suggests that cost was not given sufficient attention in decision-making until recently. Further, misunderstandings about the roles of the government and the contractor have limited the government's oversight of the

²² Center for Media and Democracy, « Source Watch: Custer Battles ». http://www.sourcewatch.org/index.php?title=Custer_Battles

²³ Deborah Avant, « Private Security Companies », *New Political Economy* 10 (2005), 127.

contract. Incomplete understanding of the government's authority and responsibilities under this type of contract, coupled with limited training and a lack of continuity among contract administration personnel, has led personnel to simply accept existing practices rather than question them, even though some services may have appeared to be provided at unnecessarily high levels. As a result, DOD may be incurring higher costs than necessary. »²⁴

En ce qui concerne son travail en Irak, KBR aurait, selon le *Wall Street Journal*, fait payer 16 millions de dollars pour des repas qu'elle n'aurait jamais servis.²⁵ Elle aurait aussi, dans certains cas, demandé jusqu'à un dollar de plus, par gallon, pour la livraison de carburant.²⁶ En tout, selon un récent article du *Washington Post* : « Government audits turned up more than \$1 billion in questionable costs. Whistle-blowers told how the company charged \$45 per case of soda, double-billed on meals and allowed troops to bathe in contaminated water. »²⁷ Il y aussi eu de nombreux rapports de problèmes de salubrité dans les cuisines et de mauvaise qualité de la nourriture.²⁸

Toutefois, selon William Trautner, directeur des opérations de l'Armée du programme LOGCAP, toutes ces accusations ne sont pas fondées et n'ont jamais été prouvées. KBR aurait toujours justifié ses dépenses.²⁹

Quoi qu'il en soit, l'Irak demeure un marché profitable pour les SMP puisque la situation politique ne semble pas s'améliorer. De ce fait, les entreprises affectées aux tâches de reconstruction des infrastructures devront continuer à payer des services de sécurité. Ces services accaparent d'ailleurs de 10 % à 15 % des

²⁴ United States General Accounting Office, *Contingency Operations. Army Should Do More to Control Contract Cost in the Balkan*, 2000. <http://www.gao.gov/archive/2000/ns00225.pdf>

²⁵ Pratap Chatterjee, *Iraq, Inc.: A Profitable Occupation* (New York: Seven Stories Press, 2004), 23.

²⁶ *Ibid.*, 53.

²⁷ Griff Witte, « Army to End Expansive, Exclusive Halliburton Deal Logistics Contract to Be Open for Bidding », A01.

²⁸ Chatterjee, *Iraq, Inc.*, 21.

²⁹ Propos tenus lors d'une vidéoconférence à laquelle j'ai assisté le 17 août 2006, au Consulat des États-Unis, à Montréal.

budgets alloués à la reconstruction.³⁰ De plus, à l'approche des élections de mi-mandat et de la prochaine campagne présidentielle, il est peu probable que le gouvernement décide de déployer plus de soldats en Irak. Les SMP continueront donc à jouer un rôle important sur le terrain.

Efficacité militaire

Autre question importante : les SMP facilitent-elles réellement les opérations militaires ? Dans le cas de KBR, il semble que la multinationale soit indispensable aux opérations militaires américaines. Les coûts politiques pour remplacer tous les civils assurant la logistique de la machine de guerre seraient trop élevés pour être envisagés à brève échéance.

Il est aussi important de soulever la question de la cohabitation entre les soldats nationaux et les employés des sociétés militaires privées.³¹ Il y a eu certains conflits entre militaires américains et employés de SMP, comme il y a eu de nombreux cas de collaboration étroite, comme en témoignent les photos et vidéos disponibles sur Internet montrant deux soldats et des « *contractors* » se battant côte à côte. Dans certains cas, des employés expérimentés de SMP seraient même venus au secours de soldats américains en difficulté.³²

Il n'en demeure pas moins qu'un des problèmes majeurs de cette cohabitation est la coordination de toutes les sociétés militaires privées et des militaires. La firme Aegis a obtenu un contrat de plus de 250 millions de dollars pour tenter de coordonner les activités des différentes SMP. Certaines des plus importantes SMP se sont aussi regroupées en association, la *Private Security*

³⁰ Nils Rosemann, « Privatized War and Corporate Impunity », *Peace Review: A Journal of Social Justice* 17 (2005), 278.

³¹ Gérard Chaliand, « Les sociétés militaires privées, deuxième force d'occupation en Irak » dans Olivier Hubac, dir., *Mercenaires et polices privées : la privatisation de la violence armée*, 47.

³² Isenberg, *A Fistful of Contractors*, 22.

*Company Association of Iraq*³³, afin de faciliter la collaboration et de définir des règles de fonctionnement. Malgré ces efforts, le *Government Accountability Office* a relevé un manque de communication et de coordination entre les militaires et les SMP :

« Coordination between the U.S. military and private security providers still needs improvement. First, private security providers continue to enter the battle space without coordinating with the U.S. military, putting both the military and security providers at a greater risk for injury. Second, U.S. military units are not trained, prior to deployment, on the operating procedures of private security providers in Iraq and the role of the Reconstruction Operations Center, which is to coordinate military-provider interactions. While DOD agreed with our prior recommendation to establish a predeployment training program to help address the coordination issue, no action has been taken.»³⁴

La décision d'employer une SMP pour coordonner et superviser le travail d'autres SMP est douteuse. Le gouvernement aurait peut-être dû confier cette tâche à ses soldats ou à des employés gouvernementaux. Le secteur privé est-il vraiment mieux placé pour superviser le secteur privé ?

La question de la qualité des employés des SMP se pose aussi, comme le résume bien Peter Singer :

« Many soldiers and analysts express admiration for the professionalism of and the difficult jobs carried out by firms such as Blackwater and others. But all realize that not every firm can be the best and that, at the lower end of the market space, some are barely competent, if that. This has become a particular concern in what executives term the Iraqi "gold rush." The firms in Iraq range from well-established firms with thousands of years of collective experience in war zones, to start-ups that did not exist before the war. »³⁵

³³ Site Internet de la *Private Security Company Association of Iraq* : <http://www.psc.ai.org/>

³⁴ United States Government Accountability Office. *Actions Still Needed to Improve the Use of Private Security Providers*, 13 juin 2006 <http://www.gao.gov/htext/d06865t.html>

³⁵ Singer, « Outsourcing the War »; Champleau, *Les mercenaires. De l'Antiquité à nos jours*, 118-119.

Les SMP ont subi de lourdes pertes depuis le début de la guerre en Irak, ce qui témoigne des risques pris par leurs employés. Selon un document interne de KBR datant de mars 2005, 60 de leurs employés seraient morts et 250 auraient été blessés en Irak.³⁶ Au total, près de 350 « *contractors* » seraient morts en Irak.³⁷ D'un point de vue politique, ces morts sont beaucoup moins embarrassants pour le gouvernement américain que la mort de soldats. Voilà un autre avantage de l'utilisation de SMP. « Moreover, sending private contractors working for profit, of their own choice, does not require the same level of political mobilisation as sending national troops, serving their country. In that sense it is politically less costly to deploy contractors. »³⁸

De plus, les salaires élevés offerts par les SMP attirent de nombreux militaires, notamment des membres des forces spéciales, ce qui exerce une énorme pression sur les armées nationales qui doivent tenter de retenir ces soldats dont la formation, dans certains cas, a coûté plus d'un million de dollars. À long terme, la recrudescence de l'industrie militaire privée pourrait avoir des effets négatifs sur les forces armées de pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et même le Canada, si celles-ci n'arrivent plus à garder leurs meilleurs éléments.³⁹

Conséquences politiques

Les SMP ont-elles un impact sur l'évolution politique de l'Irak ? Selon Nils Rosemann, la présence de milliers de « *contractors* » ne fait qu'aggraver la situation puisque les employés des sociétés militaires privées sont considérés

³⁶ David W. Swindle, « KBR », communication présentée à la 21st National Logistics Conference and Exhibition, Miami, 28 février au 3 mars 2005.
<http://www.dtic.mil/ndia/2005logistics/thursday/swindle.pdf#search=%2260%20fatalities%20%26%20250%2B%20hostile%20injuries%22>

³⁷ Site Internet: Iraq Coalition Casualties Count <http://icasualties.org/oif/Civ.aspx>

³⁸ Avant, « Private Security Companies », 126.

³⁹ Isenberg, *A Fistful of Contractors*, 8.

comme des symboles omniprésents de l'occupation américaine.⁴⁰ De plus, l'omniprésence de ces compagnies aurait pour effet de réduire l'écart entre les activités civiles et militaires, rendant ainsi le travail humanitaire plus difficile et dangereux.⁴¹

De plus, les SMP par leur contribution importante aux partis politiques électoraux américains, plus particulièrement au Parti républicain, tentent aussi d'influencer en leur faveur la politique américaine.⁴² À elle seule, depuis 2002, Halliburton aurait donné près de 600 000 dollars à la caisse électorale républicaine.⁴³ Il est vrai, toutefois, que l'industrie des services militaires privés n'est pas la seule à contribuer ainsi aux caisses électORALES.

Indicateurs économiques

La situation politique actuelle rend le développement économique de l'Irak assez difficile. La tâche des SMP n'est pas de sécuriser le pays, mais de protéger leurs clients, d'assurer le ravitaillement des troupes, le fonctionnement des systèmes d'armements, la formation de la nouvelle armée et d'une force policière, etc.

Des 24 000 employés d'Halliburton en Irak, seulement un quart sont des citoyens irakiens.⁴⁴ En fait très peu d'entreprises embauchent massivement de la main-d'œuvre locale. Deux raisons principales expliquent cette situation. La première étant que les Irakiens sont assez réticents à travailler pour des entreprises étrangères, compte tenu des dangers que cela comporte. De leur côté, les firmes

⁴⁰ Rosemann, « Privatized War and Corporate Impunity », 276.

⁴¹ Kjell Bjork et Richard Jones, « Overcoming Dilemmas Created by the 21st Century Mercenaries: conceptualising the use of private security companies in Iraq », *Third World Quarterly* 26 (2005), 777-796.

⁴² Rosemann, « Privatized War and Corporate Impunity », 278.

⁴³ Peter W. Singer, « Warriors for Hire in Iraq », *Salon.com* 15 avril 2004.

⁴⁴ <http://www.brookings.edu/views/articles/fellows/singer20040415.htm>

⁴⁴ Chatterjee, *Iraq, Inc.*, 12.

occidentales préfèrent aussi, pour des raisons de sécurité, embaucher des employés d'autres pays. Elles ne font pas nécessairement confiance aux Irakiens.⁴⁵ Il faut toutefois mentionner que certaines compagnies de sécurité, comme Erinys, n'embauchent que des Irakiens.⁴⁶

Et lorsque des Irakiens sont embauchés, leur salaire est trop souvent dérisoire: « While the United States spends billions on troop support in Iraq, the people serving the meals, scooping the ice cream, and washing the dishes make as little as 50 cents an hour. »⁴⁷

Il semblerait que la manne de la reconstruction irakienne profite surtout aux employés occidentaux des SMP et à leurs actionnaires. Un ancien membre des forces spéciales touche environ 700 dollars (US) par jour et le salaire moyen pour un employé américain ou britannique tourne autour de 500 dollars (US) par jour.⁴⁸ Toutefois, il est intéressant de noter que de nombreux « *contractors* », tout en profitant du salaire qui leur est offert, voient leur travail comme un acte de patriotisme, une façon, pour eux, de participer à la lutte au terrorisme.⁴⁹

Cette mauvaise redistribution de la richesse provenant des contrats de reconstruction et de sécurité risque -- si ce n'est pas déjà le cas -- de retarder le processus de démocratisation de l'Irak puisque les citoyens se sentiront exclus des possibilités économiques. Cela créera chez eux un ressentiment que la tenue d'élections ne réglera jamais.

Respect des Droits de la personne

⁴⁵ *Ibid.*, 28.

⁴⁶ Isenberg, *A Fistful of Contractors*, 16.

⁴⁷ Pamela Hess, « Iraq: KBR Workers in Iraq Paid 50 cents an Hour », *United Press International*, 1er décembre 2005. <http://www.corpwatch.org/article.php?id=12849&printsaf=1>

⁴⁸ Isenberg, *A Fistful of Contractors*, 26.

⁴⁹ Schumacher, *A Bloody Business* et Singer, « Warriors for Hire in Iraq ».

KBR offre des services de logistique et la grande majorité de ses employés résident dans les bases américaines ou alors conduisent des camions de ravitaillement. Ils sont donc très peu susceptibles d'être responsables de violations des droits de la personne. Il n'en est pas de même pour les autres SMP, dont certaines ont été accusées d'avoir participé à la torture de prisonniers irakiens à la prison d'Abou Ghraib. La firme CACI fournissait plus de la moitié des analystes et interrogateurs de la prison, alors que Titan Corp fournissait les traducteurs.⁵⁰ Et malgré l'enquête en cours, l'Armée a renouvelé le contrat de CACI.⁵¹

Une autre critique souvent faite aux employés des SMP responsables de la sécurité rapprochée de leurs clients est leur méthode de travail trop agressive, particulièrement sur les routes. Ils n'hésitent pas à tirer sur les voitures qu'ils jugent dangereuses et qui, selon eux, menacent leurs convois ou clients. Cette approche ne peut que mener à des pertes de vies humaines ou des blessures inutiles, et ne font qu'augmenter le ressentiment de la population à l'égard des occupants.

Les violations des droits de la personne ou des lois irakiennes par des employés de SMP restent presque toujours impunies, puisque Paul Bremer a obtenu pour eux l'immunité face à la justice irakienne.⁵² Ce manque de contrôle et de supervision est assez troublant et serait à la base des abus commis par les employés des SMP.⁵³

Alternatives mises en place

Il n'y a pas, du moins dans un avenir rapproché, d'alternatives à cette présence massive de sociétés militaires privées en Irak. Compte tenu des pressions énormes qu'exercent déjà la guerre en Irak et, par extension, la guerre au

⁵⁰ Peter W. Singer, «The Contract the Military Needs to Break», *The Washington Post* 12 septembre 2004. <http://www.brookings.edu/views/op-ed/fellows/singer20040912.htm>

⁵¹ *Id.*

⁵² Chaliand, « Les sociétés militaires privées, deuxième force d'occupation en Irak », 47.

⁵³ Rosemann, « Privatized War and Corporate Impunity », 276.

terrorisme sur l'ensemble des forces américaines, il est peu probable que le gouvernement américain décide de remplacer des civils par des soldats réguliers ou des réservistes. La décision a déjà été prise de poursuivre une politique d'externalisation et de sous-traitance du militaire, comme le confirme le renouvellement du programme LOGCAP. Les SMP sont là pour rester, en Irak et sur de nombreux autres champs de bataille.

L'effet KBR a-t-il été positif ou négatif ?

Compte tenu de la situation actuelle en Irak, il serait assez difficile de conclure que la présence de KBR aura permis à l'Armée américaine de pacifier et démocratiser le pays. Toutefois, malgré les critiques formulées à l'égard de KBR, la multinationale a fait le travail qui lui était demandé: assurer le soutien logistique de la force américaine. KBR a peut-être facturé trop cher ses services au gouvernement (ce qui n'a pas encore été prouvé) et servi quelques mauvais repas, mais, dans l'ensemble, elle a respecté les termes de son contrat.

Pour ce qui est de la présence massive des services militaires privés en Irak, il sera important de suivre l'évolution de la situation de près au cours des prochains mois et des prochaines années. Toutefois, si un bilan provisoire devait être fait, nous devrions conclure que de nombreux changements devraient être apportés à la gestion des SMP.

Premièrement, le gouvernement américain devrait apprendre des erreurs du passé et accorder plus d'importance à la supervision et à la gestion des contrats accordés aux SMP. À cet égard, les États-Unis semblent oublier les leçons d'un passé assez récent :

« The strength of systems of democracy and capitalism are that they are supposed to be self-correcting and self-improving. When mistakes are made, lessons are learned so that the errors are not repeated. When it comes to the private military world, though, our government seems to

be doing its utmost to learn nothing. It repeatedly ignores not just the basic lessons of better business, but also those of smart public policy. »⁵⁴

Enfin, il est urgent de clarifier la situation légale des SMP, sans quoi les abus du passé se répéteront. L'Irak illustre bien les conséquences que peut avoir le manque de réglementation et de contrôle de l'industrie des services militaires privés.

Il est essentiel, pour le gouvernement, de mieux penser le rôle que doivent jouer les SMP dans sa grande stratégie irakienne, sans quoi ces dernières risquent de nuire et de retarder le retrait des troupes américaines, plutôt que de favoriser la résolution de ce conflit.

⁵⁴ Peter W. Singer, « Nation Builders and Low Bidders in Iraq », *The New York Times* 15 juin 2004. <http://www.brookings.edu/views/op-ed/fellows/singer20040615.htm>

CONCLUSION

« At the same time, massive transformations are underway in the nature of warfare. While small-arms simplification and proliferation has increased the ability of minor warring groups to disrupt entire societies, creating even greater demand, warfare has also become more technological at its highest levels. As the vast array of military contractor support in the Iraq war illustrated, the most modern forces are more reliant than ever on civilian specialists to run increasingly sophisticated military systems. »¹

Les sociétés militaires privées sont maintenant des incontournables des champs de bataille. Que ce soit sous forme d'armées privées, de conseillers militaires ou de spécialistes de la logistique, l'industrie des services militaires privés semble avoir réussi à se tailler une place prépondérante dans les milieux militaires. Les trois études de cas présentées dans le cadre de ce mémoire ont permis d'illustrer les possibilités offertes par cette industrie, mais aussi les conséquences plus troublantes découlant de la présence du secteur privé sur le théâtre des opérations.

EO a fait la preuve qu'avec quelques centaines d'hommes bien entraînés qui n'hésitent pas à prendre part directement aux affrontements, il est possible, pour un gouvernement au bord de la déroute, de reprendre l'avantage tactique et stratégique d'un conflit et de se maintenir au pouvoir. En ce sens, le travail d'EO au Sierra Leone est remarquable. Quelques centaines d'hommes entraînés et équipés ont été en mesure de changer le cours d'une guerre civile. Toutefois, ces deux contrats ont aussi montré la limite principale d'une compagnie comme EO, son incapacité à résoudre les causes d'un conflit, donc d'assurer la paix à long terme.

¹ Peter W. Singer, « Peacekeepers, Inc. », *Policy Review* 119 (2003).
www.policyreview.org/jun03/singer_print.html

Dans les Balkans, la firme américaine MPRI a démontré l'importance de la formation militaire et les possibilités offertes par les sociétés-conseils militaires. En quelques mois, elle a su transformer une armée de troisième ordre en une force capable d'effectuer des manœuvres issues des livres de doctrine de l'OTAN. Il n'est donc pas nécessaire pour une SMP de participer directement au combat pour en influencer le dénouement. Les firmes-conseils, tout comme les sociétés du genre Executive Outcomes, sont d'incroyables multiplicateurs de forces (*Force multiplier*), qui obligent à repenser le concept d'armée nationale et de puissance étatique.

L'Eldorado irakien des sociétés militaires privées est un véritable laboratoire en matière d'utilisation massive et croissante de l'industrie des services militaires privés en appui direct à des opérations militaires majeures. La diversité et l'importance des tâches effectuées par les SMP, « the Coalition of the Billings », est un indicateur clair du rôle encore croissant que prendra le secteur privé dans les prochains conflits. L'analyse du travail de KBR en Irak, depuis le début de cette guerre, illustre bien le rôle crucial des SMP dans l'approvisionnement des troupes américaines, au point où nous sommes en droit de nous inquiéter de cette surdépendance des militaires américains. Le contribuable peut, lui aussi, à la lumière des différents rapports sur la tarification d'Haliburton, s'interroger sur le bien-fondé économique de cette externalisation à outrance des tâches militaires.

En somme, les résultats de l'analyse des trois études de cas offrent un portrait contrasté de l'industrie des services militaires. Oui, les SMP livrent la marchandise et peuvent aider leurs clients à mieux faire la guerre. Toutefois, ces résultats permettent aussi de constater que, derrière les succès à court terme qu'offrent les SMP, se cachent de nombreux problèmes majeurs qui nous obligent à remettre en question le bien-fondé de cette recrudescence de l'industrie des services militaires privés.

C'est pourquoi, dans les dernières pages de ce mémoire, j'aimerais aborder quelques questions fondamentales supplémentaires, qui permettront de poursuivre notre réflexion sur l'efficacité réelle des SMP et sur les politiques que devraient adopter les États et la communauté internationale à l'égard de la privatisation de la guerre.

1. Doit-on bannir, réglementer ou laisser-faire l'industrie des services militaires privés ?
2. Doit-on envisager de confier des opérations de paix aux SMP ?
3. Et les Forces canadiennes ?

Toutes ces questions, de même que l'analyse des études de cas, nous permettront de répondre à LA QUESTION principale posée au début de ce mémoire: Est-il avantageux, pour les États, de privilégier la privatisation croissante des activités militaires ?

Doit-on bannir, réglementer ou laisser-faire l'industrie des services militaires privés?

Le premier chapitre de ce mémoire a permis de comprendre les difficultés associées à la mise en place et l'application de lois nationales ou internationales permettant de contrôler le mercenariat. Non seulement est-il difficile d'arriver à un consensus sur la définition même du mercenariat, mais la volonté politique n'est pas là, comme le prouve le fait qu'aussi peu de pays aient adhéré à la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires de 1989.

Certains auteurs préconisent l'interdiction des sociétés militaires de type 1 et de type 2, sous prétexte qu'elles sont une menace à la sécurité internationale², mais cette solution ne semble pas réaliste et devrait donc être écartée. Les États,

² Notamment: Goldstein, « Mercenarism », 439. « The only solution to all of these malignancies is resolute action by nations states that outlaws international and national acts of mercenaries, as well as those that participate in their recruitment, training and employment. Mercenarism is not disappearing. It is there to stay unless the international community will halt it by means of a globally supported regulative regime.»

dont certains sont membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ont compris l'utilité des SMP et ne prendront jamais les mesures nécessaires pour éliminer l'industrie des services militaires privés. Les mercenaires sont aussi anciens que la guerre et ils ont toujours su s'adapter, sous une forme ou l'autre, aux demandes du marché et des États. Il est naïf de croire qu'il soit possible de mettre fin à cette pratique millénaire qui, depuis plusieurs années, profite à de nombreux États.

Cela dit, il y a presque consensus pour réglementer l'industrie, afin d'éviter les débordements et les excès qui pourraient être associés à des entreprises ayant la possibilité de remettre en cause le monopole de la violence légitime des États. D'ailleurs, les plus importantes SMP sont en faveur d'une certaine réglementation qui, selon elles, serait profitable à l'industrie, dans la mesure où elle pourrait augmenter sa légitimité. La meilleure solution semble donc la réglementation. L'IPOA a d'ailleurs mis au point une charte de bonne conduite à laquelle plusieurs SMP ont accepté d'adhérer.³ Il serait toutefois naïf de penser que l'industrie peut se réglementer elle-même. Cette charte est un pas dans la bonne direction, mais la solution au problème de la réglementation des SMP est étatique. La logique de marché n'est pas suffisante pour assurer le bon comportement de toutes les SMP, l'État doit intervenir pour les contrôler.

Pour Christopher Kinsey, la seule solution viable de réglementation des SMP passe par les États. Seuls ceux-ci ont la possibilité d'adopter des lois permettant d'encadrer l'industrie des services militaires privés, dans la mesure où ils peuvent aussi les faire appliquer. Il est vrai que les SMP, dans l'éventualité où les lois seraient trop sévères, ont toujours la possibilité de déménager vers des pays plus accommodants, mais il ne faut pas oublier que les plus gros clients des SMP sont les gouvernements, comme ceux des États-Unis ou de la Grande-Bretagne.⁴

³ Le texte intégral du code de conduite se trouve en annexe 8.

⁴ Kinsey, « Challenging international law », 291; Zarate, « The Emergence of a new Dog of War », abondent dans le même sens

De son côté, Elke Krahmann, juge que les lois américaines actuelles et celles de certains pays européens permettent déjà, dans une certaine mesure, de contrôler les activités des SMP. Cette auteure explique, dans trois articles très convaincants, que la question de la réglementation de l'industrie des services militaires privés est liée à la gouvernance, et que les États occidentaux et l'Union européenne font déjà un travail louable pour limiter les abus éventuels de l'industrie.⁵

Peter Singer, quant à lui, propose la création d'un organisme international chargé de surveiller le travail des SMP dans le monde entier et de créer une liste de compagnies pré-approuvées qui pourraient bénéficier de contrats de l'ONU ou d'autres organisations internationales. Cette solution rejoint la logique du marché, dans la mesure où un tel système inciterait les SMP à bien faire leur travail, tout en respectant les lois nationales et internationales, afin de pouvoir bénéficier de contrats lucratifs.⁶

Todd S. Milliard, avocat militaire américain, suggère une approche hybride qui combine l'adoption d'une nouvelle Convention internationale reconnaissant le droit de États de recourir à des SMP accréditées, mais qui, en même temps, permet d'interdire le mercenariat dit « vagabond ».⁷

Les solutions proposées par ces différents auteurs sont intéressantes et méritent d'être étudiées plus en détail. Mais, quel que soit le mérite individuel de chacune de ces propositions, la réglementation de l'industrie des services militaires privés passe par la volonté politique des États, qui doivent être convaincus de la nécessité et, surtout, des avantages d'agir rapidement. Il faut souhaiter que la guerre en Irak, qui a médiatisé cette industrie, agisse comme

⁵ Elke Krahmann, «Security governance and the private military industry in Europe and North America», *Conflict, Security & Development* 5 (2005), 247-268; Elke Krahmann, «Private Military Services in the UK and Germany: Between Partnership and Regulation», *European Security* 14 (2005), 277-295; Elke Krahmann, «Regulating Private Military Companies: What Role for the EU?», *Contemporary Security Policy* 26 (2005), 103-125.

⁶ Singer, «War, Profits, and the Vacuum of Law», 521-550.

⁷ Milliard, «Overcoming Post-Colonial Myopia», 81.

catalyseur de changement et permette d'arriver à un consensus qui satisfasse à la fois les besoins des États et la plupart des demandes des SMP, en plus de favoriser une solution qui serait bénéfique pour l'ensemble de la communauté internationale. Cette solution doit aussi passer par un dialogue constructif avec les principaux acteurs de l'industrie qui bénéficient, en général, de bons contacts politiques. À notre avis, les difficultés que connaissent certaines SMP en Irak vont ouvrir la porte à la mise en place d'une réglementation constructive et efficace dans un avenir assez proche.

SMP et Opérations de maintien de la paix : vers une incorporation des Casques bleus ?

«When we had need of skilled soldiers to separate fighters from refugees in the Rwandan refugee camps in Goma, I even considered the possibility of engaging a private firm. But the world may not be ready to privatise peace. »⁸

« Quand les nations ont déjà perdu le monopole de la violence, pourquoi ne pas envisager de créer des forces de mercenaires volontaires organisées par des entreprises privées pour mener des guerres sur une base contractuelle pour le compte des Nations unies : les condottieres d'hier équipés de certaines armes de demain, y compris d'armes non létales ? »⁹

L'idée d'envoyer des employés de sociétés militaires privées, sous l'égide de l'ONU, fait depuis quelques années, tranquillement son chemin dans les milieux universitaires et les organisations internationales. Parmi les plus fervents promoteurs de cette idée, on retrouve, bien sûr, le lobby de l'industrie, l'*International Peace Operations Association*. L'IPOA voit là, non seulement de lucratives occasions d'affaires, mais aussi un tremplin vers une plus grande légitimité internationale pour les SMP.

⁸ Koffi Annan, Secrétaire-général des Nations Unies, lors de la *Ditchely Foundation Lecture*, 26 juin 1998 cité dans

⁹ Alvin et Heidi Toffler, *Guerre et Contre-guerre. Survivre à l'aube du XXI^e siècle* (Paris : Fayard, 1994), 322.

Les échecs très médiatisés des Casques bleus et de l'ONU, notamment en Somalie, au Rwanda ou dans la poche de Srebrenica, au cours de la dernière décennie, ont grandement entaché la réputation de l'organisation. Ces échecs ont mené à la remise en question de la formule actuelle des opérations de paix et à la proposition d'alternatives, comme la mise en place d'une force onusienne permanente et le recours au secteur privé dans un rôle de combat. Les problèmes des opérations de paix de l'ONU sont légion et ont été amplement documentés et analysés. Parmi les plus importants : règles d'engagement trop strictes et mandats inadaptés, manque de moyens financiers, indiscipline et paupérisation de plusieurs contingents.¹⁰

L'ONU emploie déjà des SMP pour des tâches comme le déminage, la sécurité de son personnel et de ses infrastructures ou pour le soutien logistique.¹¹ Les ONG travaillant dans le domaine de l'humanitaire ont aussi commencé à profiter des services des SMP.¹² Mais peut-on sérieusement envisager de privatiser les Casques bleus ?

Comme on peut s'en douter, les auteurs sont divisés sur le bien-fondé de la privatisation des opérations de paix. C'est pourquoi nous présenterons ici une brève synthèse des principaux arguments des deux camps. Il y a un point sur lequel la grande majorité des auteurs s'entendent toutefois : l'emploi de SMP serait moins coûteux que la formule actuelle des Casques bleus.¹³

Les raisons évoquées pour favoriser la privatisation des opérations de paix sont : la diminution des coûts, ainsi que la flexibilité et la rapidité d'intervention et de déploiement des SMP par rapport aux Casques bleus traditionnels. Avec les

¹⁰ Chapleau, *Sociétés militaires privées*, 202-205.

¹¹ *Ibid.*, 217.

¹² Christopher Spearin, « Private Security Companies and Humanitarians: A Corporate Solution to Securing Humanitarian Spaces? », *International peacekeeping* 8 (2001), 20-43.

¹³ Steven Brayton, « Outsourcing War: Mercenaries and the Privatization of Peacekeeping », *Journal of International Affairs* 55 (2002), 322.

SMP, pas besoin de convaincre des pays de bien vouloir allouer des troupes aux opérations de paix, il suffit simplement de sortir son carnet de chèques. De plus, les employés des SMP, en majorité des ex-soldats des forces armées occidentales, sont mieux entraînés et plus compétents que les soldats normalement déployés par les pays en voie de développement.¹⁴

Pour les opposants à la privatisation des opérations de paix, les SMP ne sont pas en mesure de tenir leurs promesses et les solutions qu'elles proposent ne permettent pas, comme ce fut le cas en Sierra Leone et en Angola, d'instaurer une paix durable.¹⁵ De plus, leur manque de transparence, combiné aux lacunes du droit international, en fait des acteurs plus dangereux qu'utiles pour la stabilité internationale.¹⁶ Et, comme le mentionne Deborah Avant, il est peu probable que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité acceptent de sous-traiter les opérations de maintien de la paix pour deux raisons principales. D'une part, les États plus faibles craignent que les SMP se retournent contre eux et, d'autre part, les pays les plus pauvres voient les SMP comme des concurrents car ces États profitent des contrats de maintien de la paix pour renflouer leurs coffres.¹⁷

La privatisation des opérations de paix peut-elle être une solution à la crise que traversent les Casques bleus ? Oui, dans la mesure où il semble préférable de déployer des soldats privés plutôt que de laisser un conflit s'envenimer au détriment des populations civiles, comme c'est malheureusement trop souvent le cas. *Executive Outcomes* avait d'ailleurs soumis une proposition à l'ONU pour intervenir au Rwanda et arrêter le génocide.¹⁸ D'un autre côté, il ne faut pas croire

¹⁴ Doug Brooks, « Messiahs or mercenaries? The future of international private military Services », *International Peacekeeping* 7 (2000), 129-144; Doug Brooks et Gaurav Laroia, « Privatized Peacekeeping », *National Interest* 80 (2005); Michèle Griffin, « Blue Helmet Blues. Assessing the Trend Towards "Subcontracting" UN Peace Operations », *Security Dialogue*, 30 (1999), 43-60.

¹⁵ Brayton, « Outsourcing War: Mercenaries and the Privatization of Peacekeeping »; Renou, *La privatisation de la violence*; Damon Lily, « The Privatization of Peacekeeping: Prospects and Realities », *Disarmament Forum* 3 (2000), 52-62.

¹⁶ Xavier Renou, « Private Military Companies Against Development », *Oxford Development Studies* 33 (2005), 107-115.

¹⁷ Deborah Avant, « Mercenaries », *Foreign Policy* 143 (2004), 26.

¹⁸ « Executive Outcomes performed a business exploration of whether it would have had the capacity to intervene in Rwanda in 1994. Internal plans claim that the company could have had

que le secteur privé est la solution miracle aux nombreux conflits civils et interétatiques qui font présentement rage.¹⁹ Il est, de plus, difficile de véritablement évaluer le potentiel des SMP dans le domaine des opérations de paix onusiennes, alors qu'il n'y a pas encore d'exemples concrets à étudier.

« En fait, seule la réalisation d'un premier contrat permettra de vérifier si les arguments des sociétés militaires privées (réactivité, professionnalisme, coûts réduits, assurance de résultats rapides et durables [...]) sont réalistes. »²⁰

Et les Forces canadiennes ?

Les États-Unis et les pays en voie de développement ne sont pas les seuls à recourir aux SMP pour renforcer les capacités de leurs forces armées. La Grande-Bretagne, la France, l'Australie et le Canada ont déjà, dans des proportions différentes, commencé à confier une partie de leurs activités militaires au secteur privé. Les domaines les plus touchés par cette tendance sont : la logistique, l'entraînement, l'entretien et la maintenance de l'équipement, et le transport. L'objectif de cette section est de faire un bref survol de l'utilisation que font les Forces canadiennes de l'industrie des services militaires privés afin de mieux comprendre les possibilités que présente cette industrie pour des puissances moyennes comme le Canada.

armed troops on the ground within 14 days of its hire and been fully deployed with over 1,500 of its own soldiers, along with air and fire support (roughly the equivalent of the U.S. Marine force that first deployed into Afghanistan), within six weeks. The cost for a six-month operation to provide protected safe havens from the genocide was estimated at \$150 million (around \$600,000 a day). This private option compares quite favorably with the eventual U.N. relief operation, which deployed only after the killings. The U.N. operation ended up costing \$3 million a day (and did nothing to save hundreds of thousands of lives). ». Dans Singer, «Peacekeepers, Inc. ».

¹⁹ Des arguments analogues se trouvent notamment dans Oldrich Bures, « Private Military Companies: A Second Best Peacekeeping Option? », *International Peacekeeping* 12 (2005), 533-546.

²⁰ Chapleau, *Sociétés militaires privées*. 224.

La logistique

Les Forces canadiennes ont mis au point un programme inspiré du LOGCAP américain, le Programme de soutien contractuel canadien²¹ (*Contractor Augmentation Program*). L'objectif premier de ce programme est de profiter de l'expertise et des services offerts par le secteur privé pour augmenter la capacité des Forces canadiennes et offrir plus de souplesse opérationnelle -- et non pas, il est très important de le souligner, pour faire des économies.²²

Les Forces canadiennes ont utilisé cette formule, pour la première fois en Bosnie, en septembre 2002, dans le cadre de la Mission de stabilisation dans les Balkans (SFOR). L'instauration d'un tel programme ne s'est pas faite sans problème. La coexistence de militaires et de civils, dans un théâtre d'opération et sous la même chaîne de commandement, n'a pas été facile. Au fil des mois, la situation s'est améliorée au point où les Forces canadiennes ont décidé d'étendre le programme.²³ Ainsi, les FC ont été en mesure de déployer 700 soldats de moins, sur une période de 2 ans, en recourant aux services de civils. Ce programme était presque devenu une nécessité pour permettre aux militaires, compte tenu du rythme opérationnel très élevé des années 1990, de souffler un peu :

« Le Programme de soutien contractuel canadien est le programme grâce auquel le secteur privé peut nous aider lors de déploiements. Ce programme n'a pas été conçu pour économiser de l'argent. Tous les coûts sont à la hausse. Il a été conçu parce que nous sommes conscients du fait que nous n'avons pas suffisamment de personnel au sein des Forces armées pour s'occuper des tâches de soutien qui sont

²¹ Pour plus de détails sur ce programme, veuillez consulter: Ministère de la Défense nationale du Canada, « Documentation : Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes », 14 juillet 2004. http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=1409

²² Al Morrow, « CANCAP The Changing Face of Logistic Support to the Canadian Forces », *Canadian Army Journal* 8 (2005), 76.

²³ Richard Bray, « Side by Side », *Summit* 4 (2004), 7.

nécessaires lors de déploiements, si l'on ne veut pas que cela ait un impact négatif sur sa qualité de la vie. »²⁴

Le deuxième contrat CANCAP a été remporté par la coentreprise (*joint venture*) SNC-Lavalin-PAE.²⁵ Il s'agit d'un contrat de 5 ans, d'une valeur de 200 millions de dollars, renouvelable pour 5 ans. En contrepartie SNC-Lavalin-PAE s'engage à fournir les services nécessaires pour soutenir les Forces canadiennes lorsque celles-ci en font la demande. Lors du déploiement canadien à Kaboul, 400 civils assuraient le bon fonctionnement du camp Julien, base principale des Forces canadiennes. Les civils s'occupent d'une multitude de tâches : administration et gestion du camp, services de nourriture, buanderie, services d'ingénierie, entretien, génératrices, etc. Lors de mon passage au camp Julien, en décembre 2004, les discussions que j'ai pu avoir avec les responsables de SNC-Lavalin et les militaires semblent indiquer que les leçons apprises lors du déploiement d'ATCO-Frontec ont été bien intégrées et que la cohabitation civils-militaires fonctionne très bien.

Compte tenu du succès actuel du programme CANCAP, les Forces canadiennes devraient continuer à se déployer avec des civils au cours des prochaines années.

« To keep the focus on its core capabilities and to enhance operational flexibility, the CF developed and implemented an innovative and highly successful program to augment its ability to provide logistic support. Born of necessity, but given life through its success as part of the changing face of logistic support, the use of contracted support is now firmly entrenched as an option for support to deployed forces. »²⁶

²⁴ Témoignage de monsieur Alan Williams, sous-ministre adjoint (Matériel) du ministère de la Défense nationale devant le Comité sénatorial permanent de la Sécurité nationale et de la défense. 1^{er} novembre 2004. http://www.parl.gc.ca/38/1/parlbus/commbus/senate/Com-f/defe-f/02ev-f.htm?Language=F&Parl=38&Ses=1&comm_id=76

²⁵ Pour plus d'information sur ce partenariat : <http://www.snclavalinpae.com/fr/index.aspx>

²⁶ Morrow, « CANCAP The Changing Face of Logistic Support to the Canadian Forces », 74.

Maintenance et entretien

Pour la maintenance et l'entretien des leurs équipements, les Forces canadiennes ont conclu de nombreux accords avec des entreprises comme Air Canada, Bell-Textron, Spar Aerospace ou encore SNC-Lavalin. Il y a même un technicien civil d'Air Canada sur chaque vol du CC-150 Polaris (Airbus modifié selon des spécifications militaires) de la force aérienne. La force aérienne ne dispose que de 5 avions de ce type. Il serait beaucoup plus coûteux de former des militaires pour cette tâche que d'employer des civils qui ont les qualifications nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de ces appareils.

L'entraînement

Pour ce qui est de l'entraînement des troupes, le partenariat avec le secteur privé le plus ambitieux est, sans contredit, le Programme d'entraînement en vol de l'OTAN (*NATO Flight Training in Canada* ou NFTC) lancé en 1997.²⁷ Ce programme d'une valeur de 3,3 milliards de dollars, échelonné sur 20 ans, a pour objectif primordial l'entraînement efficace et économique des pilotes. Il sert aussi à créer des emplois, à mettre en valeur l'industrie aérospatiale du Canada et représente une contribution importante à l'OTAN.²⁸ Au moment de sa création, on estimait que ce programme permettrait au Canada d'économiser 1,5 milliard de dollars sur 25 ans.²⁹ Toutefois, dans son rapport de mai 2006, la vérificatrice générale du Canada concluait que le gouvernement déboursait trop à ce titre

²⁷ Pour plus de détails sur ce programme, veuillez consulter les sites Internet suivants : Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, « Évaluation des avantages économiques résultant de la mise en œuvre du Programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada (NFTC) à Moose Jaw en Saskatchewan », décembre 2002. http://www.wd.gc.ca/rpts/research/nato/4_f.asp et Programme d'entraînement en vol de l'OTAN, <http://www.nftc.com>

²⁸ Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, « Évaluation des avantages économiques résultant de la mise en œuvre du Programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada (NFTC) à Moose Jaw en Saskatchewan ».

²⁹ Communiqué du ministre de la Défense nationale du 23 avril 1997. « Le NFTC pourrait se traduire par des avantages directs totalisant plus de 1,5 milliard de dollars pour les Canadiens au cours des vingt-cinq prochaines années », http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=961.

puisque'il « n'utilise pas toujours la totalité des services de formation qu'il paie ».³⁰ Cela souligne, encore une fois, l'importance de bien gérer les contrats de services accordés au secteur privé.

Des discussions avec des membres des forces spéciales (JTF2), en Afghanistan, m'ont aussi permis d'apprendre que ces derniers utilisaient les installations et l'expertise de la firme américaine *Blackwater* pour parfaire une partie de leur formation.

Le transport

Les Forces canadiennes (FC) n'ont pas, pour le moment, de capacité de transport stratégique. Comme elles ne sont pas en mesure de transporter leur équipement lourd sans le soutien d'autres organisations, deux possibilités s'offrent à elles : attendre que les Américains ou qu'un autre allié leur prêtent un avion de type GlobeMaster C-17 (comme lors de la crise du verglas) ou bien se tourner vers l'entreprise privée pour combler cette lacune opérationnelle. Au cours des dernières années, les Forces canadiennes ont régulièrement affrété des gros-porteurs à long rayon d'action, de marque *Ilyushin* ou *Antonov* (dont le AN-124), dans le cadre de déploiements humanitaires et opérationnels, comme lors de l'intervention du DART au Sri Lanka ou de la mission actuelle en Afghanistan. Tant que les Forces canadiennes n'auront pas pris possession des avions de transport stratégique, dont la commande a été annoncée en juin 2006, elles devront continuer à s'appuyer sur le secteur privé pour transporter leur équipement lourd dans des délais raisonnables.

L'expérience des FC en matière de sous-traitance du transport stratégique n'a pas toujours été heureuse. L'exemple le plus frappant et révélateur des problèmes que peut causer la sous-traitance est l'épisode, à la fois troublant et

³⁰ Bureau du vérificateur général du Canada, « L'entraînement en vol de l'OTAN au Canada, Rapport de mai 2006 ». <http://www.oag-bvg.gc.ca/domino/rapports.nsf/html/20060503cf.html>.

plutôt cocasse, du navire *GTS Katy*. En juillet 2000, les FC confient à la société SDV Logistics Canada Ltd., de Montréal, le mandat de rapatrier plus de 580 véhicules (chars, véhicules de transport blindés, jeeps, etc.) et 390 conteneurs de munitions et autres équipements militaires, d'une valeur de 223 millions de dollars, de Thessalonique, en Grèce, au Canada. Pour ce, elles font appel à un sous-traitant, Andromeda Navigation Co., aussi de Montréal. Andromeda affrète le navire *GTS Katie*, immatriculé à Saint-Vincent-et-les-Grenadines et appartenant à Third Ocean Marine Navigation Co., du Maryland. Alors que le *GTS Katy* traversait l'Atlantique, Third Ocean Marine Navigation lui a ordonné d'arrêter les moteurs tant qu'une dispute contractuelle avec Andromeda ne serait pas réglée. Quelques semaines plus tard, les FC, ne pouvant tolérer qu'une si importante partie de leur équipement soit prise en otage en eaux internationales, décident de lancer l'opération Mégaphone pour prendre le contrôle du navire et l'amener dans un port canadien.³¹ L'opération a été couronnée de succès.

L'expérience des FC en matière de sous-traitance est, dans son ensemble, assez positive. Toutefois, l'incident du *GTS Katy* illustre bien les dangers liés à cette pratique. Il permet de prendre conscience des conséquences que peut avoir une simple dispute commerciale sur l'ensemble d'une opération militaire. Il est fort probable que les FC continueront à se prévaloir plus régulièrement des compétences et possibilités offertes par les entreprises militaires privées au cours des prochaines années. Il est donc important de se rappeler que la privatisation ne s'effectue pas seulement dans le domaine de la santé et qu'il faut continuer à analyser les conséquences financières, opérationnelles, stratégiques et tactiques de l'augmentation de la sous-traitance de fonctions militaires.

³¹ Ministère de la Défense nationale du Canada, Communiqué de presse « Le NCSM Athabaskan effectue l'arraisonnement du GTS Katie », NR-00.099, 3 août 2000.
http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=16 et Ministère de la Défense nationale du Canada « Opération Megaphone »,
http://www.forces.gc.ca/site/Operations/megaphone_f.asp

Grande-Bretagne

De l'autre côté de l'Atlantique, le ministère de la Défense britannique a aussi comme mandat, depuis 1998, de sous-traiter le plus grand nombre de tâches logistiques jugées non critiques. Le ministère de la Défense envisage des Partenariats public-privé (PPP) dans le domaine des communications stratégiques, des satellites de communications militaires, des avions de ravitaillement en vol et des infrastructures pour les familles des militaires. Le gouvernement britannique souhaite recourir aux services du secteur privé pour augmenter ses capacités militaires tout en limitant les coûts.³²

Australie

L'Australie se dirige également vers des projets de partenariat avec l'entreprise privée. Les *Australian Defence Forces* (ADF) ont commencé à employer des civils dans le cadre des opérations de paix.³³ Elles ont aussi sous-traité la gestion des munitions et explosifs, ainsi que la construction de leur futur quartier général, qui sera géré par le privé. Depuis une dizaine d'années, plusieurs documents importants émanant du ministère de la Défense australien, notamment certains *White Papers*, recommandent de recourir davantage au secteur privé pour effectuer des tâches autrefois réservées aux militaires. L'objectif étant de réduire les coûts, tout en conservant une force militaire efficace et mobile.³⁴ Compte tenu des ressemblances qui existent entre l'Australie et le Canada en matière de

³² À ce sujet, voir notamment : Matthew R.H.Uttley, « Private contractors on deployed operations: the United Kingdom experience », *Defence Studies* 4 (2004), 145-165; Trevor Taylor, « Contractors on deployed operations and equipment support », *Defence Studies* 4 (2004), 184-198; Hartley, Keith « The Economics of military outsourcing », *Defence Studies* 4 (2004), 199-206 ; Sami Makki, *Processus d'externalisation au sein de la Défense britannique : enseignements pour la France*, Collection Travaux et Documents, Centre d'Études en Sciences Sociales de la Défense, mars 2005.

³³ Mark Thomson, *War and profit: doing business on the battlefield* (Barton: Australian Strategic Policy Institute, 2005).

³⁴ « We see the increasing cooperation between the public and private sector as a positive step in helping Defence make the best use of the budget allocated by Government ». Extrait du discours du Secrétaire parlementaire du ministère de la Défense nationale de Grande-Bretagne, Frank Bailey, « The Road Map for the Defence Public Private Partnership », Discours du 23 février 2003. <http://www.defence.gov.au/minister/BaileySpeechtpl.cfm?CurrentId=2375>

défense, il sera intéressant de suivre, au cours des prochaines années, l'évolution de cette tendance chez cet allié de l'hémisphère sud et d'en tirer des leçons pour nos propres forces armées.

France

Même la France commence aussi à envisager la sous-traitance dans le domaine militaire. L'abolition du service militaire obligatoire a privé les Forces armées françaises de leur source première de main-d'œuvre, abondante et bon marché. Elles se sont donc tournées vers le privé pour assurer le bon fonctionnement de certaines de leurs bases. Le ministère de la Défense français considère l'externalisation comme un des vecteurs de la modernisation de ses forces armées.³⁵

Quelles leçons peut-on tirer de cette volonté croissante des différents gouvernements occidentaux de confier une part grandissante d'activités militaires dites périphériques au secteur privé ? Ces politiques doivent être adoptées prudemment. Elles ne doivent pas être poussées par des facteurs idéologiques, mais bien par des études qui confirment leur efficacité. De plus, avant de pousser davantage la privatisation de certaines activités militaires, il est essentiel que les gouvernements définissent clairement quelles sont les activités périphériques et les activités centrales (*core capacities*) de leurs forces armées. Tant qu'on n'aura pas répondu à cette question primordiale, il sera difficile d'adopter des politiques cohérentes et prudentes en matière de sous-traitance ou de partenariat public-privé dans le domaine de la Défense nationale. Par contre, il ne fait aucun doute que cette tendance lourde sera difficile à freiner. Sans même juger du bien-fondé des politiques de privatisation, il faut se rappeler qu'une armée qui perd certaines de

³⁵ À ce sujet, voir notamment : Ministère de la Défense nationale de France - Institut Esprit Service « Perspectives d'externalisation en France », *Actes du Colloque du 30 janvier 2003*. http://institut-esprit-services.medef.fr/doc/actes_defense.pdf

ses capacités a besoin au moins d'une décennie pour redevenir fonctionnelle dans les domaines qui lui ont été retirés.

Est-il avantageux, pour les États, de privilégier la privatisation croissante de ces activités militaires ?

Comme la guerre ne semble pas près de disparaître, la force militaire reste nécessaire. La question est donc de savoir s'il est préférable que la totalité du domaine militaire reste l'apanage des Forces armées ou s'il vaut mieux laisser une place au secteur privé dans ce qui est, depuis quelques siècles, le monopole des États.

Avant même de répondre à cette question, il me semble important de préciser que cette réflexion n'est pas de nature morale ou philosophique, mais politique. On pourrait, en effet, reformuler la question de la façon suivante : est-il dans l'intérêt des États de permettre une privatisation croissante des activités militaires ?

Les études de cas présentées dans ce mémoire ont permis de mieux saisir les avantages et les inconvénients de la privatisation de la guerre et de certaines des fonctions « régaliennes » de l'État. Premier constat, les SMP ne risquent pas de disparaître dans un avenir rapproché, et ce, pour plusieurs raisons, dont la plus importante est que les États ont compris qu'elles peuvent leur être utiles.

Deuxième constat, les SMP ne règlent pas les causes des problèmes sociaux et politiques qui sous-tendent les guerres. Ce que ces entreprises offrent, par contre, c'est une souplesse stratégique, une rapidité de déploiement, la possibilité pour les gouvernements d'étendre leur influence, sans pour autant déployer de soldats, ou encore de renforcer leur appareil sécuritaire très rapidement. Par ailleurs, il est beaucoup plus difficile de contrôler le travail des SMP que celui des armées nationales, ce qui, en soi, peut être inquiétant.

Les SMP ne sont pas des solutions miracles aux problèmes de sécurité internationale. Toutefois, elles peuvent aider les gouvernements à remplir certaines de leurs fonctions. Elles sont tout simplement un outil supplémentaire à la disposition des États. C'est donc aux États d'en faire bon usage en réglementant efficacement cette industrie. Les gouvernements peuvent tirer profit des possibilités que présentent les SMP, mais ils doivent demeurer très prudents. Peu importe le type de services qu'elles offrent, les SMP doivent être bien encadrées et surveillées par les autorités nationales et internationales. Elles doivent être tenues responsables de leurs actes et de ceux de leurs employés, quel que soit le pays où elles interviennent.

L'emploi de mercenaires est loin d'être la solution idéale aux problèmes de sécurité qui affligent la grande majorité des pays du tiers-monde. Toutefois, tant que la communauté internationale et, en premier lieu, les pays riches ne seront pas plus prompts à envoyer leurs soldats dans les conflits civils, il y aura toujours un marché pour les mercenaires et les SMP. Comme l'a dit le général canadien, Ian Douglas, négociateur pour l'ONU en Sierra Leone : « EO gave us this stability. In a perfect world, of course, we wouldn't need an organization like EO, but I'd be loath to say they have to go just because they are mercenaries. »³⁶

Ce mémoire n'est que la pointe de l'iceberg et ne répond qu'à quelques-unes des questions soulevées par la privatisation croissante de la conduite de la guerre. Nous espérons avoir su faire valoir l'intérêt que présente ce sujet, mais aussi, et surtout, combien il est important de continuer à étudier ce phénomène. Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, ce travail n'est pas seulement celui des politologues, mais aussi des juristes, qui doivent trouver une solution au problème de la réglementation des sociétés militaires privées. Les militaires, quant à eux, doivent trouver le moyen de mieux coordonner le travail des soldats et des civils déployés dans un théâtre d'opération, et véritablement évaluer la qualité du travail des sociétés militaires qu'ils embauchent. Les spécialistes de

³⁶ Rubin, « An Army of one's own », 48.

l'administration publique, les comptables et actuaires doivent éplucher les comptes et calculer le coût véritable de l'externalisation et de la sous-traitance. Sans chiffres crédibles, il est impossible de formuler des politiques viables et efficaces. Les journalistes doivent suivre le travail des entreprises et rapporter les faits, pas seulement les détails sensationnels. Et, finalement, il est important que les sociétés militaires privées et leurs employés participent à ce débat.

BIBLIOGRAPHIE

- Adams, Thomas K. 1999. « The New Mercenaries and the Privatization of Conflict ». *Parameters* 29 (2) : 103-116.
- Amnesty International (Etats-Unis). 2002. *Unmatched Power, Unmet Principles: The Human Rights Dimensions of US Training of Foreign Military and Police Forces*. <http://www.amnestyusa.org/stoptorture/msp.pdf>
- Amouretti, Marie-Claire. 1999. *Les sociétés grecques et la guerre à l'époque classique*. Paris : Ellipses.
- Aning, Emmanuel Kwesi. 2001. « Whither Africa's Security in the New Millennium: Stateor Mercenary-induced Stability? ». *Global Society* 15 (no 2) : 149-171.
- Arnold, Guy. 1998. *Mercenaries: The Scourge of the Third World*. New York: St. Martin's Press.
- Avant, Deborah D. 2005. *The Market for Force : The Consequences of Privatizing Security*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Avant, Deborah. 2005. « Private Security Companies ». *New Political Economy* 10 (no 1) : 121-131.
- Avant, Deborah. 2001. « From Mercenaries to Citizen Armies: Explaining Change in the Practice of War ». *International Organization* 54 (no 1) : 41-72.
- Avant, Deborah, 2002. « Privatizing Military Training », *Foreign Policy in focus*, 7 (no 2). <http://www.fpif.org/pdf/vol7/06ifmiltrain.pdf>
- Avant, Deborah. 2004. « Mercenaries ». *Foreign Policy* 143 (juillet/août) : 20-28.
- Baker, Patrick. 1999. « Les mercenaires ». Dans Francis Prost, dir., *Armées et sociétés de la Grèce classique. Aspects sociaux et politiques de la guerre aux Ve et IVe s. av. J.-C.* Paris : Éditions Errance, 240-255.
- Bayley, C.C. 1977. *Mercenaries for the Crimea. The German, Swiss, and Italian Legions in British Service, 1854-1856*. Montréal : McGill-Queen's University Press.
- Frank Bailey. 2003. « The Road Map for the Defence Public Private Partnership ». Discours du 23 février. <http://www.defence.gov.au/minister/BaileySpeechtpl.cfm?CurrentId=2375>

Canada. Bureau du vérificateur général. 2006. *L'entraînement en vol de l'OTAN au Canada*. <http://www.oag-bvg.gc.ca/domino/rapports.nsf/html/20060503cf.html>.

Bergner, Daniel. 2005. « The Other Army ». *New York Times Magazine* (14 août) : 29-32.

Best, Geoffrey. 1980. *Humanity in Warfare: the Modern History of the International Law of Armed Conflicts*. London: Weidenfeld and Nicolson.

Bigo, Didier. 2003. « Les entreprises de coercition para-privées : de nouveaux mercenaires ? ». *Cultures & Conflits* 52 (4) : 5-10.

Boucheron, Patrick. 2002. « Machiavel et la fin des mercenaires ». *L'Histoire* 267 (septembre) : 28-31.

Bharadwaj, Atul. 2003. « Privatization of Security: The Mercenary-Market Mix ». *Defence Studies* 3 (été) : 64-82.

Bjork, Kjell et Richard Jones. 2005. « Overcoming Dilemmas Created by the 21st Century Mercenaries: conceptualising the use of private security companies in Iraq ». *Third World Quarterly* 26 (no 4-5) : 777 – 796.

Brauer, Jurgen. 1999. « An economic perspective on mercenaries, military companies, and the privatisation of force ». *Cambridge Review of International Affairs* 13 (automne-hiver) : 130-146.

Bray, Richard. 2004. « Side by Side ». *Summit* 4 (no1) : 6-8.

Brayton, Steven. 2002. « Outsourcing War: Mercenaries and the Privatization of Peacekeeping ». *Journal of International Affairs* 55 (no 2) : 303-339.

Brooks, Doug et Gaurav Laroia. 2005. « Privatized Peacekeeping », *National Interest* 80.
<http://www.nationalinterest.org/ME2/dirmod.asp?sid=&nm=&type=Publishing&mod=Publications%3A%3AArticle&mid=1ABA92EFCD8348688A4EBEB3D69D33EF&tier=4&id=63D7F29F2A8D4ECBAC37058D9BC2B1E1>

Brooks, Doug. 2000. « Messiahs or mercenaries? The future of international private military Services ». *International-peacekeeping* 7 (no 4) : 129-144.

Briody, Dan. 2004. *The Halliburton Agenda. The Politics of Oil and Money*. Hoboken, NJ : John Wiley and Sons.

Bryant, G. J. 2000. « Indigenous mercenaries in the service of European armies: the case of the Sepoys in the early British Indian Army, 1750-1800 ». *War in History* 7 (no 1) : 2-28.

Bull, Hedley. 1995. *The Anarchical Society: a Study of Order in World Politics*. New York: Columbia University Press.

Burchett, Wilfred et Derek Roebuck. 1977. *Les putains de l'impérialisme. Les mercenaires en Afrique*. Paris: Maspero.

Bures, Oldrich. 2005. « Private Military Companies: A Second Best Peacekeeping Option? ». *International Peacekeeping* 12 (no 4) : 533 – 546.

Burgmester, H.C. 1978. « The recruitment and use of mercenaries in armed conflicts ». *American Journal of International Law* 72 (no 1) : 37-56.

Caferro, William. 2006. *John Hawkwood. An English Mercenary in Fourteenth-Century Italy*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.

Caferro, William. 1994. « Mercenaries and military expenditure: the costs of undeclared warfare in XIVth century Siena ». *Journal of European Economic History* 23 (automne) : 219-248.

Carr, Caleb. 1992. *The Devil Soldier. The American Soldier of Fortune who Became a God in China*. New York: Random House.

Canadien Broadcasting Corporation. 2003. « Croatian atrocities being forgotten: Cdn. Officers ». 21 Juillet.
http://www.cbc.ca/story/news/national/2003/07/21/croatia_030721.html

Chatterjee, Pratap. 2004. *Iraq, Inc.: A Profitable Occupation*. New York : Seven Stories Press.

Chapleau, Philippe. 2006. *Les mercenaires. De l'Antiquité à nos jours*. Rennes : Éditions Ouest-France.

Chapleau, Philippe. 2005. *Sociétés militaires privées. Enquêtes sur les soldats sans armées*. Paris : Éditions du Rocher.

Chapleau, Phillipe et François Missier. 1998. *Mercenaires S.A.* Paris : Desclée de Bouver.

Cleaver, Gerry. 2000. « Subcontracting military power : The privatisation of security in contemporary Sub-Saharan Africa ». *Crime, Law & Social Change* 33 (mars) : 131-149.

Cory-Jones, Keith. 1996. *War Dogs. British mercenaries in Bosnia tell their own story*. Londres: BCA.

Coker, Christopher. 1999. « Outsourcing War ». *Cambridge Review of International Affairs* 13 (no 1) : 95-113.

Coureau, Christopher. 1998. « Profession: mercenaire », *Historia* 623 (novembre) : 16-23.

David, Éric. 1978. *Mercenaires et volontaires internationaux en droit des gens*. Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles.

Davis, James R. 2000. *Fortune's Warrior. Private Armies and the New World Order*. Toronto : Douglas & McIntyre.

Denard, Bob. 1998. *Corsaire de la République*. Paris: Robert Laffont.

Canada. Ministère de la défense nationale. 2004. *Le NCSM Athabaskan effectue l'arraisonnement du GTS Katie*. Communiqué de presse du 3 août.
http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=16

Canada. Ministère de la Défense nationale. 2004. « Documentation : Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes ».
http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=1409

Canada. Comité sénatorial permanent de la Sécurité nationale et de la défense. 2004. *Témoignage de monsieur Alan Williams, sous-ministre adjoint (Matériel) du ministère de la Défense nationale*.
http://www.parl.gc.ca/38/1/parlbus/commbus/senate/Com-f/defe-f/02ev-f.htm?Language=F&Parl=38&Ses=1&comm_id=76

Canada. Diversification de l'économie de l'Ouest. 2002. « Évaluation des avantages économiques résultant de la mise en œuvre du Programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada (NFTC) à Moose Jaw en Saskatchewan ». http://www.wd.gc.ca/rpts/research/nato/4_f.asp

Canada. Ministère de la Défense nationale. 2002. « Opération Megaphone ». http://www.forces.gc.ca/site/Operations/megaphone_f.asp

Drohan, Madeleine. 2003. *Making a Killing. How and why corporations use armed forces to do business*. Toronto: Random House Canada.

Dokubo, Charles. 2000. « 'An Army for Rent', Private military Corporations and civil Conflicts in Africa : The Case of Sierra Leone ». *Civil Wars* 3 (2) : 51-64.

Edwards, John Carver. 1997. *Airmen Without Porfolio. U.S. mercenaries in Civil War Spain*. WestPort, Connecticut : Praeger.

Ertman, Thomas. 1997. *Birth of the Leviathan: Building States and Regimes in Medieval and Early Modern Europe*. Cambridge : Cambridge University Press.

États-Unis. Government Accountability Office. 2006. *Actions Still Needed to Improve the Use of Private Security Providers*. 13 juin.
<http://www.gao.gov/htext/d06865t.html>

États-Unis. Office of Management and Budget. 2003. « Circular no. A-76 revised », 29 mai.
http://www.whitehouse.gov/omb/circulars/a076/a76_incl_tech_correction.html

États-Unis. Department of Defense. 2001. *Quadrennial Defense Review*.
<http://www.defenselink.mil/pubs/qdr2001.pdf>

États-Unis. Department of the Army. 1985. *Logistics Civilian Augmentation Program (LOGCAP). Army Regulation 700-137*.
http://www.army.mil/usapa/epubs/pdf/r700_137.pdf#search=%22AR%20700-137%22

Faite, Alexandre. 2004. « Involvement of Private Contractors in Armed Conflict: Implications under International Humanitarian Law ». *Defence Studies* 42 (été) : 166-183.

Fawcett, Bill, dir. 1999. *Merces. True stories of mercenaries in action*. New York: Avon Books.

Ferris, Stephen P. et David M. Keithly. 2001. « Outsourcing the Sinews of war: Contractor Logistics ». *Military Review* 81 (septembre-octobre) : 72-83.

Forsyth, Frederick. 1969. *The Biafra Story*. Middlesex: Penguin Books.

Fowler, Kenneth. 2001. *Medieval Mercenaries. The Great Companies*. Malden, Mass : Blackwell Publishers.

Fowler, Kenneth. 2000. « *Condotte et condottieri*. Mercenaires anglais au service de Florence au XIVe siècle ». Dans Jacques Paviot et Jacques Verger, dir., *Guerre, pouvoir, et noblesse au Moyen Âge. Mélanges en l'honneur de Philippe Contamine*. Paris : Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 283-290.

France. Ministère de la Défense nationale - Institut Esprit Service. 2003. *Perspectives d'externalisation en France. Actes du Colloque du 30 janvier 2003*.
http://institut-esprit-services.medef.fr/doc/actes_defense.pdf

Francis, David J. 1999. « Mercenaries intervention in Sierra Leone: providing national security or international exploitation? ». *Third World Quarterly* 20 (no 2) : 319-338.

Fredlan, Eric J. 2004. « Outsourcing military force: A transaction cost perspective on the role military companies ». *Defence and Peace Economics* 15 (no 3) : 205-219.

French, Howard. 1997. « The Mercenary Position ». *Transition* 73: 110-121.

Gaultier, Leonard, Garine Hovespian, Ayesha Ramachandran, Ian Wadley et Badr Zerhoud. 2001. *Mercenary Issue at the UN Commission on Human Rights: The Need for a New Approach*. Londres : International Alert.

<http://www.international-alert.org/publications/getdata.php?doctype=Pdf&id=103>.

Geddes, John. 2006. *Highway to Hell. An ex-SAS soldier's account of the extraordinary private army hired to fight in Iraq*. Londres : Centrury.

Gill, Graeme. 2003. *The Nature and Development of the Modern State*. New York: Palgrave.

Gleijeses, Piero. 1994. « "Flee! The White Giants are Coming!": The United States, the Mercenaries, and the Congo, 1964-65 ». *Diplomatic History* 18 (no 2) : 207-237.

Goldstein, Bohunka. 1999. « Mercenarism ». Dans Cherif Bassiouni, dir., *International Criminal Law, vol. I*. Ardsley, NY : Transnational Publishers, 439-458.

Gould, Tony. 1999. *Imperial Warriors. Britain and the Gurkhas*. Londres : Granta Books.

Grande-Bretagne. House of Commons. 2002. *Private Military Companies: Option for regulation*. Londres : The Stationery Office.

Green, L.C. 1979. « The Status of Mercenaries in International Law ». *Manitoba Law Journal* 9 : 201-246.

Griffin, Michèle. 1999. « Blue Helmet Blues. Assessing the Trend Towards "Subcontracting" UN Peace Operations ». *Security Dialogue* 30 (1) : 43-60.

Griffith, G.T. 1968. *The Mercenaries of the Hellenistic World*. Groningen: Bouma's Boekhuis N.V. Publishers.

Grundy, Kenneth W. 1968. « On Machiavelli and the Mercenaries ». *Journal of Modern African Studies* 6 (no 3) : 295-310.

Hale, J.R. 1985. *War and Society in Renaissance Europe 1450-1620*. Baltimore: Maryland: Johns Hopkins University Press.

Hall, Bert S. 1997. *Weapons and Warfare in Renaissance Europe*. Baltimore, Md: Johns Hopkins University Press.

Hampson, F.J. 1991. « Mercenaries: Diagnosis before prescription ». *Netherlands Yearbook of International Law* 22 : 3-38.

Harker, John. 1998. « Mercenaries: private power, public insecurity? ». *New Routes* 4 : 3-6.

Hartley, Keith. 2004. « The Economics of Military Outsourcing ». *Defence Studies* 4 (été) : 199-206.

Hasham, Mariyam. 2003. « Executive Outcomes: An Unconventional Army ». *British Army Review*, 132 (été) : 40-44.

Herbst, Jeffrey. 1990. « War and State in Africa ». *International Security* 14 (no 4) : 117-139.

Hibou, Béatrice. 1999. « De la privatisation des économies à la privatisation des États. Une analyse de la formation continue de l'État ». Dans Béatrice Hibou, dir., *La privatisation des États*. Paris : Éditions Karthala, 11-67.

Hooper, Jim. 2002. *Bloodsong! An Account of Executive Outcomes in Angola*. New York : HarperCollins.

Hoover, Mike J. 1977. « The Laws of War and the Angolan Trial of Mercenaries : Death to the Dogs of War ». *Case Western Reserve Journal of International Law* 9 (décembre) : 323-406.

Howard, Michael. 1988. *La guerre dans l'histoire de l'Occident*. Paris: Fayard.

Howe, Herbert M. 1998. « Private security forces and African stability: the case of Executive Outcomes ». *The Journal of Modern African Studies* 36 (no 2) : 307-331.

Hubac, Olivier, dir. 2006. *Mercenaires et polices privées : La privatisation de la violence armée*. Paris : Encyclopaedia Universalis.

International Alert. 2001. *The Mercenary issue at the UN commission on Human Rights. The Need for a new Approach*.
www.international-alert.org/pdf/pubsec/unhr.pdf

International Consortium of Investigative Journalists. 2002. *Making a Killing : The Business of War*. Washington, D.C.: Center for Public Integrity.

International Crisis Group. 2001. *Sierra Leone. Time for a new military and political strategy*. ICG Africa Report N° 28.
http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?action=login&ref_id=1491

Isenberg, David,. 2004. *A Fistful of Contractors: The Case for a Pragmatic Assessment of Private Military Companies in Iraq*. Washington D.C.: BASIC Research Report 4.

Isenberg, David. 1997. *Soldiers of Fortune Ltd. A Profile of Today's Private Sector Corporate Mercenary Firms*. Washington, DC: Center for Defense Information. www.cdi.org/issues/mercenaries/merc1.html

Jackson, Paul. 2002. « War is much too serious a thing to be left to military men: Private military companies, combat and regulation ». *Civil Wars* 5 (no 4) : 30-55.

Joseph, Richard et Jeffrey Herbst. 1997. « Responding to State Failure in Africa », *International Security* 22 (no 2) : 175-184.

Kiernan, V.G. 1957. « Foreign mercenaries and Absolute monarchy ». *Past and Present* 11 (avril) : 66-86.

Kinsey, Christopher. 2005. « Challenging international law: a dilemma of private security companies Conflict ». *Conflict, Security & Development* 5 (décembre) : 269-293.

Kinsey, Chistopher. 2005. « Examining the Organisational Structure of UK Private Security Companies ». *Defence Studies* 5 (juin) :188–212

Klen, Michel. 1999. « Le retour des mercenaires ». *Études* 39 (juin) : 319-328.

Klen, Michel. 1996. « Comores et mercenaires ». *Défense nationale* 52 (janvier) :127-139.

Krahmann, Elke. 2005. « Security governance and the private military industry in Europe and North America ». *Conflict, Security & Development* 5 (no 2) : 247-268.

Krahmann, Elkee. 2005. « Private Military Services in the UK and Germany: Between Partnership and Regulation ». *European Security* 14 (no 2) : 277-295.

Krahmann, Elkee. 2005. « Regulating Private Military Companies: What Role for the EU? ». *Contemporary Security Policy* 26 (no 1) : 103–125.

Kritsiotis, Dino. 1998. « Mercenaries and the Privatization of Warfare ». *Fletcher Forum of World Affairs* 22 (été-automne) : 11-25.

Kwakwa, Edward. 1990. « The Current Status of Mercenaries in the Law of Armed Conflict ». *Hastings International and Comparative Law Review* 14 (no 1) : 67-92.

Leander, Anna. 2005. « The Market for Force and Public Security: The Destabilizing Consequences of Private Military Companies ». *Journal of Peace Research* 42 (no 5) : 605–622.

LeDoux, Karen E. 2005. « LOGCAP 101: An Operational Planner's Guide ». *Army Logistician* 37 (no 3).
<http://www.almc.army.mil/alog/issues/MayJun05/logcap.html>

Lanning, Michael Lee. 2005. *Mercenaries: Soldiers of Fortune, from Ancient Greece to Today's Private Military Companies*. New York : Ballantine Books.

Leverchy, Christian. 2003. « Définir le mercenaire puis lutter contre le mercenariat « entrepreneurial » : un projet de gouvernement » *Cultures & Conflits* 52 (4) : 67-90.

Lilly, Damian. 2000. « The Privatization of Peacekeeping: Prospects and Realities ». *Disarmament Forum* 3 : 53 – 62.

Makki, Sami. 2005. *Processus d'externalisation au sein de la Défense britannique : enseignements pour la France*. Paris : Centre d'Études en Sciences Sociales de la Défense..

Major, Marie-France. 1992. « Mercenaries and International Law ». *Georgia Journal of International and Comparative Law* 22 (janvier) : 103-150.

Mallet, Michael. 1974. *Mercenaries and their Masters. Warfare in Renaissance Europe*. Totowa, N.J.: Rowman and Littlefield.

Mallin, Jay et Robert K. Brown. 1979. *Merc: American Soldiers of Fortune*. New York: MacMillan.

Mandel, Robert. 2002. *Armies without States. The privatization of Security*. Boulder: Lynne Rienner.

Mandel, Robert. 2001. « The Privatization of Security ». *Armed Forces & Society* 28 (automne) : 129-151.

Mann, Golo. 1976. *Wallenstein. His life narrated*. Londres: Andre Deutsch.

Marchal, Rolland. 1999. « Interpréter la guerre en Afrique ». *Espace Temps* 71-72-73 : 114-130.

Mehlum, Halvor, Karl Ove Moene et Ragnar Torvik. 2002. « Plunder & Protection Inc. ». *Journal of Peace Research* 39 (no 4) : 447-459.

Merglen, Albert. 1970. *La naissance des mercenaires*. Paris: Arthaud

Millar, Gilbert John. 1971. « The landsknecht: His recruitment and Organization, with some Reference to the Reign of Henry VIII ». *Military Affairs* 35 (octobre) : 95-99.

Millard, Todd S. 2003. « Overcoming Post-Colonial Myopia : A call to recognize and regulate Private military Companies ». *Military Law Review* 176 (juin) : 1-95.

Mockler, Anthony. 1985. *The New Mercenaries*. Londres: Corgi Book.

Morrow, Al. 2005. « CANCAP The Changing Face of Logistic Support to the Canadian Forces ». *Canadian Army Journal* 8 (no 2) : 85-98.

Mourning, Paul W. 1982. « Leashing the Dogs of War : Outlawing the Recruitment and Use of Mercenaries ». *Virginia Journal of International Law* 22 : 591-613.

Münkler, Herfried. 2004. *The New Wars*. Malden, MA : Polity Press.

Musah, Abdel-Fatau et J. Fayemi-Kayode, dir., 2000. *Mercenaries. An African Security Dilema*. Londres : Pluto Press.

Muthien, Bernedette et Ian Taylor. 2002. « The return of the dogs of war? The privatization of security in Africa ». Dans Rodney Bruce Hall et Thomas J. Biersteker, *The Emergence of Private Authority in Global Governance*. Cambridge: Cambridge University Press, 183-199.

Nossal, Kim Richard. 1998. *The Patterns of World Politics*. Scarborough: Prentice Hall Canada.

Nossal, Kim Richard. 1998. « Roland goes Corporate: mercenaries and Transnational Security in the Post-Cold War Era ». *Civil Wars* 1 (no 1) : 16-35.

O'Brien, Kevin A. 2001. « PMCs, Myths and mercenaries: The debate on private military companies ». *RUSI Journal*, 145 (février) : 59-64.

O'Brian, Kevin A. 1997. « Military-advisory groups and African security: privatized peacekeeping? ». *International Peacekeeping* 5 (automne) : 78-105.

Olonisakin, Funmi. 1998. « Mercenaries fill the Vacuum ». *The World Today* 54 (no 6) : 146-148.

Olsson, Christian. 2003. « Vrai procès et faux débats : perspectives critiques sur les argumentaires de légitimation des entreprises de coercition para-privées ». *Cultures & Conflits* 52 (4) : 11-48.

Parke, H.W. 1933. *Greek mercenary soldiers from the earliest times to the Battle of Ipsus*. Oxford: Clarendon Press.

Pech, Khareen. 1998. « Executive Outcomes – A corporate conquest ». Dans Jakkie Cilliers et Peggy Mason, dir., *Peace, profit or plunder? : The privatisation of security in war-torn African societies*. Pretoria : Institute for Security Studies, 81-109.

Pelchat, Michel. 2002-2003. *Rapport au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées (1) sur le projet de loi relatif à la répression de l'activité de mercenaire*. Rapport no 142. Paris : Sénat français. <http://senat.fr/rap/102-142/102-1421.pdf>.

Porter, Bruce. 1993. *War and the Rise of the State: the Military Foundations of Modern Politics*. New York : Free Press.

Potter, David. 1996. « The International mercenary market in the Sixteenth Century: Anglo-French Competition in Germany, 1543-50 ». *English Historical Review* 111 (février) : 24-58.

Programme des Nations Unies pour le développement. 2005. *Rapport Mondial sur le Développement Humain 2005. La coopération internationale à la croisée des chemins. L'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités*. Paris : Economica. http://hdr.undp.org/reports/global/2005/francais/pdf/HDR05_fr_complete.pdf

Reinhard, Wolfgang. 1996. « Élités du pouvoir, serviteurs de l'État, classes dirigeantes et croissance du pouvoir de l'État ». Dans Wolfgang Reinhard, dir., *Les élites du pouvoir et la construction de l'État en Europe*. Paris : Presses universitaires de France, 1-24.

Reno, William. 2000. « Internal Wars, private Enterprise, and the Shift in Strong State – Weak State Relations ». *International Politics* 37 (mars) : 37-57.

Reno, William. 1997. « War, Markets, and the Reconfiguration of west Africa's Weak States ». *Comparative Politics* 29 (juillet) : 493-510.

Reno, William. 1997. « Privatizing War in Sierra Leone ». *Current History* 96 (no 610) : 227-230.

Renou, Xavier, dir. 2006. *La privatisation de la violence : Mercenaires et sociétés militaires privées au service du marché*. Paris : Agone.

Renou, Xavier. 2005. « Private Military Companies Against Development ». *Oxford Development Studies* 33 (no 1) : 107-115.

Ripley, Tim. 1997. *Mercenaries. Soldiers of Fortune*. Bristol: Parragon.

- Rogers, Anthony. 1998. *Someone else's war. Mercenaries from 1960 to the Present*. Londres: HarperCollins.
- Roggeveen, Sam. 1997. « The Case for the Mercenary Army ». *Australian Defence Force Journal* 126 (septembre/octobre) : 50-53.
- Rosemann, Nils. 2005. « Privatized War and Corporate Impunity ». *Peace Review: A Journal of Social Justice* 17 (no 2-3) : 273-287.
- Rubin, Elizabeth. 1997. « An Army of one's own ». *Harper's Magazine* (février) : 44-55.
- Saint-Quentin de, Grégoire. 1998. « Mercenariat et mutations stratégiques ». *Défense nationale* 54 (avril) : 34-44.
- Sandoz, Yves. 1999. « Private security and International Law » Dans Jakkie Cilliers et Peggy Mason, dir., *Peace, profit or plunder?: The privatisation of security in war-torn African societies*. Pretoria : Institute for Security Studies, 201-225.
- Schumacher, Gerald. 2006. *A Bloody Business. America's War Zone Contractors and the Occupation of Iraq*. St-Paul, MN : Zenith Press,
- Schnerb, Bertrand. 1992. « Un capitaine italien au service de Jean sans Peur : Castellain Casc ». *Annales de Bourgogne* 64 (janvier-mars) : 5-27.
- Scott, Peter. 1998. *Lost Crusade. America's Secret Cambodian Mercenaries*. Annapolis: Naval Institute Press.
- Seagrave, Sterling. 1981. *Soldiers of Fortune*. Alexandria, Virginia: Time-Life Books.
- Senior, Hereward. 1970. « Mercenaries in the British Service ». *History Today* 20 (no 7) : 504-510.
- Shearer, David. 1998. *Private armies and Military Intervention*. Oxford: Oxford University Press. (*Adelphi Paper* 316).
- Shearer, David. 1998. « Outsourcing War ». *Foreign Policy* 112 (automne) : 68-91.
- Shearer, David. 1997. « Dial an army ». *The World Today* 53 (no 8-9) : 203-205.
- Serewicz, Lawrence W. 2002. « Globalization, Sovereignty and the Military revolution: From mercenaries to Private International Security Companies ». *International Politics* 39 (mars) : 75-89.

Shannon, Fred A. 1926. « The Mercenary Factor in the Creation of the Union Army ». *The Mississippi Valley Historical Review* 12 (mars 1926) : 523-549.

Shannon, Ulrich. 2002. « Private Armies and the Decline of the State ». Dans Kenton Worcester, Sally Avery Bermanzohn et Mark Ungar, dir., *Violence and Politics: Globalization's Paradox*. Londres : Routledge, 32-47.

Shannon, Ulric. 2000. « Human Security and the Rise of Private Armies ». *New Political Science* 22 (no 1) : 103-115.

Silverstein, Ken. 2000. *Private Warriors*. New York: Verso Press.

2005. « Outsourcing War ». *Foreign Affairs* 84 (no 2).
<http://www.brookings.edu/views/articles/fellows/singer20050301.htm>

Singer, Peter W. 2004. « The Contract the Military Needs to Break », *The Washington Post* (12 septembre)
<http://www.brookings.edu/views/op-ed/fellows/singer20040912.htm>

Singer, Peter W. 2004. « Nation Builders and Low Bidders in Iraq », *The New York Times* (15 juin).
<http://www.brookings.edu/views/op-ed/fellows/singer20040615.htm>

Singer, Peter W. 2004. « Outsourcing the War ». *Salon.com* (16 avril).
<http://www.brookings.edu/views/articles/fellows/singer20040416.htm>

Singer, Peter W. 2004. « Warriors for Hire in Iraq ». *Salon.com* (15 avril).
<http://www.brookings.edu/views/articles/fellows/singer20040415.htm>

Singer, Peter W. 2004. « War, Profits, and the Vacuum of Law: Privatized Military Firms and International Law ». *Columbia Journal of Transnational Law* 42 (no 2) : 521-550.

Singer, Peter W. 2004. « The Private military industry and Iraq: What have we learned and where to next? ». (note de recherche) Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces.

Singer, Peter W. 2003. *Corporate warriors. The rise of the privatized military industry*. Ithaca, NY: Cornell University Press.

Singer, Peter W. 2003. « Peacekeepers, Inc. ». *Policy Review* 119 (juin).
www.policyreview.org/jun03/singer_print.html

Singer, Peter W. 2003. « The Ultimate Military Entrepreneur ». *MHQ: Military History Quarterly* (printemps) : 6-15.

Singer, Peter W. 2001-2002. « Corporate Warriors: The Rise and Ramifications of the Privatized Military Industry ». *International Security* 26 (no 3) : 190-220.

Smith, E.D., Valour. 1997. *A History of the Gurkhas*. Woodstock, NY : The Overlook Press.

Smith, Eugene B. 2002-2003. « The New Condottieri and US policy: The Privatization of Conflict and Its Implications ». *Parameters* 32 (hiver) : 104-119.

Sosnowski, Leszek 1979. « The position of mercenaries under International Law ». *Indian Journal of International Law* 19 : 382-390.

Spearin, Christopher. 2005. « Between Public Peacekeepers and Private Forces: Can there be a Third Way? ». *International Peacekeeping* 12 (no 2) : 240-252.

Spearin, Christopher. 2003. « American hegemony incorporated: the importance and implications of military contractors in Iraq ». *Contemporary Security Policy* 24 (no 3) : 26-47.

Spearin, Christopher. 2001. « Private Security Companies and Humanitarians: A Corporate Solution to Securing Humanitarian Spaces? ». *International peacekeeping* 8 (no 1) : 2043.

Spearin, Christopher. 2000. « A Private Security Panacea? A Specific Response to Mean Times ». *Canadian Foreign Policy* 7 (printemps) : 67-80.

Spears, Joanna. s.d. *The Security Sector : The Political Economy of Private Military Security*, Rapport de recherche non-publié.

Spicer, Tim. 1999. *An unorthodox soldier. Peace and war and the Sandline Affair*. Edinburg: Mainstream publishing company.

Starr, Stephen Z. 1995. *Colonel Grenfell's wars. The life of a soldier of fortune*. Baton Rouge: Louisiana State University Press.

Strange, Susan. 1994. *The Retreat of the State. The Diffusion of Power in the World Economy*. Cambridge: Cambridge University Press.

Suter, Keith. 1997. « Mercenaries, Mines and Mistakes ». *The World Today* 53 (no 11) : 278-280.

Swain, Elisabeth Ward. 1989. « The wages of peace: the *condotte* of Ludovico Gonzaga, 1436-1478 ». *Renaissance Studies* 3 (décembre) : 442-452.

Swindle, David W. 2005. « KBR ». Communication, 21st National Logistics Conference and Exhibition, Miami, 28 février au 3 mars.
<http://www.dtic.mil/ndia/2005logistics/thursday/swindle.pdf#search=%2260%20fatalities%20%26%20250%2B%20hostile%20injuries%22>

Takahashi, Hideyuki. 1999. « Maldivian national security - and the threats of mercenaries ». *Round-table* 351 (juillet) : 433-444.

Tallett, Frank. 1992. *War and Society in Early-Modern Europe, 1495-1715*. New York: Routledge.

Taulbee, James L. 1998. « Mercenaries and citizens: a comparison of the armies of Carthage and Rome ». *Small Wars and Insurgencies* 9 (no 3) : pp.1-16.

Taulbee, James L. et David A. Head. 1993. « Mercenary Commando Coup Operations : Theory versus Practice ». *Journal of Strategic Studies* 16 (mars) : 109-121.

Taulbee, James L. 1985. « Myths, Mercenaries and Contemporary International Law ». *California Western International Law Journal* 15 (no 2): 339-363.

Tease, Geoffrey. 1970. *The Condottieri. Soldiers of Fortune*. Londres : Thames and Hudson.

Tilly, Charles. 1990. *Coercion, capital, and European states, AD 990-1990*. Cambridge, Mass. : Blackwell.

Tilly, Charles. 1985. « War Making and State Making as Organized Crime ». Dans Peter Evans, Dietrich Rueschemeyer et Theda Skocpol, dir., *Bringing the State Back In*. Cambridge, Mass. : Cambridge University Press, 169-191.

Tilly, Charles, dir. 1975. *The Formation of national States in Western Europe*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.

Thompson, Janice E. 1994. *Mercenaries, Pirates, & Sovereigns. State-Building and extraterritorial violence in Early Modern Europe*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.

Thompson, Janice E. 1990. « State Practices, International Norms, and the decline of Mercenarism ». *International Studies Quarterly* 34 (mars) : 23-47.

Thomson, Mark. 2005. *War and profit: doing business on the battlefield*. Barton: Australian Strategic Policy Institute.

Toffler, Alvin et Heidi. 1994. *Guerre et Contre-guerre. Survivre à l'aube du XXIe siècle*. Paris : Fayard.

Tolotti, Sandrine. 1999. « Les nouveaux mercenaires ». *Croissances* 423 (février) : 19-23.

Tomlinson, Don E. 1990. « Choosing Social responsibility Over Law : The Soldier of Fortune Classified Advertising Case ». *Business & Professional Ethics Journal* 9 (no 1-2) : 79-96.

Tourraix, Alexandre. 1999. « Les mercenaires grecs au service des Achéménides ». Dans Patrice Brun, dir., *Guerres et sociétés dans les mondes grecs 490-322*. Paris : Éditions du temps, 201-216.

Taylor, Trevor. 2004. « Contractors on deployed operations and equipment support » *Defence Studies* 4 (été) : 184-198.

Uttley, Matthew R.H. 2004. « Private contractors on deployed operations: the United Kingdom experience ». *Defence Studies* 4 (été) : 145-165.

Van Creveld, Martin. 1999. *The rise and decline of the state*. New York : Cambridge University Press.

Van Deventer, Henry W. 1976. « Mercenaries at Geneva ». *American Journal of International Law* 70 (no 4) : 811-816.

Van Evera, Stephen. 1997. *Guide to methods for students of political science*. Ithaca: Cornell University Press.

Venter, A.J. 2006. *War Dogs. Fighting Other People's War: The Modern Mercenary in Combat*. Philadelphie: Casemate.

Vignaux, Barbara. 2004. « Le mercenariat est hors la loi, vive le mercenariat ! ». *Le Monde diplomatique* (novembre).
<http://www.monde-diplomatique.fr/2004/11/vignaux/11674>.

Weber, Max. 1960. *Le savant et le politique*. Paris : Union générale d'édition.

Weber, Max. 1991. *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*. Paris : Gallimard.

Weber, Olivier. 1995. « Profession mercenaire ». *Le Point* 1303 (7 octobre) : 30-32.

Wilhelmy, Jean-Pierre. 1997. *Les mercenaires allemands au Québec: 1776-1783*. Sillery : Septentrion.

Williams, Micheal C. et Rita Ambrahamsen. s.d. *The Globalization of Security. A Country Report : Sierra Leone*, 5.
<http://users.aber.ac.uk/rbh/privatesecurity/country%20report-sierra%20leone.pdf>

Witte, Griff. 2006. « Army to End Expansive, Exclusive Halliburton Deal Logistics Contract to Be Open for Bidding ». *Washington Post* 12 juillet : A01.

Yalichev, Serge. 1997. *Mercenaries of the Ancient World*. Londres : Constable.

Zarate, Juan Carlos. 1998. « The Emergence of a new Dog of War: Private International Security Companies, International Law, and the New World Disorder ». *Stanford Journal of International Law* 34 (no 75) : 75-156.

ANNEXE 1**CONVENTION DE L'OUA SUR L'ÉLIMINATION DU MERCENARIAT EN AFRIQUE.
LIBREVILLE, 3 JUILLET 1977**

Nous, Chefs d'État et de Gouvernement des États membres de l'Organisation de l'Unité Africaine,

Considérant la grave menace que constituent les activités des mercenaires pour l'indépendance, la souveraineté, la sécurité, l'intégrité territoriale et le développement harmonieux des États membres de l'OUA;

Préoccupés du danger que représente le mercenariat pour l'exercice légitime du droit des peuples africains sous domination coloniale et raciste, à la lutte pour leur indépendance et leur liberté;

Convaincus que la solidarité et la coopération totales entre les États membres de l'Organisation de l'Unité Africaine sont indispensables pour mettre un terme aux activités subversives des mercenaires en Afrique;

Considérant que les résolutions des Nations Unies et de l'OUA, les prises de position et la pratique d'un grand nombre d'États constituent l'expression de règles nouvelles du droit international faisant du mercenariat un crime international;

Décidés à prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer du Continent africain le fléau que constitue le mercenariat,

SOMMES CONVENUS de ce qui suit :

Article 1^{er}**Définition**

1. Le terme "mercenaire" s'entend de toute personne :

- a) qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé ;
- b) qui en fait prend une part directe aux hostilités ;
- c) qui prend part aux hostilités en vue d'obtenir un avantage personnel et à laquelle est effectivement promise, par une Partie au conflit ou en son nom, une rémunération matérielle ;

d) qui n'est ni ressortissant d'une Partie au conflit, ni résident du territoire contrôlé par une Partie au conflit ;

e) qui n'est pas membre des forces armées d'une Partie au conflit ; et

f) qui n'a pas été envoyée par un État autre qu'une Partie au conflit en mission officielle en tant que membre des forces armées dudit État.

2. Commet le crime de mercenariat l'individu, groupe ou association, le représentant de l'État ou l'État lui-même qui, dans le but d'opposer la violence armée à un processus d'autodétermination, à la stabilité ou à l'intégrité territoriale d'un autre État, pratique l'un des actes suivants :

a) abriter, organiser, financer, assister, équiper, entraîner, promouvoir, soutenir ou employer de quelque façon que ce soit des bandes de mercenaires ;

b) s'enrôler, s'engager ou tenter de s'engager dans lesdites bandes ;

c) permettre que dans les territoires soumis à sa souveraineté ou dans tout autre lieu sous son contrôle, se développent les activités mentionnées dans l'alinéa a) ou accorder des facilités de transit, transport ou autre opération des bandes susmentionnées.

3. Toute personne physique ou morale qui commet le crime de mercenariat tel que défini au paragraphe 1er du présent article, commet le crime contre la paix et la sécurité en Afrique et est punie comme telle.

Article 2

Circonstances aggravantes

Le fait d'assumer le commandement de mercenaires ou de leur donner des ordres, constitue une circonstance aggravante.

Article 3

Statut des mercenaires

Les mercenaires n'ont pas le statut de combattant et ne peuvent bénéficier du statut de prisonnier de guerre.

Article 4

Entendue de la responsabilité pénale

Un mercenaire répond aussi bien du crime de mercenariat que de toutes infractions connexes, sans préjudice de toutes autres infractions pour lesquelles il pourrait être poursuivi.

Article 5

Responsabilité générale de l'État et de ses représentants

1. Quand le représentant d'un État est responsable en vertu des dispositions de l'article 1er de la présente convention, d'un acte ou d'une omission considéré comme criminel par la présente convention, il sera puni en raison de cet acte ou de cette omission.

2. Quand un État est responsable, en vertu des dispositions de l'article 1er ci-dessus, d'un acte ou d'une omission considéré comme criminel par ledit article, toute autre partie à la présente convention peut invoquer les dispositions de la présente convention dans ses relations avec l'État accusé et devant les organisations, tribunaux ou instances internationales ou de l'OUA compétentes.

Article 6

Obligations des États

Les parties contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer du Continent africain les activités des mercenaires.

À cette fin, chaque État contractant s'engage, notamment, à :

a) empêcher que ses nationaux ou des étrangers se trouvant sur son territoire commettent l'une des infractions prévues à l'article 1er de la présente convention ;

b) empêcher l'entrée ou le passage sur son territoire de tout mercenaire et de tout équipement qui lui est destiné ;

c) interdire sur son territoire toute activité d'organisations ou d'individus qui

utilisent les mercenaires contre un État africain, membre de l'Organisation de l'Unité Africaine, ou contre des peuples africains en lutte pour leur libération ;

d) communiquer aux autres membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, soit directement, soit par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'OUA, toute information relative aux activités des mercenaires, dès qu'elle sera parvenue à sa connaissance ;

e) interdire sur son territoire le recrutement, l'entraînement, l'équipement ou le financement de mercenaires et toutes autres formes d'activités susceptibles de favoriser le mercenariat ;

f) prendre toutes mesures législatives ou autres nécessaires à la mise en œuvre immédiate de la présente convention.

Article 7

Sanctions

Tout État contractant s'engage à punir de la peine la plus sévère prévue dans sa législation, l'infraction définie à l'article 1er de la présente convention, la peine applicable pouvant aller jusqu'à la peine capitale.

Article 8

Compétence

Chaque État contractant s'engage à prendre les mesures nécessaires pour punir conformément à l'article 7 de la présente convention, tout individu trouvé sur son territoire et qui aurait commis l'infraction définie à l'article 1er de la présente convention, s'il ne l'extrade pas vers l'État contre lequel l'infraction a été commise.

Article 9

Extradition

1. Le crime défini à l'article 1er étant considéré comme un crime de droit commun ne peut être couvert par la législation nationale excluant l'extradition pour les crimes politiques.

2. Une demande d'extradition ne peut être refusée, à moins que l'État requis ne s'engage à poursuivre le délinquant conformément aux dispositions de l'article 8 de la présente Convention.

3. Lorsqu'un national est l'objet de la demande d'extradition, l'État requis devra, si l'extradition est refusée, engager des poursuites pour l'infraction commise.

4. Si, conformément aux paragraphes 2 et 3 du présent article, des poursuites judiciaires sont engagées, l'État requis notifiera les résultats de ces poursuites à l'État requérant ou à tout autre État intéressé, membre de l'Organisation de l'Unité Africaine.

5. Un État sera considéré comme intéressé par les résultats des poursuites prévues au paragraphe 4 du présent article si l'infraction a un rapport quelconque avec son territoire ou porte atteinte à ses intérêts.

Article 10

Assistance mutuelle

Les États contractants s'assurent réciproquement la plus grande assistance en ce qui concerne l'enquête préliminaire et la procédure criminelle engagée relative au crime défini à l'article 1er de la présente Convention et aux infractions connexes à ce crime.

Article 11

Garanties judiciaires

Toute personne ou groupe de personnes traduite en justice pour le crime défini à l'article 1er de la présente convention bénéficie de toutes les garanties normalement reconnues à tout justiciable par l'État sur le territoire duquel ont lieu les poursuites.

Article 12

Règlement des différends

Tout différend au sujet de l'interprétation et de l'application des dispositions de la présente Convention sera réglé par les parties intéressées, conformément aux principes de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine et de la Charte des Nations Unies.

Article 13

Signature, ratification, entrée en vigueur

1. La présente Convention demeurera ouverte à la signature des États membres de l'Organisation de l'Unité Africaine. Elle sera ratifiée, et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire Général Administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine.
2. La Convention entrera en vigueur trente jours après la date de dépôt du dix-septième instrument de ratification.
3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout signataire qui la ratifiera ultérieurement trente jours après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 14

Adhésion

1. Tout État membre de l'Organisation de l'Unité Africaine peut adhérer à la présente Convention.
2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt auprès du Secrétaire Général Administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine, d'un instrument d'adhésion et prendra effet trente jours après son dépôt.

Article 15

Notification et Enregistrement

1. Le Secrétaire Général Administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine notifiera aux États membres de l'Organisation :
 - a) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion;
 - b) la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention.
2. Le Secrétaire Général Administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine enverra copie certifiée conforme de la présente Convention à tous les États membres de l'OUA.
3. Le Secrétaire Général Administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine devra, dès l'entrée en vigueur de la présente Convention procéder à son enregistrement conformément à l'article 102 de la Charte de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, NOUS, Chefs d'État et de Gouvernement des États membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, avons signé la présente Convention, en arabe, en anglais et en français, les trois textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de l'Organisation de l'Unité Africaine.

FAIT A Libreville (Gabon) le 3 Juillet 1977.

ANNEXE 2

**CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LE RECRUTEMENT, L'UTILISATION, LE
FINANCEMENT ET L'INSTRUCTION DES MERCENAIRES,
4 DÉCEMBRE 1989.**

Les États parties à la présente Convention,

Réaffirmant les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et par la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies,

Sachant que des mercenaires sont recrutés, utilisés, financés et instruits pour des activités qui violent des principes du droit international tels que ceux de l'égalité souveraine, de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale des États ainsi que de l'autodétermination des peuples,

Affirmant que le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires doivent être considérés comme des infractions qui préoccupent vivement tous les États et que toute personne ayant commis l'une quelconque de ces infractions doit être traduite en justice ou extradée,

Convaincus de la nécessité de développer et de renforcer la coopération internationale entre les États en vue de prévenir, de poursuivre et de réprimer de telles infractions,

Préoccupés par les nouvelles activités internationales illicites liant les trafiquants de drogues et les mercenaires dans la perpétration d'actes de violence qui sapent l'ordre constitutionnel des États,

Convaincus également que l'adoption d'une convention contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires contribuerait à l'élimination de ces activités répréhensibles et, par conséquent, au respect des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies,

Conscients que les questions qui ne sont pas réglées par une telle convention continuent d'être régies par les règles et les principes du droit international,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Aux fins de la présente Convention,

1. Le terme "mercenaire" s'entend de toute personne:

- a) Qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé;
- b) Qui prend part aux hostilités essentiellement en vue d'obtenir un avantage personnel et à laquelle est effectivement promise, par une partie au conflit ou en son nom, une rémunération matérielle nettement supérieure à celle qui est promise ou payée à des combattants ayant un rang et une fonction analogues dans les forces armées de cette partie;
- c) Qui n'est ni ressortissante d'une partie au conflit, ni résidente du territoire contrôlé par une partie au conflit;
- d) Qui n'est pas membre des forces armées d'une partie au conflit; et
- e) Qui n'a pas été envoyée par un État autre qu'une partie au conflit en mission officielle en tant que membre des forces armées dudit État.

2. Le terme "mercenaire" s'entend également, dans toute autre situation, de toute personne:

- a) Qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour prendre part à un acte concerté de violence visant à:
 - i) Renverser un gouvernement ou, de quelque autre manière, porter atteinte à l'ordre constitutionnel d'un État; ou
 - ii) Porter atteinte à l'intégrité territoriale d'un État;
- b) Qui prend part à un tel acte essentiellement en vue d'obtenir un avantage personnel significatif et est poussée à agir par la promesse ou par le paiement d'une rémunération matérielle;
- c) Qui n'est ni ressortissante ni résidente de l'État contre lequel un tel acte est dirigé;
- d) Qui n'a pas été envoyée par un État en mission officielle; et

- e) Qui n'est pas membre des forces armées de l'Etat sur le territoire duquel l'acte a eu lieu.

Article 2

Quiconque recrute, utilise, finance ou instruit des mercenaires, au sens de l'article premier de la présente Convention, commet une infraction au sens de la Convention.

Article 3

1. Un mercenaire, au sens de l'article premier de la présente Convention, qui prend une part directe à des hostilités ou à un acte concerté de violence, selon le cas, commet une infraction au sens de la Convention.
2. Aucune disposition du présent article ne limite le champ d'application de l'article 4 de la présente Convention.

Article 4

Commets une infraction quiconque:

- a) Tente de commettre l'une des infractions définies dans la présente Convention;
- b) Se rend complice d'une personne qui commet ou tente de commettre l'une des infractions définies dans la présente Convention.

Article 5

1. Les États parties s'engagent à ne pas recruter, utiliser, financer ou instruire de mercenaires et à interdire les activités de cette nature conformément aux dispositions de la présente Convention.
2. Les États parties s'engagent à ne pas recruter, utiliser, financer ou instruire de mercenaires en vue de s'opposer à l'exercice légitime du droit inaliénable des peuples à l'autodétermination tel qu'il est reconnu par le droit international et à prendre, conformément au droit international, les mesures appropriées pour prévenir le recrutement, l'utilisation, le financement ou l'instruction de mercenaires à cette fin.
3. Ils répriment les infractions définies dans la présente Convention par des peines appropriées qui prennent en considération la nature grave de ces infractions.

Article 6

Les États parties collaborent à la prévention des infractions définies dans la présente Convention, notamment:

- a) En prenant toutes les mesures possibles afin de prévenir la préparation sur leurs territoires respectifs de ces infractions destinées à être commises à l'intérieur ou en dehors de leur territoire, y compris des mesures tendant à interdire les activités illégales des individus, groupes ou organisations qui encouragent, fomentent, organisent ou perpètrent de telles infractions;
- b) En coordonnant les mesures administratives et autres à prendre pour prévenir la perpétration de ces infractions.

Article 7

Les États parties collaborent en prenant les mesures nécessaires pour appliquer la présente Convention.

Article 8

Tout État partie qui a lieu de croire que l'une des infractions définies dans la présente Convention a été, est ou sera commise fournit aux États parties intéressés, directement ou par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux dispositions de sa législation nationale, tous renseignements pertinents dès qu'il en a connaissance.

Article 9

1. Chaque État partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions définies dans la présente Convention qui sont commises:

- a) Sur son territoire ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans ledit territoire;
- b) Par l'un quelconque de ses ressortissants ou, si cet État le juge approprié, par les apatrides qui ont leur résidence habituelle sur son territoire.

2. De même, chaque État partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions définies aux articles 2, 3 et 4 de la présente Convention dans le cas où leur auteur présumé se trouve sur son territoire et où ledit État ne l'extrade pas vers l'un quelconque des États mentionnés au paragraphe 1 du présent article.

3. La présente Convention n'exclut pas une compétence pénale exercée en vertu de la législation nationale.

Article 10

1. S'il estime que les circonstances le justifient, tout État partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction assure, conformément à sa législation, la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures appropriées pour s'assurer de sa personne pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition. Cet État partie procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

2. Lorsqu'un État partie a, conformément aux dispositions du présent article, mis une personne en détention ou pris toutes autres mesures prévues au paragraphe 1 du présent article, il en avise sans retard directement ou par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies:

- a) L'État partie où l'infraction a été commise;
- b) L'État partie qui a fait l'objet de l'infraction ou de la tentative d'infraction;
- c) L'État partie dont la personne physique ou morale qui a fait l'objet de l'infraction ou de la tentative d'infraction a la nationalité;
- d) L'État partie dont l'auteur présumé de l'infraction a la nationalité ou, si celui-ci est apatride, l'État partie sur le territoire duquel il a sa résidence habituelle;
- e) Tout autre État partie intéressé qu'il juge approprié d'aviser.

3. Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au paragraphe 1 du présent article est en droit :

- a) De communiquer sans retard avec le plus proche représentant qualifié de l'État dont elle a la nationalité ou qui est autrement habilité à protéger ses droits ou, s'il s'agit d'une personne apatride, de l'État sur le territoire duquel elle a sa résidence habituelle;
- b) De recevoir la visite d'un représentant de cet État;

4. Les dispositions du paragraphe 3 du présent article sont sans préjudice du droit de tout État partie ayant établi sa compétence conformément à l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 9 d'inviter le Comité international de la Croix-Rouge à communiquer avec l'auteur présumé de l'infraction et à lui rendre visite.

5. L'État qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 1 du présent

article en communique rapidement les conclusions aux États mentionnés au paragraphe 2 du présent article et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Article 11

Toute personne contre laquelle une action est intentée pour l'une quelconque des infractions définies dans la présente Convention bénéficie, à tous les stades de la procédure, de la garantie d'un traitement équitable et de tous les droits et garanties prévus par le droit de l'État intéressé. Les normes applicables du droit international devraient être prises en compte.

Article 12

L'État partie sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'infraction est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, est tenu, sans aucune exception, et que l'infraction dont il s'agit ait été ou non commise sur son territoire, de soumettre l'affaire à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale, selon une procédure conforme à la législation de cet État. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute autre infraction de nature grave conformément à la législation de cet État.

Article 13

1. Les États parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions définies dans la présente Convention, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure. Dans tous les cas, la loi applicable pour l'exécution d'une demande d'entraide est celle de l'État requis.
2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article n'affectent pas les obligations relatives à l'entraide judiciaire stipulées dans tout autre traité.

Article 14

L'État partie dans lequel une action pénale a été engagée contre l'auteur présumé de l'infraction en communique, conformément à sa législation, le résultat définitif au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informe les autres États intéressés.

Article 15

1. Les infractions définies aux articles 2, 3 et 4 de la présente Convention sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre États parties. Les États parties s'engagent à comprendre ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.
2. Si un État partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi

d'une demande d'extradition par un autre État partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il a la latitude de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne ces infractions. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par la législation de l'État requis.

3. Les États parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent ces infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par la législation de l'État requis.

4. Entre États parties, les infractions sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des États tenus d'établir leur compétence en vertu de l'article 9 de la présente Convention.

Article 16

La présente Convention n'affecte pas :

- a) Les règles relatives à la responsabilité internationale des États;
- b) Le droit des conflits armés et le droit international humanitaire, y compris les dispositions relatives au statut de combattant ou de prisonnier de guerre.

Article 17

1. Tout différend entre deux ou plusieurs États parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'est pas réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout État peut, au moment où il signe la présente Convention, la ratifie ou y adhère, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Les autres États parties ne sont pas liés par lesdites dispositions envers un État partie qui a formulé une telle réserve.

3. Tout État partie qui a formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article peut à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 18

1. La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les États jusqu'au 31 décembre 1990, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.
2. La présente Convention sera soumise à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
3. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout État. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 19

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chacun des États qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 20

1. Tout État partie pourra dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 21

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les États.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

ANNEXE 3

AFRIQUE DU SUD SOUTH AFRICAN REGULATION OF FOREIGN MILITARY ASSISTANCE ACT, 1998

ACT

To regulate the rendering of foreign military assistance by South African juristic persons, citizens, persons permanently resident within the Republic and foreign citizens rendering such assistance from within the borders of the Republic; and to provide for matters connected therewith.

PREAMBLE

The Constitution of the Republic of South Africa, 1996, provides in section 198(b) that the resolve to live in peace and harmony precludes any South African citizen from participating in armed conflict, nationally or internationally, except as provided for in the Constitution or national legislation. In order to implement aspects of this provision and in the interest of promoting and protecting human rights and fundamental freedoms, universally, it is necessary to regulate the rendering of foreign military assistance by South African juristic persons, citizens, persons permanently resident in the Republic and foreign citizens who render such assistance from within the borders of the Republic.

BE IT ENACTED by the Parliament of the Republic of South Africa, as follows: -

Definitions

1. In this Act, unless the context indicates otherwise—

- (i) “armed conflict” includes any armed conflict between—
 - (a) the armed forces of foreign states;
 - (b) the armed forces of a foreign state and dissident armed forces or other armed groups; or
 - (c) armed groups; (ii)
- (ii) “Committee” means the National Conventional Arms Control Committee as constituted by the National Executive by the decision of 18 August 1995; (iv)
- (iii) “foreign military assistance” means military services or military-related services, or any attempt, encouragement, incitement or solicitation to render such services, in the form of—
 - (a) military assistance to a party to the armed conflict by means of—
 - (i) advice or training;
 - (ii) personnel, financial, logistical, intelligence or operational support;

- (iii) personnel recruitment;
- (iv) medical or para-medical services; or
- (v) procurement of equipment;
- (b) security services for the protection of individuals involved in armed conflict or their property;
- (c) any action aimed at overthrowing a government or undermining the constitutional order, sovereignty or territorial integrity of a state;
- (d) any other action that has the result of furthering the military interests of a party to the armed conflict, but not humanitarian or civilian activities aimed at relieving the plight of civilians in an area of armed conflict;
- (iv) “mercenary activity” means direct participation as a combatant in armed conflict for private gain; (iii)
- (v) “Minister” means the Minister of Defence; (v)
- (vi) “person” means a natural person who is a citizen of or is permanently resident in the Republic, a juristic person registered or incorporated in the Republic, and any foreign citizen who contravenes any provision of this Act within the borders of the Republic; (vi)
- (vii) “Republic” means the Republic of South Africa; (viii)
- (viii) “register” means the register of authorisations and approvals maintained in terms of section 6. (vii)

Prohibition on mercenary activity

2. No person may within the Republic or elsewhere recruit, use or train persons for or finance or engage in mercenary activity.

Rendering of foreign military assistance prohibited

3. No person may within the Republic or elsewhere—
- (a) offer to render any foreign military assistance to any state or organ of state, group of persons or other entity or person unless he or she has been granted authorisation to offer such assistance in terms of section 4;
 - (b) render any foreign military assistance to any state or organ of state, group of persons or other entity or person unless such assistance is rendered in accordance with an agreement approved in terms of section 5.

Authorisation for rendering of foreign military assistance

4. (1) Any person who wishes to obtain the authorisation referred to in section 3(a) shall submit to the Committee an application for authorisation in the prescribed form and manner.
- (2) The Committee must consider any application for authorisation submitted in terms of subsection (1) and must make a recommendation to the Minister that such application be granted or refused.
- (3) The Minister, in consultation with the Committee, may refuse an application for authorisation referred to in subsection (2), or may grant the application subject

to such conditions as they may determine, and may at any time withdraw or amend an authorisation so granted.

(4) Any authorisation granted in terms of this section shall not be transferable.

(5) The prescribed fees must be paid in respect of an application for authorization granted in terms of subsection (3).

Approval of agreement for rendering of foreign military assistance

5. (1) A person who wishes to obtain the approval of an agreement or arrangement for the rendering of foreign military assistance, by virtue of an authorisation referred to in section 3(b) to render the relevant military assistance, shall submit an application to the Committee in the prescribed form and manner.

(2) The Committee must consider an application for approval submitted to it in terms of subsection (1) and must make a recommendation to the Minister that the application be granted or be refused.

(3) The Minister, in consultation with the Committee, may refuse an application for approval referred to in subsection (2), or grant the application subject to such conditions as they may determine, and may at any time withdraw or amend an approval so granted.

(4) Any approval granted in terms of this section shall not be transferable.

(5) The prescribed fees must be paid in respect of an application for approval granted in terms of subsection (3).

Register of authorisations and approvals

6. (1) The Committee shall maintain a register of authorisations and approvals issued by the Minister in terms of sections 4 and 5.

(2) The Committee must each quarter submit reports to the National Executive, Parliament and the Parliamentary Committees on Defence with regard to the register.

Criteria for granting or refusal of authorisations and approvals

7. (1) An authorisation or approval in terms of sections 4 and 5 may not be granted if it would—

(a) be in conflict with the Republic's obligations in terms of international law;

(b) result in the infringement of human rights and fundamental freedoms in the territory in which the foreign military assistance is to be rendered;

(c) endanger the peace by introducing destabilising military capabilities into the region where the assistance is to be, or is likely to be, rendered or would otherwise contribute to regional instability and would negatively influence the balance of power in such region;

(d) support or encourage terrorism in any manner;

(e) contribute to the escalation of regional conflicts;

- (f) prejudice the Republic's national or international interests;
- (g) be unacceptable for any other reason.

(2) A person whose application for an authorisation or approval in terms of section 4 or 5 has not been granted by the Minister may request the Minister to furnish written reasons for his or her decision.

(3) The Minister shall furnish the reasons referred to in subsection (2) within a reasonable time.

Offences and penalties

8. (1) Any person who contravenes any provision of section 2 or 3, or fails to comply with a condition with regard to any authorisation or approval granted in terms of section 4 or 5, shall be guilty of an offence and liable on conviction to a fine or to imprisonment or to both such fine and imprisonment.

(2) The court convicting any person of an offence under this Act may declare any armament, weapon, vehicle, uniform, equipment or other property or object in respect of which the offence was committed or which was used for, in or in connection with the commission of the offence, to be forfeited to the State.

Extraterritorial application of Act

9. Any court of law in the Republic may try a person for an offence referred to in section 8 notwithstanding the fact that the act or omission to which the charge relates, was committed outside the Republic, except in the instance where a foreign citizen commits any offence in terms of section 8 wholly outside the borders of the Republic.

Regulations

10. The Minister, in consultation with the Committee, may make regulations relating to -

- (a) any matter which is required or permitted in terms of this Act to be prescribed;
- (b) the criteria to be taken into account in the consideration of an application for an authorisation or approval in terms of section 4 or 5;
- (c) the maintenance of the register; and
- (d) any other matter which may be necessary for the application of this Act.

Exemptions

11. The Minister, in consultation with the Committee, may exempt any person from the provisions of sections 4 and 5 in respect of a particular event or situation, and subject to such conditions as he or she may determine.

Short title

12. This Act shall be called the *Regulation of Foreign Military Assistance Act, 1998*, and shall come into operation on a date fixed by the President by proclamation in the *Gazette*.

ANNEXE 4

AFRIQUE DU SUD PROHIBITION OF MERCENARY ACTIVITIES AND PROHIBITION AND REGULATION OF CERTAIN ACTIVITIES OF ARMED CONFLICT BILL [B42-2005]

BILL

TO prohibit mercenary activity; to prohibit, subject to exceptions, the provision of assistance or service *of* a military, security or other nature in an area of armed conflict; to prohibit, subject to exceptions, the enlistment of South African citizens or permanent residents in foreign armed forces; to regulate the provision of humanitarian aid in an area of armed conflict; to provide for extra-territorial jurisdiction for the courts *of* the Republic with regard to certain offences; to provide for offences and penalties; and to provide for matters connected therewith.

PREAMBLE

WHEREAS the Constitution of the Republic of South Africa, 1996, provides in section 198(b) that the resolve to live in peace and harmony precludes any South African citizen from participating in armed conflict, nationally or internationally, except as provided for in the Constitution or national legislation;

AND WHEREAS it is necessary to prohibit mercenary activity in order to give effect to the values in our Constitution and our international obligations;

AND WHEREAS it is also necessary, in the interest of promoting and protecting human rights and fundamental freedoms, universally, to prohibit the enlistment of South African citizens and permanent residents in foreign armed forces and to prohibit or regulate the provision of military and related assistance or services and security services, including humanitarian assistance, by South African juristic persons, citizens, persons permanently resident in the Republic and, in certain circumstances, foreign citizens,

BE IT THEREFORE ENACTED by the Parliament of the Republic of as follows:- South Africa,

Definitions and interpretation

1. (1) In this Act, unless the context indicates otherwise- “armed conflict” includes any armed conflict-

(a) in a regulated country or area, proclaimed as such in terms of section

(b) in any other country or area which has not been so proclaimed,
between-

- (i) the armed forces of a foreign state and dissident or rebel armed
- (ii) the armed forces of foreign states;
- (iii) armed groups within a foreign state;
- (iv) armed forces of any occupying power and dissident or rebel
armed
forces or any other armed group; or
- (v) any other combination of the entities referred to in
subparagraphs (i)
to (iv);

“assistance or service” includes forces or other armed groups;

(a) any form of military or military-related assistance, service or activity;

(b) any form of assistance, service or activity by means of

- (i) advice or training;
- (ii) personnel, financial, logistical, intelligence or operational
support;
- (iii) personnel recruitment;
- (iv) medical or para-medical services; or
- (v) procurement of equipment; or

(c) security services;

“**Committee**” means the National Conventional Arms Control Committee,
established in terms of section 2 of the National Conventional Arms Control Act,
2002 (Act No. 41 of 2002);

“**intergovernmental organisation**” means an international organisation
established by the governments of states;

“**international organisation**” means an international organisation of states, and
includes an intergovernmental organisation;

“**prescribed**” means prescribed by regulation;

“**register**” means the register referred to in section 8;

“**regulated country or area**” means a country or area contemplated in section 6;

“**security services**” means one or more of the following services or activities:

- (a) Protection or safeguarding of an individual, personnel or property in
any manner;

- (b) giving advice on the protection or safeguarding of individuals or property;
- (c) giving advice on the use of security equipment;
- (d) providing a reactive or response service in connection with the safeguarding of persons or property in any manner;
- (e) providing security training or instruction to a security service provider or prospective security service provider;
- (f) installing, servicing or repairing security equipment;
- (g) monitoring signals or transmissions from security equipment;
- (h) making a person or service of a person available, directly or indirectly, for the rendering of any service referred to in paragraphs (a) to (g); or
- (i) managing, controlling or supervising the rendering of any of the services referred to in paragraphs (a) to (h); and

“this Act” includes the regulations.

(2) Despite this Act or any other law, no act may be construed as assistance or service if such act is-

(a) committed during a struggle waged by peoples in the exercise or furtherance of their legitimate right to-

- (i) national liberation;
- (ii) self-determination;
- (iii) independence against colonialism; or
- (iv) resistance against occupation, aggression or domination by foreign nationals or foreign forces; and

(b) in accordance with the principles of international law, especially international humanitarian law, including the purposes and principles of the Charter of the United Nations and the Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relations and Cooperation among States.

Prohibition of mercenary activity

2. (1) No person may within the Republic or elsewhere –

- (a) participate as a combatant for private gain in an armed conflict;
- (b) directly or indirectly recruit, use, train, support or finance a combatant for private gain in an armed conflict;
- (c) directly or indirectly participate in any manner in the initiation, causing or furthering of -
 - (i) an armed conflict; or
 - (ii) a coup, uprising or rebellion against any government; or

(d) directly or indirectly perform any act aimed at overthrowing a government or undermining the constitutional order, sovereignty or territorial integrity of a state.

(2) Any person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence.

Prohibition against providing certain assistance or rendering of services in area of armed conflict

3. (1) No person may within the Republic or elsewhere-

(a) negotiate or offer to provide any assistance or render any service to a party to an armed conflict, unless such a person has been granted authorisation in terms of section 7 to negotiate or offer such assistance or service;

(b) provide any assistance or render any service to a party to an armed conflict, unless such assistance is provided or such service is rendered in accordance with an agreement or arrangement authorised in terms of section 7;

(c) recruit, use, train, support or finance any person to provide assistance or render any service to a party to an armed conflict, unless such a person has been authorised in terms of section 7 to recruit, use, train, support or finance such a person;

(d) recruit, use, train, support or finance any person to provide assistance or render a service to a party to an armed conflict unless such a person is recruited, used, trained, supported or financed in accordance with an agreement or arrangement authorised in terms of section 7; or

(e) perform any other act that has the result of furthering the military interests of a party to an armed conflict, unless such a person has been authorised in terms of section 7.

(2) Any person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence.

Prohibition and regulation of enlistment of South Africans in foreign armed forces

4. (1) No South African citizen or permanent resident may enlist with any foreign armed force, including an armed force of any state, unless he or she has been authorized in terms of section 7.

(2) Any authorisation referred to in subsection (1) automatically terminates if the person to whom it has been granted takes part in an armed conflict as a member of such foreign armed force.

Prohibition and regulation of humanitarian assistance in area of armed conflict

5. No person may provide humanitarian assistance in an area where there is an armed conflict, unless that person has been authorised to provide such assistance in terms of section 7.

Proclamation of regulated country or area

6. (1) The Committee must inform Cabinet whenever it is of the opinion that-

- (a) an armed conflict exists or is imminent in any country or area within a country; and
- (b) such a country or area should be proclaimed to be a regulated country or area.

(2) After the Committee has informed Cabinet as contemplated in subsection (1), the President, as Head of the National Executive, may, by proclamation in the *Gazette*, proclaim a country or area within a country as a regulated country or area.

(3) Every proclamation issued under subsection (2) must be tabled in Parliament for its consideration.

(4) This Act applies in a regulated country or area, regardless of whether an armed conflict is taking place in such country or area or not.

Application for authorisation

7. (1) Any person who applies for an authorisation referred to in section 3(1)(a) to (e), 4(1) or 5 must submit to the Committee an application for authorisation in the prescribed form and manner.

(2) The Committee must consider any application for authorisation submitted in terms of subsection (1), and, subject to section 9, may-

- (a) refuse the application; or
- (b) grant the application subject to such conditions as it may determine; and
- (c) at any time withdraw or amend an authorisation so granted.

(3) No authorisation granted in terms of this section is transferable.

(4) The prescribed fees in respect of an application for authorisation must be paid before the Committee makes its decision known.

(5) If an application is filed with the Committee for an authorisation referred to in section 5, the chairperson may, after consultation with one other member, grant an interim authorisation.

- (6) An application in terms of subsection (5) must be ratified by the Committee-
 - (a) within 30 days after receipt thereof; or
 - (b) if the period referred to in paragraph (a) has lapsed, at the first meeting of the Committee following upon the expiry of that period.
- (7) Any interim authorisation granted in terms of subsection (5) remains valid until the Committee has made a final decision in the manner contemplated in subsection (6).

Register of declarations, authorisations and exemptions

- 8. (1) The Committee must maintain a register of any-
 - (a) authorisation issued by the Committee in terms of section 7(2);
 - (b) proclamation made by the President in terms of section 6; and
 - (c) exemption granted by the President in terms of section 13.
- (2) The Committee must submit quarterly reports to the National Executive and Parliament with regard to the register.

Criteria for authorisation or exemption

- 9. An authorisation in terms of section 7(2), or an exemption in terms of section 13, may not be given if it-
 - (a) is in conflict with the Republic's obligations in terms of international law;
 - (b) would result in the infringement of human rights and fundamental freedoms in the territory where the assistance, service or humanitarian aid is to be rendered;
 - (c) endangers the peace by introducing destabilising military capabilities into the region or territory where the assistance, service or humanitarian aid is, or is likely to be, provided or rendered;
 - (d) would contribute to regional instability or negatively influence the balance of power in such region or territory;
 - (e) in any manner supports or encourages any terrorist activity or terrorist and related activities, as defined in section 1 of the Protection of Constitutional Democracy against Terrorist and Related Activities Act, 2004 (Act No. 33 of 2004);
 - (f) contributes to the escalation of regional conflicts;
 - (g) in any manner initiates, causes or furthers an armed conflict, or a coup, uprising or rebellion against a government; or
 - (h) prejudices the Republic's national or international interests.

Offences and penalties

10. (1) A person who contravenes section 4 (1) or 5, or fails to comply with a condition determined in respect of an application in terms of section 7(2)(b) or section 13, is guilty of an offence and liable upon conviction to a fine or to imprisonment, or to both a fine and imprisonment.

(2) A person referred to in section 15(2) who fails to apply for the authorisation within the period referred to in that subsection and remains so enlisted is guilty of an offence and liable, upon conviction, to a fine or to imprisonment or to both a fine and imprisonment.

(3) The court may, when convicting any person of an offence under this Act, declare any armament, weapon, vehicle, uniform, equipment or other property or object in respect of which the offence was committed or which was used for, in or in connection with the commission of the offence to be forfeited to the State in the manner contemplated in section 35 of the *Criminal Procedure Act*, 1977 (Act No. 51 of 1977).

Extra-territorial jurisdiction

11. (1) Any act that constitutes an offence under this Act and that is committed outside the Republic by-

(a) a citizen of the Republic;

(c) a person who was arrested in the territory of the Republic, or in its territorial waters or on board a ship or aircraft registered or required to be registered in the Republic at the time the offence was committed;

(d) a company incorporated or registered as such under any law in the Republic; or

(e) any body of persons corporate or unincorporated in the Republic, must be regarded as having been committed in the Republic and the person who committed it may be tried in a court in the Republic which has jurisdiction in respect of that offence.

(2) (a) Any act that constitutes an offence under this Act and that is committed outside the Republic by a person, other than a person contemplated in subsection (1), must be regarded as having been committed in the Republic if that person is found in the Republic.

(b) A person contemplated in paragraph (a) may be tried for such an offence by a

South African court if there is no application for the extradition of the person or if such an application has been refused.

(3) Any offence contemplated in subsection (1) or (2), is, for the purpose of determining the jurisdiction of a court to try the offence, regarded as having been committed at-

- (b) a person ordinarily resident in the Republic;
- (a) the place where the accused person is ordinarily resident; or
- (b) the accused person's principal place of business.

(4) Where a person is charged with conspiracy or incitement to commit an offence or as an accessory after the fact, the offence is regarded as having been committed not only at the place where the act was committed, but also at every place where the conspirator, inciter or accessory acted or in the case of an omission, should have acted.

Regulations

12. (1) The President, as Head of the National Executive, may make regulations relating to –

- (a) any matter which is required or permitted in terms of this Act to be prescribed;
- (b) the consideration of an application for an authorisation in terms of section 7(2);
- (c) the maintenance of the register; and
- (d) generally, any other ancillary or incidental administrative or procedural matter which it may be expedient or necessary to prescribe for the proper implementation or administration of this Act.

(2) A regulation may prescribe a penalty of a fine or of imprisonment for a period not exceeding five years, or both a fine and such imprisonment, for any contravention thereof or any failure to comply therewith.

Exemptions

13. The President as Head of the National Executive may, subject to section 9 and upon request in the prescribed form and manner, exempt any international, intergovernmental or humanitarian aid organisation from the provisions of section 5 of this Act, if such exemption would facilitate the rendering of humanitarian aid, without delay, in respect of a particular event or situation, in order to relieve the plight of civilians in an armed conflict, and subject to such conditions as he or she may determine.

Amendment and repeal of laws

14. (1) The *Criminal Law Amendment Act*, 1997 (Act No. 105 of 1997), is hereby amended to the extent set out in the Schedule

(2) The *Regulation of Foreign Military Assistance Act*, 1998 (Act No. 15 of 1998) is hereby repealed.

Transitional provisions

15. (1) Any authorisation or approval granted in terms of the Regulation of Foreign Military Assistance Act, 1998 (Act No. 15 of 1998), remains in force and effect until withdrawn or amended or until expiry of the term for which it was granted.

(2) A citizen of the Republic or a person ordinarily resident in the Republic who, at the time of the commencement of this Act, had already been enlisted in a foreign armed force must, within six months of the date of commencement of this Act, apply for authorisation in the manner required by section 4(1).

(3) All formal hearings and court proceedings instituted, prior to the commencement of this Act, in terms of the Regulation of Foreign Military Assistance Act, 1998, and that have not been concluded before the commencement of this Act, must be continued with and concluded as if this Act had not been passed.

Short title and commencement

16. This Act is called the Prohibition of Mercenary Activities and Prohibition and Regulation of Certain Activities in Areas of Armed Conflict Act, 2005, and comes into operation on a date determined by the President by proclamation in the *Gazette*.

ANNEXE 5

FRANCE

**LOI RELATIVE À LA RÉPRESSION DE L'ACTIVITÉ DE MERCENAIRE
14 AVRIL 2003**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté. Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique.

Après le chapitre V du titre III du livre IV du code pénal, il est inséré un chapitre VI ainsi rédigé :

« Chapitre VI »

« De la participation à une activité de mercenaire »

« Art. 436-1. - Est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 EUR d'amende le fait :

1° Par toute personne, spécialement recrutée pour combattre dans un conflit armé et qui n'est ni ressortissante d'un État partie audit conflit armé, ni membre des forces armées de cet État, ni n'a été envoyée en mission par un État autre que l'un de ceux parties au conflit en tant que membre des forces armées dudit État, de prendre ou tenter de prendre une part directe aux hostilités en vue d'obtenir un avantage personnel ou une rémunération nettement supérieure à celle qui est payée ou promise à des combattants ayant un rang et des fonctions analogues dans les forces armées de la partie pour laquelle elle doit combattre ;

« 2° Par toute personne, spécialement recrutée pour prendre part à un acte concerté de violence visant à renverser les institutions ou porter atteinte à l'intégrité territoriale d'un État et qui n'est ni ressortissante de l'État contre lequel cet acte est dirigé, ni membre des forces armées dudit État, ni n'a été envoyée en mission par un État, de prendre ou tenter de prendre part à un tel acte en vue d'obtenir un avantage personnel ou une rémunération importants.

« Art. 436-2. - Le fait de diriger ou d'organiser un groupement ayant pour objet le recrutement, l'emploi, la rémunération, l'équipement ou l'instruction militaire d'une personne définie à l'article 436-1 est puni de sept ans d'emprisonnement et de 100 000 EUR d'amende.

« Art. 436-3. - Lorsque les faits mentionnés au présent chapitre sont commis à l'étranger par un Français ou par une personne résidant habituellement sur le

territoire français, la loi française est applicable par dérogation au deuxième alinéa de l'article 113-6 et les dispositions de la seconde phrase de l'article 113-8 ne sont pas applicables.

« Art. 436-4. - Les personnes physiques coupables des infractions prévues par le présent chapitre encourent également les peines complémentaires suivantes :

« 1° L'interdiction des droits civiques, civils et de famille, suivant les modalités prévues par l'article 131-26 ;

« 2° La diffusion intégrale ou partielle de la décision ou d'un communiqué informant le public des motifs et du dispositif de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 131-35 ;

« 3° L'interdiction de séjour, suivant les modalités prévues par l'article 131-31.

« Art. 436-5. - Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2, de l'infraction définie à l'article 436-2.

« Les peines encourues par les personnes morales sont :

« 1° L'amende, selon les modalités prévues par l'article 131-38 ;

« 2° Les peines mentionnées à l'article 131-39.

« L'interdiction mentionnée au 2° de l'article 131-39 porte sur l'activité dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 avril 2003.

Par le Président de la République : Jacques Chirac

Le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin

Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, Nicolas Sarkozy

Le garde des sceaux, ministre de la justice, Dominique Perben

Le ministre des affaires étrangères, Dominique de Villepin

La ministre de la défense, Michèle Alliot-Marie

Assemblée nationale : Discussion et adoption le 6 février 2003.

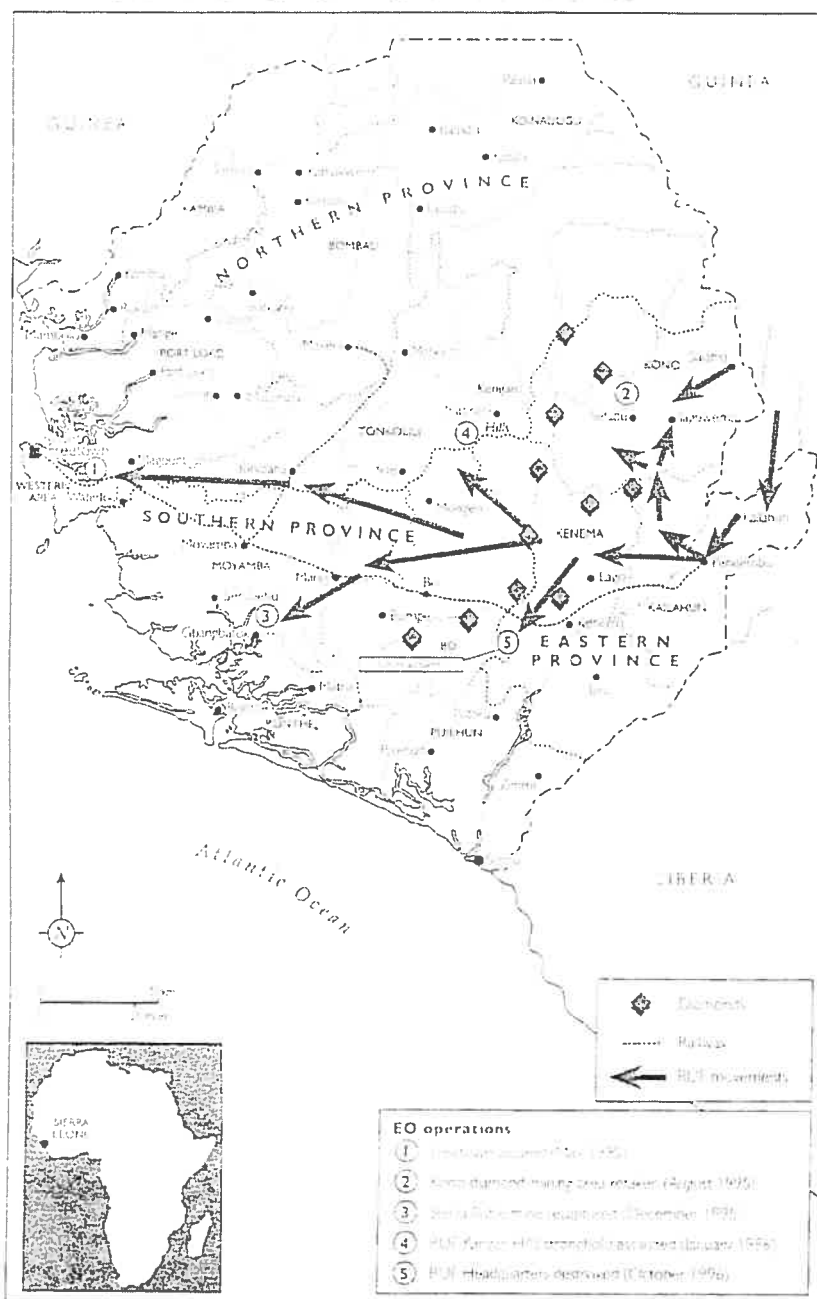
Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 607 : Discussion et adoption le 3 avril 2003.

ANNEXE 6

**CARTE DU SIERRE LEONE ET DES OFFENSIVES MILITAIRES D'EXECUTIVE
OUTCOMES, 1995-1996**

UNIVERSITY OF CHICAGO

Map 2 Executive Outcomes in Sierra Leone, 1995-1996



David Shearer, *Private armies and Military Intervention* (Oxford: Oxford University Press, 1998), 50.

ANNEXE 7

CARTE DES OFFENSIVES MILITAIRES EN BOSNIE-HERZÉGOVINE
ET EN CROATIE, 1995



David Shearer, *Private armies and Military Intervention* (Oxford: Oxford University Press, 1998), 59..

ANNEXE 8

CODE DE CONDUITE INTERNATIONAL PEACE OPERATIONS ASSOCIATION (IPOA)

Préambule

Les membres de l'IPOA qui fournissent des services militaires exercent leur profession avec un profond sens de responsabilité. Ils sont conscients du grand impact potentiel de leurs services et s'efforcent d'assurer que leur savoir-faire n'est ni mal employé ni abusé. Les membres croient que les sociétés privées devraient être plus responsables, transparentes et franches en ce qui concerne leurs motifs que les organisations militaires semblables qui sont gérées par les États. Les sociétés croient fermement que les restrictions et les contrôles rigoureux sont appropriés dans la prestation de ces services afin qu'ils soient utilisés au plus grand profit de l'humanité.

Le présent Code de Conduite vise à faire respecter les normes éthiques par les sociétés membres de l'IPOA qui travaillent dans les situations de conflit et de post-conflit afin qu'ils puissent offrir leurs services au profit de la paix internationale et de la sécurité humaine.

Les membres de l'IPOA ont pris l'engagement de respecter les principes suivants dans toutes leurs opérations:

1. Des droits de l'homme

1.1. Dans toutes leurs opérations, les signataires respecteront la dignité de tout être humain et s'adhéreront strictement à toutes les lois et tous les accords relevant des droits de l'homme.

1.2. Ils prendront toutes les dispositions utiles pour minimiser la perte de vies humaines et la destruction des biens.

1.3. Les signataires acceptent de suivre tout règlement relevant de Droit international humanitaire et de Droit des droits de l'homme ainsi que tout accord et toute convention internationale, y compris, entre autres:

1.3.1. La Déclaration universelle des droits de l'homme (1948)

1.3.2. La Convention de Genève (1949)

1.3.3. Les Protocoles additionnels des Conventions de Genève (1977)

1.3.4. Le Protocole sur l'usage des armes toxiques et chimiques (1979)

1.3.5. Les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme (2000)

2. De la transparence

2.1. Les signataires travailleront avec intégrité, honnêteté, et équité.

2.2. Les signataires commis dans les opérations de la paix ou de la stabilité s'engagent, dans la mesure du possible et conformément aux limitations contractuelles, à être ouverts et communicatifs avec le Comité International de la Croix Rouge et d'autres autorités concernées en ce qui concerne la nature de leurs opérations et tout conflit d'intérêt qui pourrait de n'importe quelle façon être perçu comme facteur ayant de l'influence sur les initiatives actuelles ou potentielles.

3. De la responsabilité

3.1. Les signataires comprennent la nature unique de la situation de conflit ou post-conflit dans laquelle ils travaillent, et ils reconnaissent entièrement l'importance des lignes de responsabilité nettes et opératives pour assurer les opérations de paix efficaces et la viabilité de l'industrie à long terme.

3.2. Les signataires acceptent de répondre légalement de leurs actions et celles des employés de la société devant les autorités compétentes. Alors que les sociétés elles-mêmes devraient sanctionner les petites infractions, les signataires s'engagent, dans la mesure du possible et conformément aux limitations contractuelles et légales, à coopérer pleinement avec les investigations officielles en ce qui concerne des allégations des violations contractuelles et celles du Droit humanitaire international et du Droit des droits de l'homme.

3.3. En outre, les signataires s'engagent à prendre des actions fermes et définitives si les employés de leur organisation s'adonnent aux activités illégales.

4. Des clients

4.1. Les signataires s'engagent à ne travailler que pour les gouvernements légitimes et reconnus, les organisations internationales, les organisations non-gouvernementales et les sociétés privées légitimes.

4.2. Les signataires n'acceptent pas des clients illégaux ou ceux qui contrecarrent activement les efforts internationaux pour la paix.

5. De la sûreté

5.1. En reconnaissant les niveaux de risque inhérents aux activités dans les situations de conflit et de post-conflit, les signataires s'efforceront toujours à travailler de façon sûre, responsable, et prudente, et feront de leur mieux pour assurer que tout le personnel de la société se tienne à ces principes.

6. Des employés

6.1. Les signataires s'assurent que tous leurs employés sont entièrement informés vis-à-vis du niveau de risque associé à leur travail, ainsi que des dispositions, des conditions et du contenu de leurs contrats.

6.2. Les signataires promettent d'assurer que leurs employés sont en bonne santé, et que tous leurs employés sont bien passés au crible en ce qui concerne les besoins physiques et mentaux de leurs obligations conformément aux termes de leur contrat.

6.3. Les signataires s'engagent à utiliser le personnel suffisamment formé et préparé dans toutes leurs opérations conformément aux normes bien précises de la société.

6.4. Tout personnel sera examiné soigneusement, bien formé, encadré et pourvu d'instruction supplémentaire sur le cadre légal applicable et les sensibilités régionales dans la zone des opérations.

6.5. Les signataires s'engagent à ce que tous leurs employés aient un statut légal dans leurs pays respectifs de citoyenneté ainsi qu'au niveau international.

6.6. Les signataires acceptant d'agir de façon responsable et éthique vis-à-vis de leurs employés, y compris s'assurer que les employés sont traités avec respect et dignité, et de répondre de manière appropriée au cas où les allégations de mauvaise conduite de la part de l'employé seraient soulevées.

6.7. Les signataires s'engagent à fournir à tous les employés la formation, l'équipement, et les matériaux appropriés et nécessaires pour leurs obligations selon les dispositions de leur contrat.

6.8. On exige que les employés se comportent humainement, avec honnêteté, intégrité, objectivité et diligence.

7. Des assurances

7.1. Les employés locaux et étrangers auront à leur disposition des polices d'assurances de santé et de vie proportionnelles à leur salaire et au niveau de risque de leur service conformément au droit.

8. Du contrôle

8.1. Les signataires approuvent fortement l'utilisation des contrats détaillés qui précisent le mandat, les restrictions, les objectifs, les points de références, les critères pour le retrait et la responsabilité pour l'opération.

8.2. Dans tous les cas – et compte tenu du retrait sécurisé du personnel et des autres sous la protection des signataires – les signataires sont commis à se conformer de façon professionnelle et dans les meilleurs délais aux requêtes légitimes du client, y compris le retrait d'une opération à la demande éventuelle du client ou des autorités gouvernementales compétentes.

9. De l'éthique

9.1. Les signataires promettent d'aller au-delà des exigences légales minimales et de soutenir les besoins éthiques impératifs supplémentaires qui sont nécessaires aux opérations efficaces relatives à la sécurité et la paix.

9.2. Des règles d'engagement

9.2.1. Les signataires qui pourraient éventuellement s'engager dans des hostilités armées établiront des « Règles d'engagement » appropriés avec leurs clients avant le déploiement, et travailleront avec leur client pour toute modification nécessaire en cas de changement important au niveau de menace et de la situation politique.

9.2.2. Tous les règlements devraient se conformer au Droit international humanitaire et au Droit des droits de l'homme et mettre l'accent sur la bonne retenue et la prudence afin de réduire le nombre de victimes et les dommages, tout en sauvegardant le droit inhérent d'auto-défense.

9.3. Du soutien des organisations internationales et des ONGs/la société civile et la reconstruction

9.3.1. Les signataires reconnaissent que les services fournis par les organisations humanitaires sont nécessaires pour mettre fin aux conflits et pour soulager la souffrance humaine y associée.

9.3.2. Dans la mesure du possible et conformément aux limitations contractuelles et légales, les signataires s'engagent à soutenir les efforts des organisations internationales, humanitaires et les organisations non gouvernementales et d'autres entités qui œuvrent à épargner la souffrance humaine et à soutenir les objectifs de reconstruction et de réconciliation des opérations de la paix.

9.4. Du contrôle d'armes

9.4.1. Les signataires qui utilisent les armes promettent d'accorder une importance capitale en ce qui concerne la responsabilité et le contrôle de toutes armes et munitions utilisées pendant une opération.

9.4.2. Ils promettent de soumettre un compte-rendu authentifié et approprié de ces armes, et de les déclasser au terme d'un contrat. Les signataires s'abstiennent d'utiliser les armes illégales, toxiques, ou chimiques ou celles qui pourraient nuire à la santé à long terme et compliquer l'assainissement post-conflit et elles se limiteront aux armes appropriées aux opérations militaires ou celles de sécurité ou de maintien de l'ordre.

10. De la qualité

10.1. Les signataires s'engagent à assurer la qualité de leur travail et la satisfaction des clients.

11. Des sociétés partenaires et sous-contractants

11.1. Dû à la nature complexe des situations de conflit ou post-conflit, les sociétés recourent souvent aux services des sociétés partenaires et des sous-contractants pour l'exécution des obligations de leur contrat.

11.2. Les signataires acceptent de choisir des sociétés partenaires et des sous-contractants avec le plus grand soin et la due diligence et d'assurer qu'ils sont en conformité aux normes éthiques appropriées – en l'occurrence le présent Code de Conduite.

12. De l'application

12.1. Le présent Code de Conduite est le code officiel de l'IPOA et de ses sociétés membres. Les signataires s'engagent à respecter les normes énumérées dans le présent Code.

12.2. Tout signataire qui faillit à faire respecter une disposition quelconque du présent Code peut être sujet de la révocation de l'IPOA à la discrétion du Conseil d'Administration de l'IPOA.

adopté: 31 mars, 2005
d'abord adopté: 1 avril, 2001